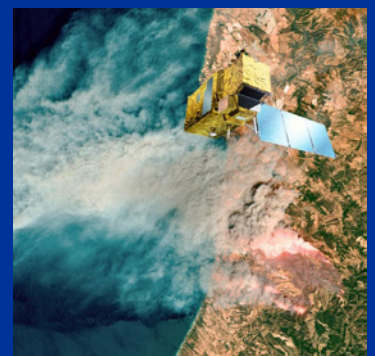
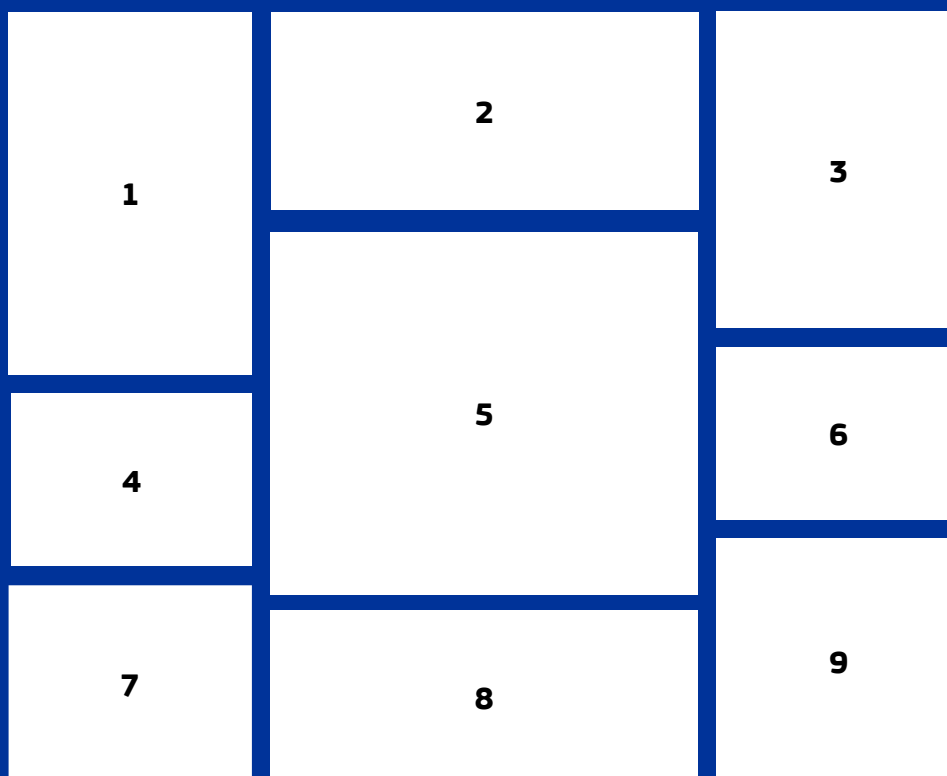


# L'UE EN 2025

RAPPORT GÉNÉRAL  
SUR L'ACTIVITÉ  
DE L'UNION EUROPÉENNE





## SUR LA PAGE DE COUVERTURE

1. Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne (à droite), avec António Costa, président du Conseil européen (à gauche), lors d'une visite de ce dernier à la Commission européenne à Bruxelles (Belgique).
2. Des avions Canadair de la flotte rescEU en stationnement à côté d'une piste à Mérignac (France).
3. Christine Lagarde (à gauche), présidente de la Banque centrale européenne, rencontre Roberta Metsola, présidente du Parlement européen (à droite), au Parlement européen à Strasbourg (France).
4. Une salariée sur une chaîne de production de blocs moteurs de véhicule électrique à Ergolding (Allemagne) (© Leonhard Simon/Getty Images).
5. Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne (devant à gauche), aux côtés d'un groupe de jeunes créateurs de contenu espagnols à la Commission européenne à Bruxelles (Belgique).
6. La Dr Martha C. Mayorquín-Torres, scientifique mexicaine active à Gand (Belgique), effectue des recherches sur des ressources renouvelables entrant dans la composition de produits pharmaceutiques dans le cadre du projet TransPharm, lequel bénéficie du soutien financier du programme de recherche et d'innovation Horizon Europe de l'UE (© Union européenne. Réutilisation autorisée uniquement à des fins d'éducation et d'information).
7. Un système antidrone photographié lors de la démonstration d'une technologie de défense innovante à Viesīte (Lettonie).
8. Des volontaires nettoient une rue à Paiporta (Espagne), alors que la région se relève d'inondations de grande ampleur (© Aldara Zarraoa/Getty Images).
9. Un immense nuage de fumée généré par un incendie de forêt et photographié par l'un des satellites Sentinelle-2 de Copernicus atteint le littoral de l'océan Atlantique (© Copernicus Sentinel-2 imagery, 2025).



Publié conformément à l'article 249, paragraphe 2,  
du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

**Une version interactive de la présente publication, contenant des liens vers du contenu en ligne, est disponible aux formats PDF et HTML: <https://europa.eu/general-report/fr>.**

## **L'UE en 2025 — Rapport général sur l'activité de l'Union européenne**

Commission européenne  
Direction générale de la communication  
1049 Bruxelles  
BELGIQUE

*L'UE en 2025 — Rapport général sur l'activité de l'Union européenne* a été adopté par la Commission européenne le 3 février 2026 sous la cote C(2026) 562.

Print	ISBN 978-92-68-32090-7	ISSN 1027-1546	doi:10.2775/1111528	NA-01-26-001-FR-C
PDF	ISBN 978-92-68-32089-1	ISSN 1977-3455	doi:10.2775/1527054	NA-01-26-001-FR-N
HTML	ISBN 978-92-68-32088-4	ISSN 1977-3455	doi:10.2775/7879567	NA-01-26-001-FR-Q

La Commission européenne ne peut en aucun cas être tenue pour responsable de l'usage fait de cette publication en cas de réutilisation.

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2026

© Union européenne, 2026



La politique de la Commission en matière de réutilisation de l'information est mise en œuvre par la décision 2011/833/UE de la Commission du 12 décembre 2011 relative à la réutilisation des documents de la Commission (JO L 330 du 14.12.2011, p. 39, ELI: <http://data.europa.eu/eli/dec/2011/833/oj>). Sauf mention contraire, la réutilisation du présent document est autorisée dans le cadre de la licence Creative Commons Attribution 4.0 International (CC BY 4.0) (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>). Cela signifie que la réutilisation est autorisée moyennant citation appropriée de la source et indication de toute modification.

Pour toute utilisation ou reproduction d'éléments qui ne sont pas la propriété de l'Union européenne, il peut être nécessaire de demander l'autorisation directement auprès des titulaires de droits respectifs.

Toutes les photos sont la propriété de l'Union européenne, sauf mention contraire.

Images aux pages 15, 25, 33 et 37: © Union européenne. Réutilisation autorisée uniquement à des fins d'éducation et d'information.

Image à la page 65: © Union européenne. Architectes: Lucien De Vestel, Jean Gilson, A&J Polak; rénovation: Berlaymont 2000.

# AVANT-PROPOS

2025 a été une année de profond changement à l'échelle planétaire. Cette année a été marquée par la guerre à nos frontières et par une compétition entre puissances plus intense. Toutefois, 2025 a également été une année de transformation pour l'Europe, une année de clarté et de détermination. Dans un monde fragmenté plus instable, l'Europe a reconnu qu'elle devait prendre davantage en main la responsabilité de son propre avenir. 2025 a vu l'Europe prendre son indépendance.

Ce fut une année au cours de laquelle l'Europe a choisi la responsabilité plutôt que l'hésitation et l'unité plutôt que la fragmentation. La nouvelle Commission européenne a entamé ses travaux avec détermination, en définissant un cap clair pour les années à venir, un cap qui protège la liberté et la prospérité de l'Europe et garantit que notre Union peut prospérer dans ce contexte mondial plus difficile.

Nous avons commencé par assumer la responsabilité de notre sécurité. Avec le paquet «Préparation à l'horizon 2030», nous avons amorcé l'augmentation des investissements européens dans la défense la plus importante de notre histoire. Et nous sommes restés fermement aux côtés de l'Ukraine, car c'est là que commence la sécurité de l'Europe. Nous avons assuré un financement à long terme pour soutenir les Ukrainiens et continué d'œuvrer en faveur d'une paix juste et durable. Par ailleurs, nous avons avancé sur la voie de l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne, car une Ukraine libre, démocratique et prospère a sa place dans l'Union.

Nous savons qu'il n'y a pas d'indépendance possible sans puissance économique. C'est pourquoi, guidés par la boussole pour la compétitivité, nous avons mis en œuvre des politiques visant à stimuler l'innovation et la prospérité. Nous avons réduit les charges inutiles pesant sur les entreprises et investi dans les technologies qui définiront l'avenir, de l'intelligence artificielle à l'énergie propre. Au moyen de l'initiative «Choisir l'Europe», nous faisons de notre continent le meilleur endroit au monde pour la science et la recherche. Et nous veillons à ce que compétitivité et équité aillent de pair, en prenant des mesures pour soutenir des logements et une énergie plus abordables pour tous les Européens.

Sur la scène mondiale, l'Europe est restée ferme sur ses positions, en défendant ses intérêts et ses valeurs. Nous sommes restés le premier pourvoyeur mondial d'aide humanitaire, nous avons continué à jouer un rôle de premier plan dans la lutte contre le changement climatique et nous avons défendu un commerce libre et équitable au moyen de nouveaux accords historiques.

Ensemble, nous avons engagé l'Europe sur une voie plus solide. 2025 n'a pas été la fin d'un voyage, mais un tournant. Alors que nous entrons dans l'année 2026, nous continuerons à construire une Europe plus sûre, plus compétitive et plus indépendante.

Dans ce monde plus incertain, l'Europe continuera à relever le défi.

Vive l'Europe!

## Ursula von der Leyen

Présidente  
de la Commission européenne



# TABLE DES MATIÈRES

---



**CHAPITRE 1**

Le soutien de l'UE  
à l'Ukraine – **7**

**CHAPITRE 2**

Une Europe durable, prospère  
et compétitive – **15**

**CHAPITRE 3**

Renforcer la défense et la  
sécurité de l'Europe – **37**

**CHAPITRE 4**

Soutenir les citoyens et  
renforcer les sociétés – **51**

**CHAPITRE 5**

Préserver la qualité de vie  
en Europe – **69**

**CHAPITRE 6**

Défendre la démocratie et  
les valeurs européennes – **82**

**CHAPITRE 7**

Une Europe mondiale  
au service de la paix,  
des partenariats et de la  
stabilité économique – **90**

**CHAPITRE 8**

Préparer l'Europe  
à l'avenir – **104**





© Yan Dobronosov/Global Images Ukraine via Getty Images

## CHAPITRE 1

# LE SOUTIEN DE L'UE À L'UKRAINE

## Introduction

L'Union européenne (UE) reste fermement déterminée à apporter son soutien à l'Ukraine face à la guerre d'agression non provoquée et injustifiée menée contre ce pays par la Russie et aux tentatives de celle-ci d'annexer illégalement des territoires ukrainiens. Parce que la liberté de l'Ukraine est aussi la liberté de l'Europe, l'UE continuera d'apporter, en coordination avec des partenaires et alliés partageant les mêmes valeurs, un soutien politique, financier, économique, humanitaire, militaire et diplomatique global à l'Ukraine et à sa population.

L'Union a apporté un soutien militaire sans précédent aux forces armées ukrainiennes et a accueilli plus de 4 millions d'Ukrainiens cherchant refuge dans les États membres.

Elle s'emploie également à soutenir les réformes entreprises par l'Ukraine en vue de son adhésion à l'UE, notamment en faisant avancer son intégration progressive dans le marché unique. L'Union a également apporté un soutien financier substantiel pour renforcer la résilience et stimuler le redressement et la reconstruction du pays. Enfin, la Commission européenne continuera d'agir en faveur d'une paix juste et durable, qui soit conforme au droit international, y compris les principes de la charte des Nations unies, et qui préserve la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Ukraine.



Des enfants posent pour une photo près de la statue de Lybid, vêtue d'une *vyshyvanka*, à Kiev (Ukraine), le 24 août 2025, à l'occasion de la Journée de l'indépendance du pays.

## Soutenir les Ukrainiens

Près de quatre ans se sont écoulés depuis que la Russie a lancé sa guerre d'agression à grande échelle contre l'Ukraine. L'Union reste déterminée à soutenir l'Ukraine et sa population aussi longtemps qu'il le faudra. Nous avons poursuivi cet effort en 2025, forts de la conviction que l'Ukraine serait bientôt un pays en paix et prospère pour tous ses citoyens, ayant pleinement sa place dans l'Union européenne. Fin 2025, le soutien apporté par l'UE et ses États membres depuis le début de la guerre s'élevait à 193,3 milliards d'euros. Rien qu'en 2025, l'Union a couvert 84 % des besoins de financement externe de l'Ukraine. La Commission a continué de coordonner son aide avec d'autres partenaires clés par l'intermédiaire de la plateforme des donateurs pour l'Ukraine. Lors du Conseil européen des 18 et 19 décembre, les dirigeants de l'Union ont décidé de mobiliser 90 milliards d'euros de financement supplémentaire pour la période 2026-2027 au moyen d'emprunts communs garantis par le budget de l'UE.

L'Union européenne a continué de soutenir l'aide humanitaire vitale en Moldavie et en Ukraine en allouant des fonds à l'aide d'urgence. Un montant de 40 millions d'euros a notamment été alloué en septembre pour aider les Ukrainiens à supporter

un quatrième hiver depuis le début de la guerre d'agression menée par la Russie et aider ainsi les partenaires de l'UE en matière d'aide humanitaire à fournir des abris, à réparer des centres d'accueil pour personnes déplacées et des logements endommagés et à améliorer l'accès à l'eau, à des sanitaires et au chauffage.

Depuis l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie en février 2022, la Commission a alloué plus de 1 milliard d'euros à des programmes d'aide humanitaire en Ukraine, dont 220 millions d'euros en 2025.

Afin d'apporter une aide d'urgence aux Ukrainiens, l'Union coordonne actuellement la plus grande activation jamais déclenchée du mécanisme de protection civile de l'UE. À ce jour, les 27 États membres, ainsi que six pays participants (Islande, Macédoine du Nord, Moldavie, Norvège, Serbie et Turquie), ont proposé une aide en nature allant de fournitures médicales et d'abris à des véhicules et des équipements énergétiques. Au total, plus de 156 000 tonnes d'aide ont été acheminées vers l'Ukraine. En outre, depuis 2022, plus de 4 700 patients ukrainiens ont été transférés dans des hôpitaux de toute l'Europe pour y recevoir des soins.

### SOUTIEN À L'UKRAINE ET AUX UKRAINIENS (2022-2025)

**Plus de 193,3 milliards**

**d'euros**

au total

**69,36 milliards d'euros**

en soutien militaire

**3,7 milliards d'euros**

provenant du produit des  
avoirs russes immobilisés



**Plus de 103,3 milliards d'euros**

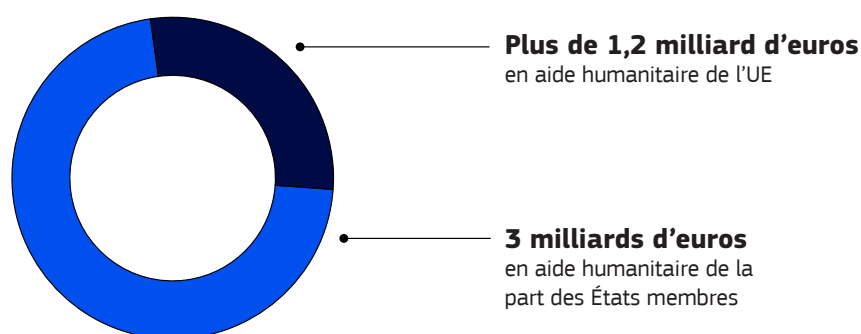
en aide financière, économique  
et humanitaire

**17 milliards d'euros**

mis à la disposition  
des États membres pour aider  
les personnes fuyant la guerre

## AIDE HUMANITAIRE DE L'UE ET DE SES ÉTATS MEMBRES EN FAVEUR DE LA MOLDAVIE ET DE L'UKRAINE (2022-2025)

**Plus de 4,2 milliards d'euros**  
au total



L'UE continue également d'accueillir des personnes fuyant la guerre. En 2025, les États membres sont convenus de proroger jusqu'au 4 mars 2027 la protection temporaire actuelle, qui permet aux Ukrainiens de vivre, de travailler et d'étudier dans l'UE. Depuis 2022, les États membres ont accueilli plus de 4 millions de personnes. En juin, la Commission a proposé que les États membres commencent à se préparer à une transition du système de protection temporaire vers d'autres statuts juridiques possibles et qu'ils facilitent le retour et la réintégration des personnes souhaitant être rapatriées en Ukraine.

En juillet, la Commission a également annoncé son engagement à conférer à l'Ukraine le statut de membre associé au programme Erasmus+ et à élargir ainsi les possibilités d'études et de mobilité pour les étudiants et les enseignants ukrainiens. En outre, Erasmus+ soutiendra la distribution de 2 millions de nouveaux manuels scolaires aux élèves ukrainiens au cours de l'année scolaire 2025/2026.



↑  
Des enfants ukrainiens en train de jouer et de s'instruire dans un nouvel abri financé par l'UE à Molodizhne, dans l'oblast d'Odessa (Ukraine), qui a ouvert ses portes en mai 2025. Cette installation antiradiations moderne offre un espace permettant à 700 étudiants ukrainiens de retourner à l'enseignement hors ligne; en souterrain, elle sert d'école, de centre culturel et de centre pour jeunes.



↑  
Une cérémonie dans un centre de services administratifs établi à Bashtanka (Ukraine), en avril 2025, dans le cadre du programme [EU4Recovery](#), un partenariat entre l'UE et les Nations unies.

## Soutien de l'UE à l'éducation, à la culture et à la société civile en Ukraine (2022-2025)

- ✓ 100 millions d'euros pour contribuer à garantir aux enfants en Ukraine un accès sûr à l'éducation.
- ✓ Mobilité de plus de 52 000 citoyens ukrainiens dans les domaines de l'éducation, de la formation, de la jeunesse et du sport dans le cadre d'Erasmus+.
- ✓ 60 millions d'euros en faveur de projets visant à renforcer les capacités des universités, des établissements d'enseignement et de formation professionnels et des organisations sportives et de jeunesse ukrainiens dans le cadre d'Erasmus+.
- ✓ 65 millions d'euros pour servir des repas scolaires sains et gratuits à 700 000 élèves de l'enseignement primaire en Ukraine.
- ✓ Don de plus de 380 bus scolaires.
- ✓ Fourniture de 1,5 million de manuels scolaires.
- ✓ Plus de 50 millions d'euros pour soutenir les secteurs ukrainiens de la culture et de la création, dont plus de 11,5 millions d'euros destinés au patrimoine culturel.
- ✓ 75 actions de 24 États membres et de la Commission dans le cadre de l'initiative de l'Équipe Europe en faveur du patrimoine culturel en Ukraine.
- ✓ Plus de 700 000 euros de bourses de mobilité pour artistes et professionnels de la culture.
- ✓ 123 millions d'euros pour soutenir les organisations de la société civile en Ukraine.



↑

Kaja Kallas, haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et vice-présidente de la Commission européenne, accueille à la Commission une délégation d'étudiants et de membres du personnel de l'Académie ukrainienne du leadership, à Bruxelles (Belgique), le 5 mai 2025. Cette académie est une plateforme formative fondée sur des valeurs pour le développement personnel et social des jeunes.

## Garantir une paix juste et durable en Ukraine

La sécurité de l'Ukraine est indissociable de celle de l'Europe. C'est pourquoi la priorité absolue de l'Union est de mettre un terme à la guerre d'agression menée par la Russie et à ses tentatives illégales d'annexer des territoires ukrainiens, ainsi que de garantir une paix équitable et durable. Tout au long de l'année 2025, l'UE a pris plusieurs mesures importantes pour atteindre cet objectif extrêmement difficile et complexe, notamment en continuant d'apporter un soutien militaire et en lançant des trains de sanctions successifs qui ont imposé des coûts réels à l'économie russe.

Avec ces nouvelles sanctions, l'Union a encore restreint l'accès de la Russie aux technologies utilisées sur le champ de bataille, affaibli son complexe militaro-industriel et intensifié la lutte contre sa flotte fantôme. L'UE a également durci les restrictions sur les recettes énergétiques de la Russie et introduit une interdiction des

importations de gaz naturel liquéfié russe à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2027.

L'Union et ses États membres ont fourni environ 66 milliards d'euros de soutien militaire depuis le début de l'agression militaire à grande échelle de la Russie contre l'Ukraine, dont 6,4 milliards d'euros ont été acheminés par l'intermédiaire de la facilité européenne pour la paix. L'UE a également fourni 3,4 milliards d'euros provenant des bénéfices tirés des avoirs russes immobilisés, tout en jouant un rôle essentiel en matière de formation des forces armées ukrainiennes par l'intermédiaire de la mission d'assistance militaire de l'UE en soutien à l'Ukraine, qui a jusqu'à présent formé quelque 85 000 membres du personnel militaire ukrainien. Toutes ces formes de soutien militaire contribuent à renforcer l'Ukraine tant sur le champ de bataille qu'à la table des négociations et, partant, à sauver des vies ukrainiennes.

# Demander des comptes à la Russie

Tout au long de l'année 2025, l'UE a continué de veiller à ce que les dirigeants russes répondent des atrocités criminelles commises en Ukraine et contre ce pays. En février, la Commission, la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, le Conseil de l'Europe et l'Ukraine, ainsi que 37 autres pays, ont jeté les bases de la création du tribunal spécial pour le crime d'agression contre l'Ukraine. L'accord entre le Conseil de l'Europe et l'Ukraine relatif à la création de ce tribunal a été signé en juin. Ce tribunal aura le pouvoir de faire en sorte que les dirigeants politiques et militaires russes qui portent la plus grande part de responsabilité dans les atrocités commises en Ukraine répondent de leurs actes. En décembre, la Commission a signé, au nom de l'UE, la convention établissant la Commission internationale des réclamations pour l'Ukraine. Cette signature a représenté un moment clé dans les efforts collectifs déployés par l'Europe pour que les responsabilités soient établies et que justice soit rendue à l'Ukraine et au peuple ukrainien, afin d'assurer une juste indemnisation aux victimes de la guerre d'agression brutale menée par la Russie.

Afin de veiller à ce que les sanctions de l'Union européenne soient pleinement mises en œuvre, la législation de l'Union a été renforcée pour permettre aux États membres de confisquer des avoirs liés à des infractions pénales. Grâce à la task force «Gel et saisie», les États membres avaient gelé, fin 2025, plus de 27 milliards d'euros de biens privés appartenant à des oligarques russes et biélorusses et à leurs associés.

- ✓ L'Ukraine enquête actuellement sur **200 302 cas de crimes internationaux** présumés, et le nombre réel de ces atrocités pourrait être encore plus élevé.
- ✓ Fin 2025, plus de **65 000 réclamations** avaient été soumises au registre des dommages pour l'Ukraine, dans **13 catégories**.
- ✓ **18 États membres** ont déjà ouvert des **enquêtes nationales** pour des crimes internationaux commis en Ukraine.
- ✓ **6 États membres** font partie d'une **équipe commune d'enquête** soutenue par Eurojust — avec l'Ukraine, la Cour pénale internationale et Europol — afin de coordonner la collecte de preuves et les enquêtes sur les principaux crimes internationaux commis en Ukraine.
- ✓ **5 États membres** participent, avec l'Ukraine, au **centre international chargé des poursuites pour le crime d'agression contre l'Ukraine**, avec la participation étroite de la Cour pénale internationale.

# Soutenir l'économie et l'intégration de l'Ukraine

L'Union européenne a mis en place la facilité pour l'Ukraine, un instrument de financement spécifique, d'un montant maximal de 50 milliards d'euros, destiné à apporter une aide prévisible et flexible à l'Ukraine sur la période 2024-2027 en vue de faciliter sa reprise économique, sa reconstruction et sa modernisation, sur la voie de son adhésion à l'UE.

En février 2025, l'Union a proposé un nouveau train de mesures de soutien à l'Ukraine afin de permettre sa pleine intégration dans le marché européen de l'énergie d'ici au début de 2027, avec la Moldavie également, et une intégration plus poussée dans le secteur gazier de l'UE, pour autant que l'Ukraine accélère notablement les réformes nécessaires du marché.

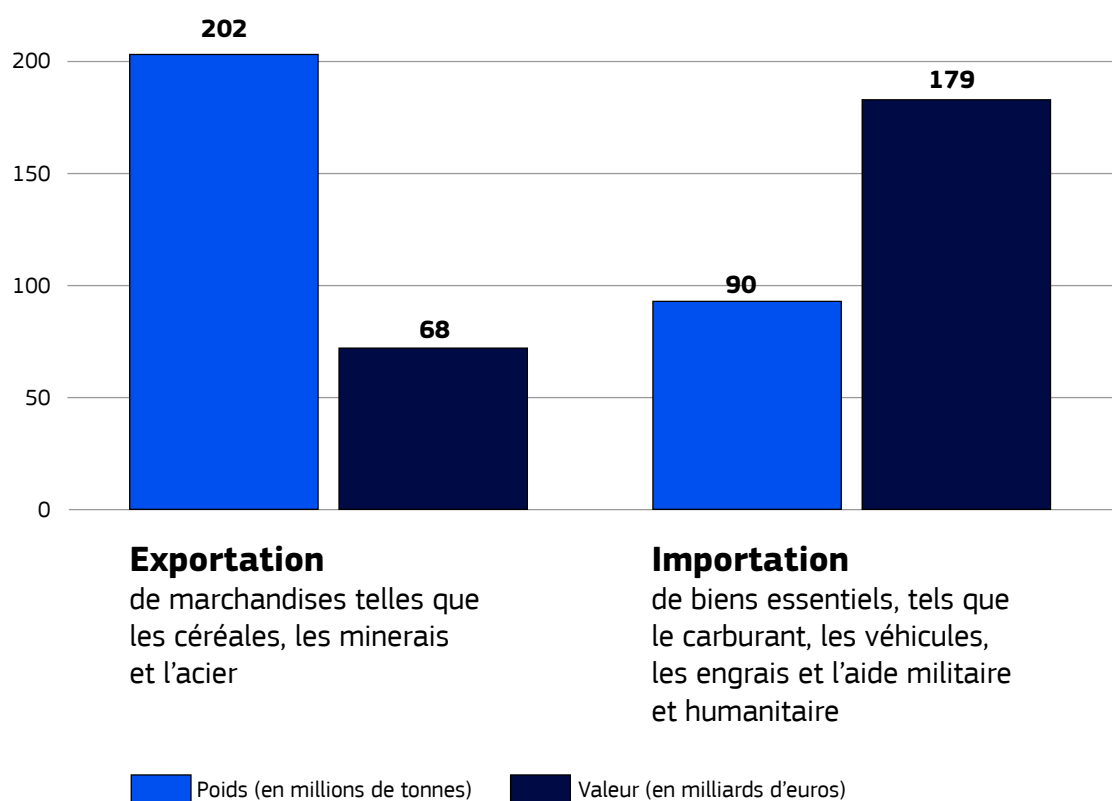
Parallèlement, l'Union a continué de faire avancer l'intégration progressive de l'Ukraine dans le marché unique, notamment grâce aux possibilités offertes par la zone de libre-échange approfondi et complet entre l'UE et l'Ukraine. En conséquence, l'Ukraine a rejoint l'espace d'itinérance aux tarifs nationaux le 1<sup>er</sup> janvier 2026. En outre, l'Union et l'Ukraine ont renouvelé leur accord sur le transport routier jusqu'au 31 mars 2027, ce qui permettra de faciliter le transit transfrontalier de marchandises dans l'intérêt des deux économies. La Commission a également achevé le transport d'une centrale thermique complète de la Lituanie vers l'Ukraine afin de répondre aux besoins énergétiques de la population — la plus grande opération à ce jour dans le cadre du mécanisme de protection civile de l'UE.

Les corridors de solidarité, mis en place en mai 2022, continuent de permettre à l'Ukraine d'importer les marchandises dont elle a besoin et d'exporter certains produits agricoles et autres.

Ces corridors ont été essentiels pour les exportations agricoles ukrainiennes jusqu'à la mi-2023, mais depuis lors, l'Ukraine est parvenue à défendre son corridor de la mer Noire contre la Russie. L'Union soutient les échanges commerciaux de l'Ukraine liés à la mer Noire en appuyant ce corridor, qui permet aux navires ukrainiens de poursuivre les exportations. Parallèlement, l'UE a investi dans les infrastructures et la coordination afin de veiller à ce que cette route maritime reste viable et sûre.

L'UE a continué d'utiliser des instruments de garantie des crédits à l'exportation au cours de l'année pour soutenir les échanges commerciaux. Par exemple, en juin, le premier accord au titre du mécanisme de garantie des crédits à l'exportation de l'UE en faveur de l'Ukraine a été conclu et s'est traduit par 20 millions d'euros de garanties pour les exportations de l'UE vers l'Ukraine par l'intermédiaire du bureau danois des exportations et des importations.

## FLUX COMMERCIAUX EMPRUNTANT LES CORRIDORS DE SOLIDARITÉ UE-UKRAINE DEPUIS LEUR CRÉATION



# La reconstruction de l'Ukraine

En 2025, l'engagement continu de l'UE en faveur de la reconstruction de l'Ukraine a combiné des instruments financiers, des garanties, des subventions et un soutien subordonné aux réformes en vue de renforcer la résilience et la stabilité économique du pays et de soutenir son redressement durable à long terme. La facilité pour l'Ukraine 2024-2027 est au cœur de ces efforts. Le cadre d'investissement pour l'Ukraine, le volet «investissement» de la facilité pour l'Ukraine, a bénéficié d'un soutien de l'UE d'un montant total de 9,5 milliards d'euros. Il est conçu pour mobiliser jusqu'à 40 milliards d'euros d'investissements publics et privés en faveur du redressement et de la reconstruction de l'Ukraine. À ce jour, 6,9 milliards d'euros ont été alloués au financement de programmes d'investissement qui profitent directement à la population ukrainienne: création d'emplois, fourniture d'électricité, de chauffage et d'eau potable, soutien à des logements abordables, construction d'abris antiaériens, réhabilitation d'infrastructures endommagées par la guerre, etc.

Un appel à propositions visant à soutenir les petites entreprises, les communautés touchées par la guerre et les investissements dans le redressement a été lancé en mars. Il visait à élargir l'accès au soutien financier pour les micro-, petites et moyennes entreprises par l'intermédiaire des banques afin de renforcer la cohésion socio-économique de l'Ukraine. Il a été suivi d'un nouvel appel à manifestation d'intérêt qui s'est achevé en octobre.

Afin d'améliorer les liaisons de transport entre l'Union, l'Ukraine et la Moldavie, l'UE a mobilisé plus de 2,3 milliards d'euros à ce jour, dont 1,55 milliard d'euros sous la forme de subventions non remboursables au titre du mécanisme pour l'interconnexion en Europe. Par exemple, en septembre, l'Ukraine a inauguré sa

première ligne ferroviaire à écartement standard de l'UE, qui permet de se rendre en train, directement depuis l'Ukraine, dans des villes telles que Budapest en Hongrie et Vienne en Autriche. En juillet, un nouveau projet de 73,5 millions d'euros au titre du mécanisme a été sélectionné pour construire une liaison ferroviaire à écartement standard de l'UE entre la Pologne et Sknyliv (près de Lviv) en Ukraine. Cette liaison contribuera à la poursuite de l'intégration de l'Ukraine dans le réseau ferroviaire de l'UE.

Au-delà du financement direct, l'Union met l'accent sur les réformes structurelles et institutionnelles dans le cadre du processus de reconstruction. Il incombe à l'Ukraine de mettre en œuvre un plan de redressement et de réforme; de respecter les mécanismes démocratiques, l'état de droit et les droits de l'homme; et d'assurer une gouvernance transparente et responsable.

## Investir dans l'avenir de l'Ukraine

Les accords conclus lors de la conférence sur la reconstruction de l'Ukraine visent à débloquer jusqu'à 10 milliards d'euros d'investissements pour reconstruire des logements, rouvrir des hôpitaux, rendre vie à des entreprises et garantir la sécurité énergétique, de sorte que l'Ukraine puisse se rapprocher chaque jour un peu plus de l'UE. Ces efforts reflètent une vision de la reconstruction qui lie la restauration des espaces physiques au renforcement de la capacité de l'Ukraine à s'approprier les normes et valeurs européennes et à s'intégrer dans les marchés européens.



Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne (premier rang, neuvième à partir de la gauche), et António Costa, président du Conseil européen (premier rang, seizième à partir de la gauche), photographiés avec d'autres dirigeants lors de la conférence sur la reconstruction de l'Ukraine. Rome (Italie), 10 juillet 2025.





## CHAPITRE 2

# UNE EUROPE DURABLE, PROSPÈRE ET COMPÉTITIVE

## Introduction

Pour être prospère, l'Europe doit disposer d'une économie compétitive, durable et résiliente qui ouvre des perspectives à ses citoyens et à ses entreprises, aujourd'hui et à l'avenir. En 2025, l'Union européenne a renforcé sa base industrielle, accéléré la transition vers une énergie propre et la transition numérique, et approfondi le marché unique. Guidée par la boussole pour la compétitivité et le pacte pour une industrie propre, elle s'est attachée à combler le retard d'innovation, à réduire les dépendances et à aligner son ambition climatique sur la croissance économique. De nouvelles initiatives visant à réduire les formalités administratives, à moderniser la fiscalité et à soutenir une concurrence loyale aideront les entreprises, en particulier les petites et les

moyennes, à prospérer par-delà les frontières. Les investissements stratégiques dans les technologies propres, l'innovation numérique et les matières premières critiques stimulent la compétitivité à long terme, tandis que l'union de l'épargne et des investissements et le Fonds européen pour la compétitivité visent, conjointement avec Horizon Europe, à drainer davantage de capitaux vers les industries futures de l'Europe. Les personnes tiennent une place centrale dans la compétitivité de l'Europe, et l'union des compétences, lancée en 2025, les dotera des compétences nécessaires à une économie en mutation (voir le [chapitre 4](#)).

↑ Une salariée au travail sur la chaîne d'assemblage de voitures électriques à l'usine Renault de Douai (France), le 5 mars 2025.

# Faciliter et dynamiser la vie des entreprises

## La boussole pour la compétitivité

La boussole pour la compétitivité est la feuille de route qui guidera les travaux de l'UE en matière de compétitivité pour les cinq prochaines années. Elle s'appuie sur les rapports Draghi et Letta et suit trois principes directeurs: combler le retard d'innovation; élaborer un plan conjoint pour la décarbonation et la compétitivité; et renforcer la sécurité économique en réduisant les dépendances excessives. Ces principes sont étayés par des mesures horizontales qui catalyseront et renforceront la compétitivité dans l'ensemble de l'économie de l'UE.

### Catalyseurs horizontaux de la compétitivité de l'UE



- 1 Alléger les formalités administratives.
- 2 Supprimer les obstacles au sein du marché unique.
- 3 Accroître l'efficacité du financement des investissements.
- 4 Promouvoir les compétences et les emplois de qualité.
- 5 Améliorer la coordination des politiques entre l'UE et les États membres.

## Achever le marché unique

Si la boussole indique la direction stratégique (en matière d'innovation, de décarbonation et de sécurité) sur le chemin de la compétitivité, l'achèvement du marché unique garantira l'absence d'obstacles sur cette route. Le 21 mai, la Commission européenne a proposé une stratégie pour le marché unique afin de faciliter les activités commerciales dans l'UE. Cette stratégie vise à rendre plus fluides la prestation transfrontière de services et la circulation transfrontière des marchandises et à faire en sorte que les règles du marché unique soient appliquées rapidement et efficacement. Le marché unique a fait progresser le produit intérieur brut de l'UE d'au moins 3 à 4 % et a engendré 3,6 millions d'emplois depuis sa création. La pleine intégration du marché unique permettrait de doubler les gains déjà réalisés et rendrait l'UE plus compétitive.

Dans ce contexte, la Commission a publié le rapport sur la politique de concurrence 2024. Elle a également publié le rapport annuel 2025 sur le marché unique et la compétitivité, qui suit les progrès accomplis par l'UE au regard de neuf facteurs clés de compétitivité.



← Stéphane Séjourné, vice-président exécutif de la Commission européenne chargé de la prospérité et de la stratégie industrielle, lors d'une conférence de presse sur la stratégie pour le marché unique et la quatrième proposition «omnibus» sur les petites entreprises à moyenne capitalisation. Bruxelles (Belgique), 21 mai 2025.

## Principales mesures de la stratégie pour le marché unique

- Démanteler les dix obstacles les plus préjudiciables à la libre circulation des biens et des services au sein du marché unique («dix points noirs»).
- S'attaquer aux problèmes que l'exercice d'activités transfrontières peut poser à certains secteurs de services.
- Faciliter l'activité des petites et moyennes entreprises (PME) dans le marché unique.
- Simplifier l'environnement des entreprises grâce à la numérisation.
- Renforcer la coopération entre les États membres en ce qui concerne l'application des règles du marché unique.

En juillet, la Bulgarie a été autorisée à adopter l'euro le 1<sup>er</sup> janvier 2026, ce qui en fait le 21<sup>e</sup> État membre de la zone euro.

→ Un modèle de la pièce bulgare de 1 euro signé par Valdis Dombrovskis, commissaire européen chargé de l'économie et de la productivité, ainsi que de la mise en œuvre et de la simplification, Luis de Guindos Jurado, vice-président de la Banque centrale européenne, Temenuzhka Petkova, ministre bulgare des finances, Stephanie Lose, ministre danoise de l'économie, et Paschal Donohoe, alors ministre irlandais des finances, qui étaient présents lors de la cérémonie officielle d'entrée de la Bulgarie dans la zone euro. Bruxelles (Belgique), 8 juillet 2025.



## Moderniser et simplifier les procédures douanières pour les marchandises du commerce électronique

En novembre, les États membres se sont mis d'accord pour supprimer le seuil de franchise douanière de 150 euros, ce qui transforme la manière dont sont traitées les marchandises du commerce électronique et vise à uniformiser les conditions de concurrence entre ce type de commerce et le commerce de détail traditionnel. Il s'agit des premiers fruits de la proposition de réforme douanière de 2023, qui vise à répondre à l'augmentation, provoquée par le commerce électronique, du nombre de marchandises de faible valeur livrées directement aux consommateurs de l'UE depuis des pays tiers.

## Moderniser les règles en matière de TVA à l'ère numérique

En mai, le Conseil de l'Union européenne a approuvé un nouveau plan concernant les règles en matière de taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Les changements portent essentiellement sur les importations liées au commerce électronique et sur la taxation des biens vendus depuis un pays tiers. L'objectif est d'encourager le recours au guichet unique TVA, qui simplifie la déclaration et la perception de la TVA, réduit les formalités administratives pour les entreprises de l'UE et soutient les efforts de lutte contre la fraude à la TVA.

Le train de mesures sur la TVA à l'ère numérique a été adopté en mars et marque une avancée considérable dans la numérisation et la modernisation du système de TVA de l'UE. Il rendra le système plus favorable aux entreprises, plus résistant à la fraude et mieux à même de relever les défis liés à la croissance de l'économie des plateformes.

## Réduire la charge administrative

La création d'un environnement favorable aux entreprises implique également d'assouplir les exigences administratives, en particulier pour les PME. Au lieu de 27 législations nationales différentes, l'UE souhaite créer un droit des sociétés unique et facultatif à l'échelle de

l'Union, connu sous le nom de 28<sup>e</sup> régime, afin de permettre aux entreprises, à l'aide des outils numériques et de procédures simplifiées, de s'établir et d'exercer leurs activités plus facilement et plus rapidement partout dans l'UE. L'objectif est de simplifier les activités transfrontières et de permettre aux entreprises d'attirer plus facilement les investissements.

L'UE aide également les PME à gérer les complexités liées aux sanctions. Elle a mis en place plus de 40 régimes de sanctions afin de prévenir les conflits ou de répondre aux crises. En mars, la Commission a lancé le service d'assistance de l'UE en matière de sanctions, un guichet unique proposant des ressources, diverses manifestations et un service d'aide à la conformité. Le service d'assistance aide les PME à comprendre les sanctions et à s'y conformer, en fournissant des orientations à celles qui éprouvent des difficultés à exercer leur devoir de vigilance de manière indépendante.

Les portefeuilles européens d'identité numérique pour les entreprises sont des outils numériques qui permettront aux entreprises de toutes tailles d'interagir et de communiquer plus facilement et en toute sécurité avec les pouvoirs publics et d'autres entreprises partout dans l'UE. Les entreprises et les pouvoirs publics seront en mesure d'identifier, d'authentifier et d'échanger des données avec un plein effet juridique dans l'ensemble de l'UE. Les portefeuilles d'identité numérique s'appuient sur le cadre européen relatif à une identité numérique et s'inscrivent dans le cadre plus large du programme de simplification.

Afin de réduire la complexité fiscale, le Conseil a adopté une modification de la directive relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal (DAC9). Celle-ci permet aux groupes d'entreprises multinationales de déposer une seule déclaration d'impôt complémentaire pour l'ensemble du groupe, plutôt que de devoir déposer des déclarations multiples dans chaque juridiction. Les autorités fiscales bénéficieront également d'un système normalisé d'échange d'informations.

Par l'intermédiaire de son instrument d'appui technique, l'UE soutiendra 109 réformes visant à aider les États membres à améliorer les conditions d'activité des entreprises, à combler le retard d'innovation, à bâtir une économie «zéro net» et à renforcer la sécurité économique de l'UE. Parmi ces réformes, 38 viseront spécifiquement à alléger les charges pesant sur les PME et à soutenir les start-up et les scale-up (entreprises en expansion).

Enfin, l'UE procède actuellement à une révision de ses propres règles afin d'éliminer les obstacles administratifs au sein du marché unique (voir la section «Simplifier les règles de l'UE» au chapitre 8).

## Politique de concurrence

L'UE préserve la compétitivité à long terme et son marché unique prospère en veillant à l'application cohérente des règles qui favorisent une concurrence loyale entre les entreprises dans tous les États membres. En appliquant ses instruments de la politique de concurrence (antitrust, contrôle des concentrations et aides d'État), la Commission maintient des conditions de concurrence équitables au sein du marché unique, ce qui encourage les entreprises à investir, à innover et à se développer, ainsi qu'à offrir aux consommateurs des biens et des services aux conditions les plus favorables.

La Commission est en train de réviser les lignes directrices de l'UE relatives aux concentrations, en mettant particulièrement l'accent sur l'innovation, la résilience, les investissements, la durabilité et l'efficacité. Elle tiendra compte des tendances plus générales concernant la productivité et la compétitivité de l'économie de l'UE dans son ensemble.

En outre, la Commission procède actuellement à un examen de la mise en œuvre du règlement relatif aux subventions étrangères qui vise à lutter contre les distorsions du marché résultant de subventions étrangères. Un rapport sur le sujet devrait être publié d'ici à juillet 2026; dans l'intervalle, la législation continue de s'appliquer. Ainsi, en novembre, sous réserve du respect des engagements contraignants proposés par les deux parties, la Commission a autorisé l'acquisition de Covestro par Abu Dhabi National Oil Company à l'issue d'une enquête approfondie.

### ASSURER UNE CONCURRENCE LOYALE

## 370

décisions en matière de concentrations adoptées en 2025.

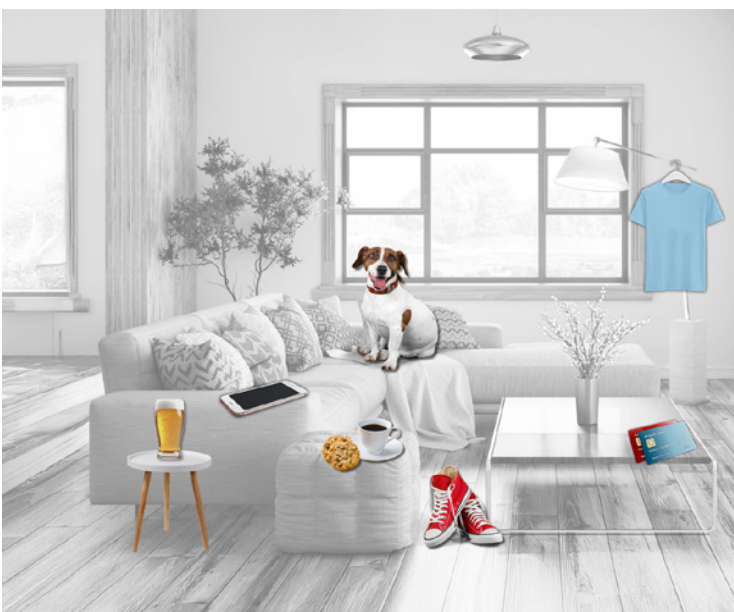
## 350

décisions en matière d'aides d'État adoptées en 2025.

## 3,97 milliards d'euros

d'amendes infligées aux entreprises qui enfreignent les règles du droit de la concurrence de l'UE.

← ANIMATION: comment la politique de concurrence de l'UE améliore-t-elle la vie quotidienne?



# Vers un nouveau pacte pour une industrie propre

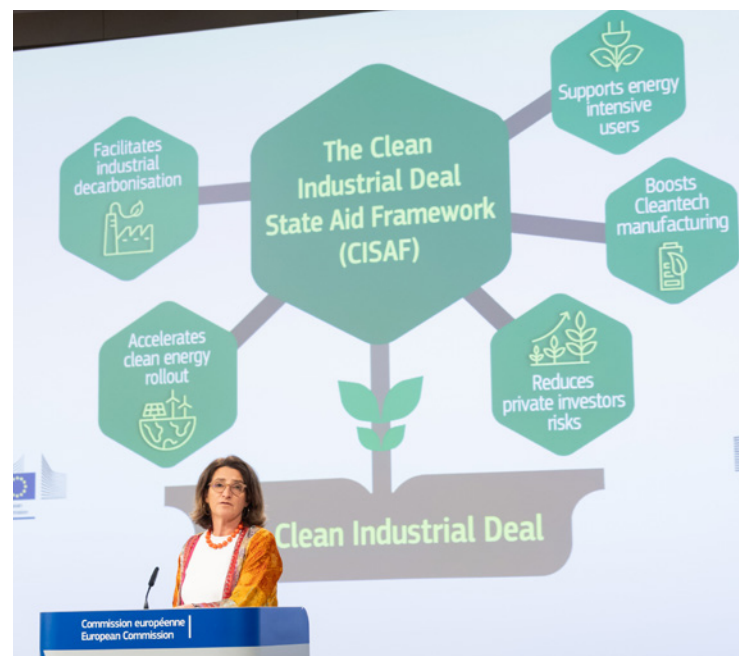
## Faire progresser une industrie propre et compétitive

Confrontée à la triple crise planétaire du changement climatique, de la perte de biodiversité et de la pollution (voir le [chapitre 5](#)), et alors que 2024 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée selon le [rapport 2024 sur l'état du climat en Europe](#), l'UE reste déterminée à ce que les mesures qu'elle prend pour relever ces défis créent des possibilités de croissance durable et indiquent au reste du monde la voie à suivre en matière de transition propre. Le [pacte pour une industrie propre](#) est au cœur de cet effort, car il met la politique climatique en concordance avec la compétitivité et l'indépendance stratégique. Il permettra d'accélérer la décarbonation industrielle et facilitera la réalisation de l'objectif de neutralité climatique d'ici à 2050, comme le prévoit la [loi européenne sur le climat](#).

En juin, la Commission a adopté l'[encadrement des aides d'État dans le cadre du pacte pour une industrie propre](#), qui permet aux États membres de soutenir l'énergie propre, la décarbonation industrielle et la fabrication de technologies propres dans des conditions simplifiées, et fournit, en ce qui concerne les coûts de l'électricité, un soutien ciblé aux gros consommateurs d'énergie. La Commission a également présenté, au mois d'octobre, la [vision de l'UE pour le climat et l'énergie à l'échelle planétaire](#), qui vise à renforcer la position de l'UE sur les marchés mondiaux. En permettant d'approfondir les partenariats existants et d'en nouer de nouveaux, mutuellement bénéfiques, avec les partenaires internationaux, la stratégie dote le pacte pour une industrie propre d'une dimension extérieure et tend à stimuler une transition propre et résiliente à l'échelle mondiale.

L'UE continue de réaliser des progrès mesurables en matière d'action pour le climat. Selon le [rapport d'étape sur l'action climatique de 2025](#), les émissions nettes totales de gaz à effet de serre de l'UE ont diminué de 2,5 % entre 2023 et 2024. Les émissions sont désormais inférieures de plus de 37 % aux niveaux de 1990, ou de 39 % pour les seules émissions domestiques, alors que le PIB de l'UE a crû de 71 % depuis 1990. La dissociation toujours plus grande entre les émissions et la croissance économique confirme qu'il est possible de mener une action climatique efficace tout en assurant une prospérité économique durable.

La dégradation de l'environnement et le changement climatique constituent également des menaces pour la paix, la stabilité et la sécurité. En 2025, le [rapport d'étape](#) de l'UE sur la mise en œuvre de la [communication conjointe relative au climat et à la sécurité](#) examine le lien entre climat et sécurité, en soulignant que ces questions occupent désormais une place importante dans les échanges de l'UE avec ses pays partenaires et les organisations internationales, et que cet intérêt renforcé est à l'origine d'initiatives concrètes.



↑  
Teresa Ribera, vice-présidente exécutive de la Commission européenne chargée d'une transition propre, juste et compétitive, donne une conférence de presse sur l'encadrement des aides d'État dans le cadre du pacte pour une industrie propre. Bruxelles (Belgique), 25 juin 2025.

## PRINCIPAUX AXES D'ACTION POUR RELEVER LES DÉFIS DE L'INDUSTRIE

- 1 Rendre le coût de l'énergie plus abordable (voir la section «**Énergie propre et abordable**» ci-dessous).
- 2 Faciliter l'offre et stimuler la demande du marché en produits et matériaux propres.
- 3 Mobiliser des ressources financières pour investir dans la décarbonation et la compétitivité.
- 4 Garantir l'accès aux matières premières en faisant progresser l'économie circulaire de l'UE.
- 5 Établir des partenariats internationaux pour accéder aux marchés mondiaux (voir le [chapitre 7](#)).
- 6 Constituer une main-d'œuvre adaptée à une industrie décarbonée, fournir des emplois de qualité et assurer une transition juste (voir le [chapitre 4](#)).

## INITIATIVES CIBLANT LES INDUSTRIES CONFRONTÉES À DES DÉFIS SANS PRÉCÉDENT



### PLAN D'ACTION EUROPÉEN POUR L'ACIER ET LES MÉTAUX

Il s'agit d'une feuille de route visant à réduire les coûts de l'énergie, à renforcer la protection des échanges commerciaux, à prévenir la fuite de carbone, à promouvoir la circularité, à mobiliser les investissements et à préserver les emplois. Dans le cadre de ce plan, la Commission a présenté une proposition visant à protéger le secteur sidérurgique de l'UE des effets inévitables de la surcapacité mondiale.



### PLAN D'ACTION POUR L'INDUSTRIE CHIMIQUE

Ce plan définit des mesures visant à réduire les coûts de l'énergie et des matières premières, à soutenir les technologies propres et circulaires, à créer une alliance pour les produits chimiques critiques, à simplifier les exigences réglementaires et à lutter contre les substances nocives telles que les PFAS («produits chimiques éternels»).



### PLAN D'ACTION INDUSTRIEL EN FAVEUR DU SECTEUR AUTOMOBILE EUROPÉEN

Ce plan soutiendra la transition vers des véhicules propres, connectés et automatisés et contribuera à libérer le potentiel d'innovation de ce secteur. La Commission a proposé de laisser une marge de manœuvre aux constructeurs afin de les aider à atteindre les objectifs de 2025 relatifs aux émissions de dioxyde de carbone des voitures et camionnettes neuves. Le plan d'action prévoit le lancement d'un train de mesures d'investissement baptisé «Battery Booster», doté d'un budget de 1,8 milliard d'euros, qui aidera les fabricants de batteries de l'UE à se développer et à accroître leur capacité de production. La Commission a également présenté un train de mesures pour le secteur automobile, qui prévoit notamment une proposition de révision des normes en matière de dioxyde de carbone pour les voitures et les camionnettes, une proposition sur les flottes d'entreprise propres, une stratégie intitulée «Battery Booster» et une proposition «omnibus» sur le secteur automobile.

## Initiatives de 2025 visant à stimuler la transition propre

- ✓ Le pôle de soutien à la conception de projets importants d'intérêt européen commun a été créé pour aider les États membres à accélérer la conception de nouveaux projets innovants.
- ✓ Un accord politique a été conclu sur la modification de la loi européenne sur le climat, qui vise à réduire les émissions nettes de gaz à effet de serre de l'UE de 90 % d'ici à 2040 (par rapport aux niveaux de 1990) et renforce ainsi l'importance de mettre en œuvre le pacte pour une industrie propre. Cette modification assurera aux investisseurs une sécurité à long terme, favorisera l'innovation, renforcera la primauté industrielle des entreprises de l'Union et améliorera la sécurité énergétique de l'UE.
- ✓ L'évaluation des plans nationaux en matière d'énergie et de climat a confirmé que, pour autant que les États membres mettent en œuvre à la fois les mesures déjà convenues au niveau de l'UE et celles énoncées dans les plans, l'Union reste en bonne voie pour atteindre collectivement, d'ici à 2030, l'objectif d'une réduction de 55 % des émissions de gaz à effet de serre et d'une part d'énergie renouvelable d'au moins 42,5 %.
- ✓ La Commission a annoncé un financement de 2,9 milliards d'euros en faveur de 61 projets de pointe dans le domaine de la technologie «zéro net» et de 643 millions d'euros pour cinq projets de fabrication de cellules de batteries de véhicules électriques. Ces fonds proviennent du Fonds pour l'innovation, qui est alimenté par les recettes du système d'échange de quotas d'émission de l'UE.
- ✓ La 30<sup>e</sup> conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP30) s'est tenue du 10 au 21 novembre à Belém, au Brésil. L'UE a collaboré avec ses partenaires pour que soit conclu l'accord Global Mutirão, qui réaffirme la nécessité de limiter l'augmentation de la température mondiale à 1,5 °C et de s'affranchir des combustibles fossiles. Cet accord crée un «accélérateur mondial de la mise en œuvre» et lance l'initiative «Mission Belém pour 1,5 °C», afin d'encourager l'adoption d'engagements plus forts en matière de climat et d'aider les pays à mettre leurs plans climatiques en pratique.
- ✓ Le Parlement européen et le Conseil ont conclu un accord politique visant à renforcer et à simplifier le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières. La révision de ce mécanisme exempte 90 % des importateurs des obligations de déclaration, ce qui représente moins de 1 % des émissions intrinsèques des marchandises importées et permet de réduire au minimum les charges administratives tout en préservant les objectifs climatiques de l'UE.
- ✓ La Commission a adopté le plan d'action RESourceEU afin de soutenir les efforts déployés par l'UE pour sécuriser les matières premières critiques, telles que les minéraux de terres rares, le cobalt et le lithium. Voir le chapitre 7 pour des informations sur les partenariats relatifs aux matières premières critiques conclus avec des partenaires mondiaux en 2025.

→ Wopke Hoekstra, commissaire européen chargé du climat, de la neutralité carbone et de la croissance propre, lors de la visite d'une usine qui fabrique des cellules d'électrolyse à oxyde solide pour la production d'hydrogène vert et d'électrocarburants. Kongens Lyngby (Danemark), 7 mai 2025.





Stéphane Séjourné, vice-président exécutif de la Commission européenne chargé de la prospérité et de la stratégie industrielle (troisième à partir de la droite), visite thyssenkrupp Steel et présente le plan d'action européen pour l'acier lors d'une conférence de presse. Duisbourg (Allemagne), 20 mars 2025.

## Énergie propre et abordable

Pour mettre en œuvre le pacte pour une industrie propre, l'UE a besoin d'une énergie abordable. En février, la Commission a présenté un plan d'action pour une énergie abordable, qui instaure des mesures à court terme destinées à réduire les coûts de l'énergie en profitant au plus vite des avantages des énergies renouvelables, d'économies d'énergie, d'une intégration plus poussée du marché et de meilleures interconnexions énergétiques. Le plan vise à soulager les ménages confrontés à des factures d'énergie élevées et les industries soumises à des coûts de production importants. Les économies globales devraient s'élever à 45 milliards d'euros en 2025, puis atteindre 130 milliards d'euros par an d'ici à 2030 et 260 milliards d'euros d'ici à 2040.

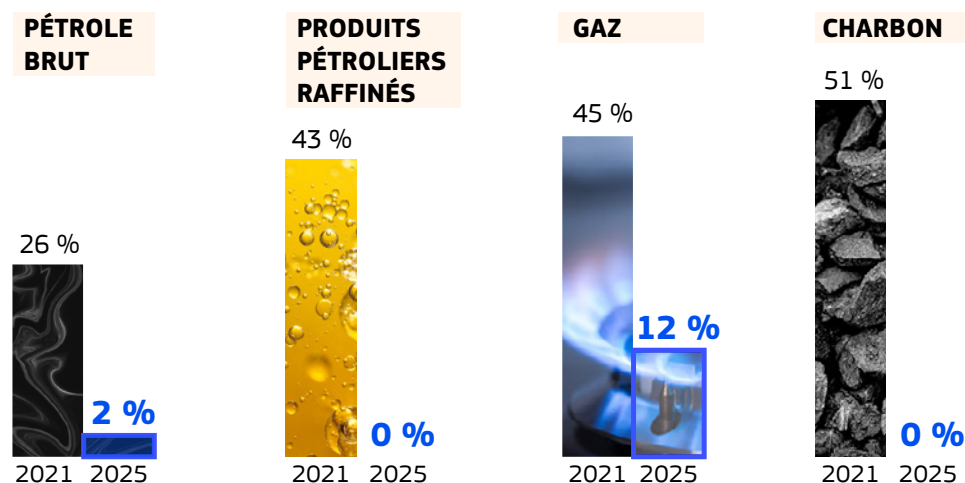
Le plan REPowerEU de l'UE, lancé en 2022, a déjà permis des progrès substantiels dans la réalisation de l'objectif consistant à assurer aux citoyens et aux entreprises un accès à une énergie abordable, sûre et durable. Afin de mettre fin à la dépendance à l'égard des combustibles fossiles russes et de renforcer l'autonomie stratégique de l'UE, la Commission a publié en mai la feuille de route REPowerEU, puis, en juin, une proposition législative visant à supprimer progressivement les importations de gaz et de pétrole russes d'ici à la fin de 2027. Le Parlement et le Conseil ont conclu un accord politique provisoire sur cette proposition en décembre.

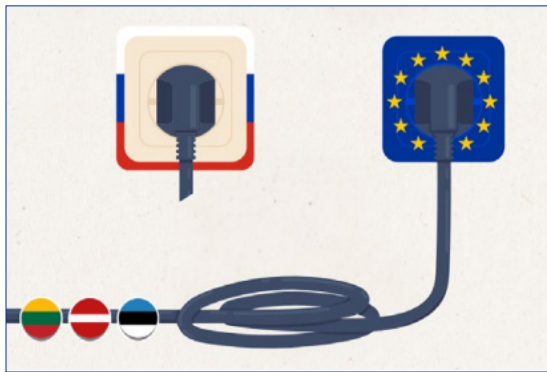
Afin de renforcer encore la sécurité énergétique de l'UE, la Commission travaille actuellement à une révision du cadre de l'UE en matière de sécurité énergétique. En décembre, elle a également proposé de moderniser et d'étendre l'infrastructure de réseau de l'UE au moyen du train de mesures sur les réseaux européens et de l'initiative «Autoroutes de l'énergie».

## REPowerEU

### Réduire les importations de combustibles fossiles en provenance de Russie

(en pourcentage des importations totales de l'UE, par combustible fossile)





Le 9 février, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie ont synchronisé leurs réseaux électriques avec le réseau d'Europe continentale, en coopération avec la Pologne. L'UE a soutenu ce projet stratégique européen au moyen d'un financement de plus de 1,3 milliard d'euros, ce qui représente 75 % des coûts d'investissement. Cette étape marque la pleine intégration des États baltes dans le marché de l'énergie de l'UE. Elle met fin à la dépendance à l'égard des systèmes biélorusse et russe et renforce la résilience énergétique de la région et de l'UE.

En juillet, la Commission et la Banque européenne d'investissement ont décaissé 3,66 milliards d'euros au titre du Fonds pour la modernisation afin de soutenir 34 projets dans le domaine des énergies propres, dont certains sont axés sur l'efficacité énergétique. En septembre, elles ont lancé l'initiative sur l'efficacité énergétique dans les petites et moyennes entreprises, un programme de financement de 17,5 milliards d'euros qui devrait aider plus de 350 000 entreprises à réduire leur consommation d'énergie.

Les progrès en matière d'énergies renouvelables se sont poursuivis dans l'UE, les énergies renouvelables représentant 47 % de la production d'électricité en 2024. En 2025, une méthode commune de l'UE pour calculer les émissions des carburants bas carbone tout au long de leur cycle de vie a été fournie. Près de 1 milliard d'euros provenant du Fonds pour l'innovation, financé par les recettes du système d'échange de quotas d'émission de l'UE, a été alloué à 15 projets dans le domaine de l'hydrogène renouvelable. Ces projets devraient produire près de 2,2 millions de tonnes d'hydrogène renouvelable sur 10 ans, ce qui permettra d'éviter l'émission de 15 millions de tonnes de dioxyde de carbone.

Les États membres conservent le droit de choisir leur bouquet énergétique et, pour certains, l'énergie nucléaire reste vitale pour la décarbonation, la compétitivité industrielle et la sécurité énergétique. En mai, le Centre commun de recherche a lancé un centre de modélisation numérique pour soutenir l'innovation dans des domaines tels que les petits réacteurs modulaires et la planification énergétique. La Commission a également publié une communication actualisée sur le programme indicatif nucléaire, qui donne un aperçu des tendances en matière de développement nucléaire et des besoins d'investissement dans l'ensemble de l'UE, ainsi que des orientations sur la sûreté nucléaire, la gestion des déchets, les compétences et la coopération internationale.



Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne (à gauche), et des partenaires internationaux lancent le forum mondial sur la transition énergétique lors du Forum économique mondial, à Davos (Suisse), le 23 janvier 2025. Ce forum réunira des partenaires à l'échelle mondiale afin de faire progresser les objectifs climatiques et de soutenir les pays pour lesquels la transition pose davantage de défis.



# Accroître la circularité et la résilience de l'économie

L'économie circulaire est essentielle pour renforcer la sécurité économique, la résilience, la compétitivité et la décarbonation de l'UE. Afin d'accélérer sa transition vers la circularité, l'Union a annoncé qu'elle proposerait, en 2026, un acte législatif sur l'économie circulaire, qui s'appuiera sur le deuxième plan d'action en faveur de l'économie circulaire. L'objectif est d'établir un marché unique des matières premières secondaires, d'accroître l'offre de matériaux recyclés de haute qualité et de stimuler la demande de ces matériaux dans l'UE.

**En 2024, le taux de circularité de l'UE**

**s'élevait à 12,2 %.**

**L'objectif est de doubler ce taux pour le**

**porter à 24 % d'ici à 2030.**

La Commission a également adopté le plan de travail 2025-2030 au titre du règlement sur l'écoconception pour des produits durables et du règlement sur l'étiquetage énergétique. Le plan dresse la liste des produits pour lesquels l'introduction d'exigences en matière d'écoconception et d'étiquetage énergétique au cours des cinq prochaines années devrait être considérée comme prioritaire, l'objectif étant de rendre ces produits durables, réparables, circulaires et économes en énergie. En outre, les règles révisées relatives à la consommation d'énergie des appareils électriques en mode veille, en mode arrêt et en veille avec maintien de la connexion au réseau ont commencé à s'appliquer le 9 mai.



## Autres initiatives visant à faire progresser encore l'économie circulaire de l'UE

- La révision ciblée de la directive-cadre relative aux déchets est entrée en vigueur le 16 octobre. Elle introduit de nouvelles mesures, y compris des exigences obligatoires en matière de responsabilité élargie des producteurs, visant à améliorer la circularité des textiles et à réduire le gaspillage alimentaire.
- La proposition de règlement relatif aux véhicules hors d'usage permettra d'encourager la circularité dans l'industrie automobile et d'améliorer la disponibilité de matériaux secondaires et de pièces de rechange usagées abordables.
- Une évaluation du règlement de l'UE relatif au recyclage des navires a montré que celui-ci avait largement atteint ses objectifs et avait contribué à renforcer les normes environnementales et sociales concernant les pratiques de recyclage des navires.
- Des règles ont été adoptées afin de permettre aux opérateurs économiques d'utiliser des systèmes entièrement numériques pour le transfert des déchets dans l'ensemble du marché unique, de simplifier les transferts de déchets au sein de l'Union, de garantir le recyclage dans les installations les plus appropriées et de réduire les charges et coûts administratifs.
- Une proposition de train de mesures permettra de renforcer le recyclage des matières plastiques dans l'UE et d'accélérer la transition vers une économie circulaire.

← Une évaluation de la directive relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques a mis en lumière des lacunes dans la collecte des déchets électroniques, la valorisation de matières premières critiques et les régimes de responsabilité élargie des producteurs.

Le projet d'innovation Photorama, financé par l'UE, vise à améliorer la circularité en récupérant des matières premières comme le verre, l'aluminium, le cuivre, l'argent, l'indium et le silicium dans d'anciens panneaux solaires. Tangermünde (Allemagne), 15 avril 2025.

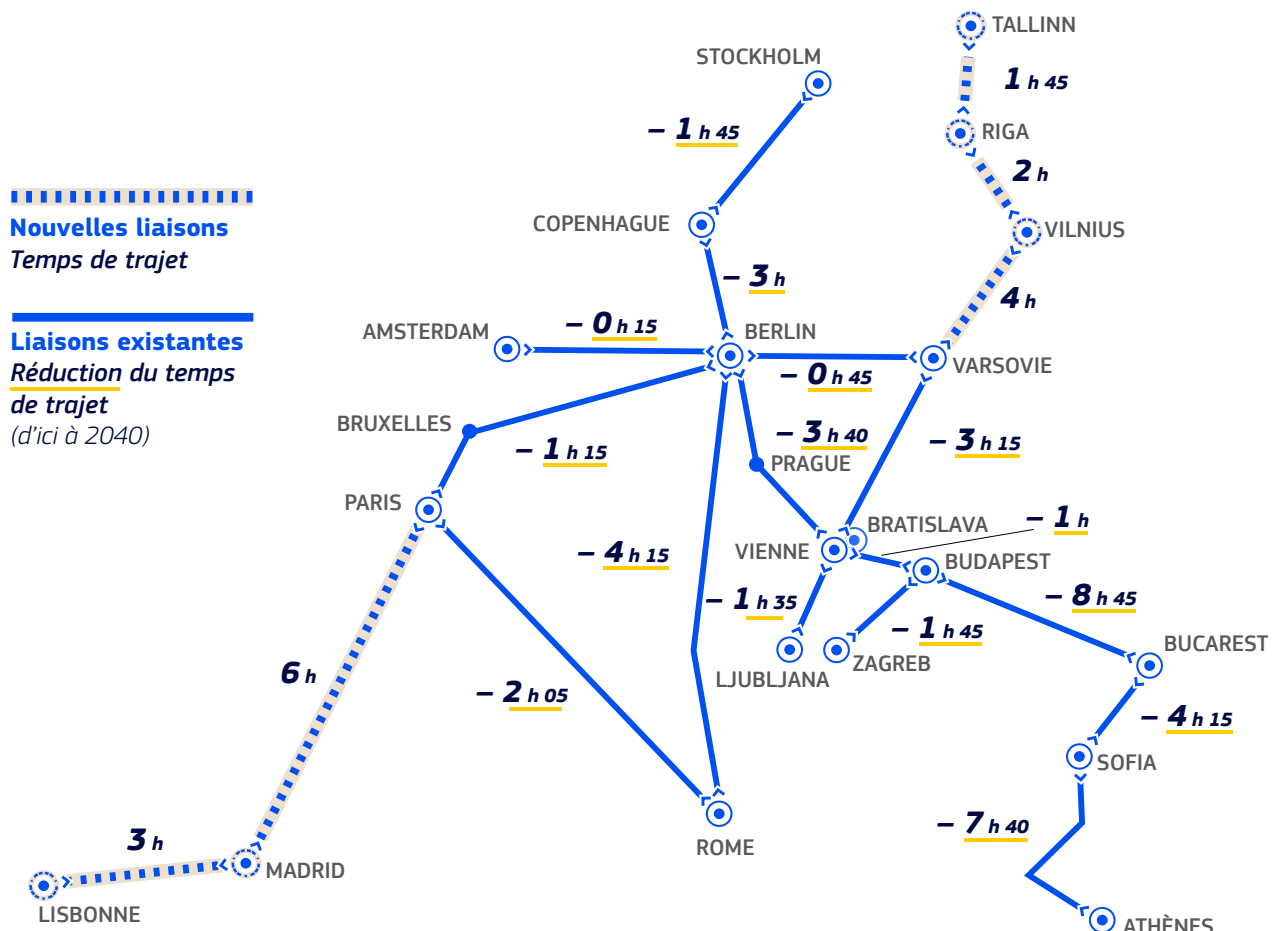
## Transports durables

Pour rester compétitive, l'UE a besoin d'un réseau de transport durable et bien connecté qui renforce l'intégration et la mobilité régionales. En 2025, la Commission a sélectionné 94 projets dans le domaine des transports qui pourront recevoir près de 2,8 milliards d'euros de subventions de l'UE au titre du mécanisme pour l'interconnexion en Europe, à des fins de modernisation des chemins de fer, des voies navigables intérieures et des routes maritimes au sein du réseau transeuropéen de transport. Elle a également sélectionné plus de 100 projets qui recevront environ 1 milliard d'euros de subventions au titre du mécanisme pour une infrastructure pour carburants alternatifs afin de soutenir le déploiement d'infrastructures pour carburants renouvelables et bas carbone dans les ports et les aéroports et le long de tronçons routiers clés.

En outre, le plan d'investissement pour des transports durables fournit un cadre stratégique pour accélérer la décarbonation des transports de l'UE en stimulant les investissements dans les carburants renouvelables et bas carbone dans les secteurs de l'aviation et du transport par voie d'eau. Les mesures présentées dans le cadre du plan devraient mobiliser au moins 2,9 milliards d'euros d'ici à la fin de 2027. En tant qu'initiative clé du plan, une coalition d'États membres précurseurs a été lancée pour soutenir la production et l'utilisation de carburants de synthèse pour l'aviation. Ce groupe a l'intention d'organiser des enchères simultanées (offrant une certitude de recettes à long terme aux producteurs et des contrats concurrentiels à court terme pour les acheteurs de carburant), la première étant prévue pour 2026.

La Commission a également présenté un plan ambitieux visant à accélérer le développement du transport ferroviaire à grande vitesse et à réduire considérablement les temps de trajet en train dans l'ensemble de l'UE.

## AMÉLIORATIONS FUTURES DES LIAISONS FERROVIAIRES





↑

Cofinancée par NextGenerationEU au titre de la facilité pour la reprise et la résilience et du mécanisme pour l'interconnexion en Europe, la modernisation de la ligne ferroviaire slovène Ljubljana-Brezovica-Borovnica a permis d'améliorer la connectivité dans les corridors méditerranéen et Baltique-Adriatique du réseau transeuropéen de transport, de supprimer des goulets d'étranglement et d'améliorer l'interopérabilité dès son achèvement en 2025. Borovnica (Slovénie), 3 juin 2025.

Une autre étape importante a été franchie avec la percée du tunnel de base du Brenner, une liaison ferroviaire de 56 km entre l'Autriche et l'Italie située dans le corridor Scandinavie-Méditerranée du réseau transeuropéen de transport. L'UE a fourni plus de 2,3 milliards d'euros de financement pour le tunnel et ses voies d'accès par l'intermédiaire du mécanisme pour l'interconnexion en Europe. La Banque européenne d'investissement a également signé un contrat de financement d'un montant de 875 millions d'euros, garanti par InvestEU, pour la ligne ferroviaire à grande vitesse Lisbonne-Porto, au Portugal.

En 2025, la mise en œuvre du paquet «Écologisation du transport de marchandises» de 2023 a progressé de manière constante. Un accord politique a été trouvé sur le règlement régissant l'utilisation des capacités de l'infrastructure ferroviaire et sur le règlement CountEmissionsEU. Ces mesures rendront le transport de marchandises plus efficace et plus durable en prévoyant des incitations plus fortes pour les camions à faibles émissions, en améliorant la gestion des infrastructures ferroviaires et en accroissant la disponibilité des informations sur les émissions de gaz à effet de serre liées aux transports.

→

Apostolos Tzitzikostas, commissaire européen chargé du transport durable et du tourisme, en visite au siège de BMW à Munich (Allemagne), le 3 avril 2025.

Afin d'encourager le transport routier durable, la Commission a proposé d'exempter les véhicules utilitaires lourds zéro-émission des péages routiers jusqu'en juin 2031 et a publié une communication et une proposition législative visant à contribuer à accélérer l'adoption de véhicules à émissions nulles et faibles dans les flottes d'entreprise, qui représentent environ 60 % de l'ensemble des immatriculations dans l'UE. En outre, l'initiative relative aux corridors de transport propres, adoptée par neuf États membres, vise à accélérer le déploiement d'infrastructures de recharge pour les véhicules utilitaires lourds le long des principaux corridors de fret routier. Afin d'améliorer la qualité de l'air et la sécurité routière dans l'ensemble de l'UE, la Commission a également proposé une révision complète des règles de l'UE en matière de sécurité routière et d'immatriculation des véhicules.

La transition propre et numérique de l'industrie automobile est également soutenue par la recherche et l'innovation. Trois partenariats, 2Zero, CCAM et BATT4EU, ont signé un protocole d'accord en vue de collaborer à un programme commun de recherche et d'innovation dans le cadre d'Horizon Europe (voir la section «Soutenir la recherche et l'innovation» ci-dessous). Le programme de travail en matière de recherche et d'innovation d'Horizon Europe rassemblera également 1 milliard d'euros entre 2025 et 2027 pour soutenir des initiatives dans les domaines tels que la conduite autonome, les batteries au lithium de nouvelle génération et les parcs de véhicules utilitaires lourds électriques.



Dans le courant de l'année, la Commission a commencé à travailler sur une stratégie portuaire de l'UE et sur une stratégie maritime industrielle de l'UE afin d'accroître la compétitivité, la durabilité et la résilience du système de transport par voie d'eau de l'Union, reliant les ports, le secteur du transport maritime et l'industrie. De nouvelles orientations informelles sur les achats en commun et les normes applicables aux équipements électriques de manutention des conteneurs dans les ports visent à accélérer le passage de machines au diesel à des machines électriques et à réduire les émissions.

Enfin, pour maintenir la compétitivité du secteur des transports et remédier aux pénuries de main-d'œuvre, plusieurs initiatives en vue de rendre les carrières dans le secteur des transports plus attrayantes ont été lancées. Il s'agit notamment de recommandations pour attirer et retenir les femmes dans le secteur des transports, de la plateforme «Les femmes et les transports», des activités du réseau d'ambassadeurs de la diversité dans les transports et d'une conférence visant à rendre les métiers des transports plus attrayants pour les jeunes.

# Stimuler la productivité grâce aux technologies numériques

## Investir dans les technologies émergentes

La compétitivité à long terme de l'UE dépend de son rôle de premier plan dans les technologies critiques telles que le supercalcul, l'intelligence artificielle (IA) et l'informatique quantique. Pour renforcer ce rôle de premier plan, la Commission consacrera 1,3 milliard d'euros, au titre du programme pour une Europe numérique, au déploiement de technologies vitales pour l'avenir et la souveraineté technologique de l'UE.

Le rapport sur l'état d'avancement de la décennie numérique 2025 a fait le point sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs numériques de l'UE à l'horizon 2030. Si des progrès ont été accomplis dans des domaines tels que la couverture 5G de base et le déploiement de l'informatique de périphérie, le rapport a mis en évidence des lacunes persistantes dans les technologies fondamentales, les compétences numériques et la protection des groupes vulnérables, soulignant la nécessité d'accroître les investissements publics et privés.

En septembre, la Commission a présenté une stratégie européenne pour les infrastructures de recherche et de technologie visant à renforcer les capacités de l'UE en matière de recherche et de technologie, qui englobe tout ce qui va des laboratoires avancés aux grands instruments scientifiques, en passant par les centres de données, les lignes pilotes, les bancs d'essai et les salles blanches. Ces infrastructures sont essentielles pour l'excellence scientifique, la compétitivité et la souveraineté technologique de l'Union.

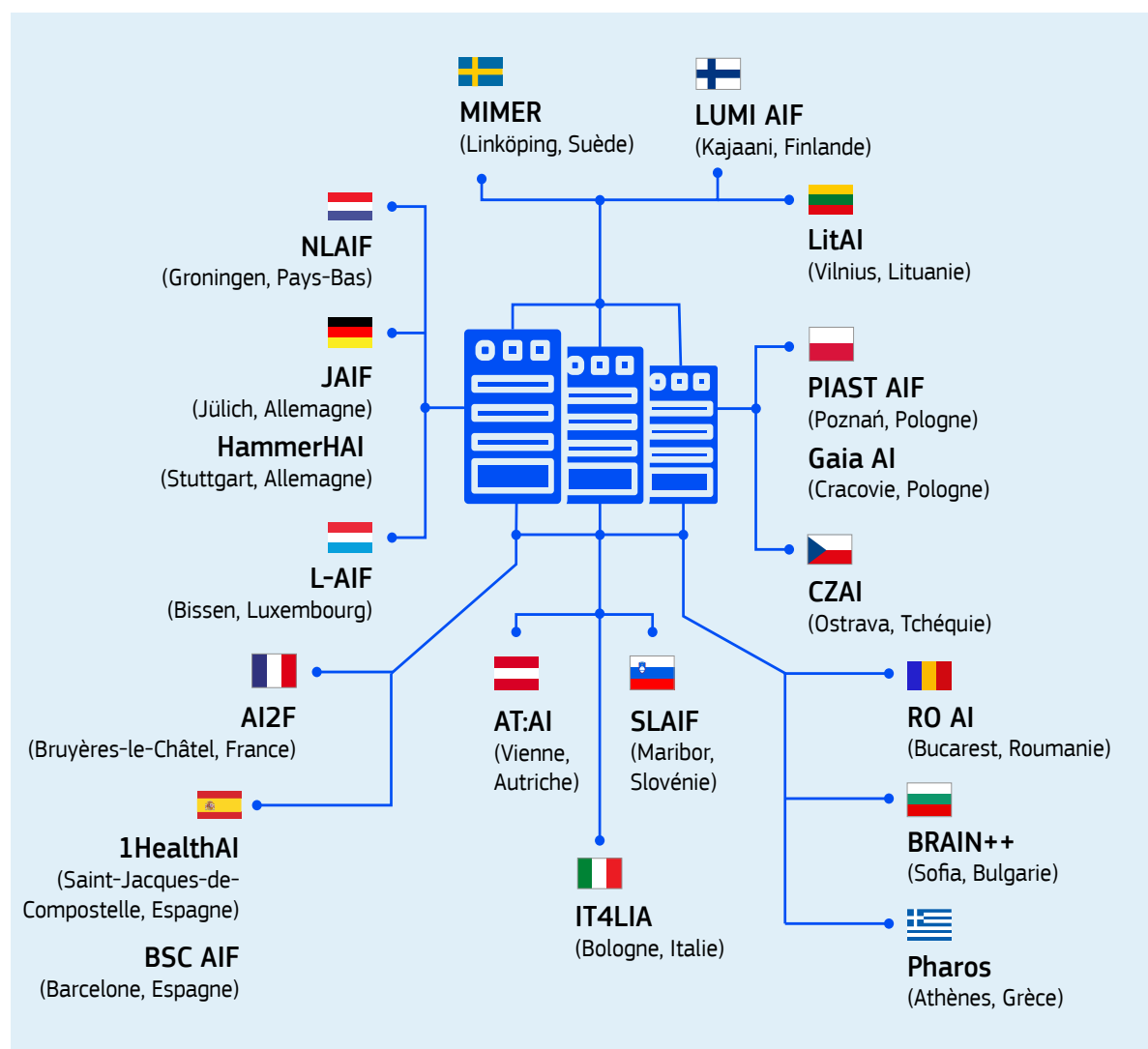
En avril, le plan d'action pour un continent de l'IA a été publié, lequel esquisse des plans de développement de gigafabriques d'IA dotées de plus de 100 000 processeurs avancés. Au total, 77 manifestations d'intérêt ont été reçues pour l'établissement de telles installations sur 60 sites dans 16 États membres. Dans le cadre du plan d'action, l'UE a lancé InvestAI, une nouvelle initiative qui devrait mobiliser jusqu'à 200 milliards d'euros d'investissements publics et privés dans les infrastructures d'IA. Deux stratégies ont été lancées pour accélérer l'utilisation de l'IA dans l'industrie et la science européennes, à savoir la stratégie pour l'application de l'IA et la stratégie européenne relative à l'intelligence artificielle dans le domaine de la science.

Le premier sommet sur l'IA dans le domaine de la science, qui s'est tenu en novembre, a marqué le lancement du centre de ressources de la science pour et par l'IA en Europe, un institut virtuel qui soutiendra les chercheurs au moyen de financements, de capacités de calcul, de données, de talents et de l'acquisition de compétences.

L'année 2025 a également vu l'entrée en application des premières dispositions du règlement sur l'IA et des règles de l'UE sur les modèles d'IA à usage général (voir également le chapitre 6). Elle a été marquée par des progrès majeurs dans le réseau européen de supercalculateurs, JUPITER étant devenu le premier supercalculateur exaflopique d'Europe. Six nouvelles fabriques d'IA ont été lancées au cours de l'année, venant s'ajouter aux 13 existantes. Treize pays ont également été sélectionnés pour établir des antennes de fabriques d'IA destinées à compléter

les fabriques d'IA existantes. Les pays qui accueilleront les fabriques d'IA sont la Bulgarie, la Tchéquie, l'Allemagne, la Grèce, l'Espagne, la France, l'Italie, la Lituanie, le Luxembourg, les Pays-Bas, l'Autriche, la Pologne, la Roumanie, la Slovénie, la Finlande et la Suède. Le Danemark, l'Estonie, la Norvège, le Portugal et la Turquie sont les pays partenaires des fabriques d'IA. Cette sélection s'est faite en tenant compte des incidences négatives de l'utilisation croissante de l'IA et de l'expansion des infrastructures de centres de données sur la demande d'énergie et d'eau.

## PAYS D'ACCUEIL DES FABRIQUES D'IA



Parallèlement à l'IA, les technologies quantiques sont appelées à transformer la manière dont nous relevons les défis complexes, qu'il s'agisse de faire progresser la médecine ou de protéger les infrastructures critiques. En juillet, la Commission a présenté la stratégie quantique de l'UE, qui vise à faire de l'Europe un acteur mondial de premier plan dans ce domaine d'ici à 2030 grâce à un renforcement de la recherche, des écosystèmes et des investissements privés et au développement des compétences quantiques dans l'ensemble du continent.



↑  
Henna Virkkunen, vice-présidente exécutive de la Commission européenne chargée de la souveraineté technologique, de la sécurité et de la démocratie (à droite), lors d'une visite au Centre de supercalcul de Barcelone (Espagne), le 3 mars 2025.

En 2025, l'UE a également poursuivi la mise en œuvre du règlement européen sur les puces. La capacité de production de puces s'est encore accrue, notamment grâce au lancement de lignes pilotes dans le cadre de l'initiative «Semi-conducteurs pour l'Europe».

L'économie spatiale, qui couvre toutes les activités économiques rendues possibles par les technologies et les données spatiales, des infrastructures satellitaires jusqu'aux services qui en dépendent, est un autre domaine dans lequel l'UE vise à s'établir en tant que moteur au niveau mondial. L'initiative «Une vision pour l'économie spatiale européenne» soutiendra cet objectif, tandis que l'acte législatif de l'UE sur l'espace harmonisera la réglementation liée à l'espace dans l'ensemble des États membres (voir le chapitre 3).

## Donner aux utilisateurs et aux entreprises les moyens d'agir dans le cadre de l'union des données

En 2025, parallèlement au déploiement en cours d'espaces européens communs de données, le règlement de l'UE sur les données est entré en application. Cela permet aux utilisateurs de mieux contrôler les données provenant d'appareils connectés et crée pour les entreprises de nouvelles possibilités de développer des services. Une stratégie pour une union européenne des données a également été lancée afin de débloquer des données pour l'IA, garantissant que les entreprises de l'UE ont accès à des données de haute qualité qui les aident à être compétitives à l'échelle mondiale et à stimuler l'innovation.

En vertu du règlement sur les services numériques, les chercheurs qui remplissent un ensemble de conditions spécifiques pourront accéder aux données internes des fournisseurs de très grandes plateformes en ligne et de très grands moteurs de recherche. Un acte délégué établit les conditions techniques et les procédures nécessaires pour permettre un accès sécurisé à la recherche agréée. En outre, le portail en ligne d'accès aux données dans le cadre du règlement sur les services numériques soutient le processus de gestion de l'accès aux données et facilite l'échange d'informations.

## Garantir des marchés numériques sûrs, équitables et ouverts

L'UE a continué de renforcer son cadre numérique par la mise en œuvre du règlement sur les services numériques et du règlement sur les marchés numériques. Ensemble, ces règlements garantissent un environnement en ligne plus sûr pour les utilisateurs et des conditions de concurrence équitables pour les entreprises, ce qui renforce la transparence, la responsabilité ainsi que l'équité et l'ouverture des marchés dans l'ensemble du paysage numérique de l'UE. Pour en savoir plus sur la manière dont l'UE rend les espaces en ligne plus sûrs, y compris en protégeant les mineurs au moyen du règlement sur les services numériques, voir le chapitre 6.

## Comment l'UE a-t-elle veillé à la mise en œuvre du règlement sur les marchés numériques et du règlement sur les services numériques en 2025?

### RÈGLEMENT SUR LES MARCHÉS NUMÉRIQUES

#### Nouvelles enquêtes:

- enquête sur le possible déclassement, par Alphabet, de contenus d'éditeurs de médias dans Google Search;
- enquête sur le marché concernant Amazon Web Services et Microsoft Azure, en tant que potentiels points d'accès majeurs.

#### Enquêtes en cours:

- des décisions constatant un non-respect des règles concernant Apple et Meta;
- une décision de clôture concernant Apple;
- des décisions concernant les mesures à prendre contenant des orientations formelles à l'intention d'Apple;
- deux ensembles de constatations préliminaires sur l'autofavoritisme et l'orientation concernant Alphabet;
- un ensemble de constatations préliminaires sur le modèle d'entreprise d'Apple.

Tout au long de l'année 2025, la Commission a mené des dialogues réglementaires avec les grandes entreprises technologiques désignées comme contrôleurs d'accès afin d'encourager le respect, à un stade précoce, des exigences figurant dans le règlement sur les marchés numériques. Le cas échéant, elle a également pris des mesures visant à faire appliquer les règles.

Le 23 avril, la Commission a adopté ses premières décisions constatant un non-respect des règles, et a infligé à Apple une amende de 500 millions d'euros pour violation des règles antiorientation du règlement, et à Meta une amende de 200 millions d'euros pour ne pas avoir proposé aux utilisateurs de solution moins intensive en données que la publicité personnalisée.

### RÈGLEMENT SUR LES SERVICES NUMÉRIQUES

#### Enquêtes en cours:

- **Meta:** constatations préliminaires sur le manque de transparence et l'absence d'outils adéquats pour signaler les contenus et faire appel des décisions relatives à la modération des contenus;
- **TikTok:** constatations préliminaires sur le manque de transparence. La Commission a également accepté et rendu contraignante une série d'engagements pris par la plateforme pour remédier aux lacunes de son registre des publicités;
- **Temu:** constatations préliminaires sur des produits illégaux sur sa place de marché;
- **AliExpress:** constatations préliminaires sur le manque de respect des règles. La Commission a également accepté et rendu contraignante une série d'engagements pris par la plateforme pour préserver ses utilisateurs et accroître la transparence;
- **X:** une décision constatant un non-respect des règles et une amende pour manque de transparence.

# Soutenir la recherche et l'innovation

La recherche, l'innovation, la science et la technologie doivent être au cœur de l'économie de l'UE pour stimuler la compétitivité. En 2025, les financements au titre d'Horizon Europe ont continué de soutenir les chercheurs et les innovateurs, notamment les start-up dans des secteurs tels que les technologies quantiques, les biotechnologies et les technologies propres. Les programmes de travail d'Horizon Europe pour 2025 et pour 2026-2027 ont affecté respectivement plus de 7 milliards d'euros et 14 milliards d'euros pour soutenir la recherche et l'innovation.

Pour chaque euro investi dans Horizon Europe, l'économie de l'UE **gagne jusqu'à 11 euros.**

Au-delà du soutien au moyen de financements, l'Union crée également un meilleur environnement de recherche et d'innovation grâce au programme stratégique 2025-2027 de l'espace européen de la recherche. La stratégie européenne pour les infrastructures de recherche et de technologie nouvellement lancée facilitera la mise en commun des ressources, contribuera à éviter les doubles emplois et renforcera l'accessibilité et la collaboration transfrontières pour ces infrastructures (voir également la section «Investir dans les technologies émergentes» ci-dessus).

## Financements clés de la recherche dans le cadre d'Horizon Europe

- Le Conseil européen de l'innovation est un programme qui soutient le recensement et le renforcement des technologies et innovations de pointe. En 2025, il a affecté plus de 1,4 milliard d'euros pour recenser, développer et renforcer les technologies de pointe et les innovations de rupture fondées sur la recherche.
- Plus de 1,25 milliard d'euros de financements ont été annoncés pour soutenir la recherche par le développement de carrière, la formation et la mobilité des chercheurs dans le cadre des actions Marie Skłodowska-Curie. Ce montant inclut 22,5 millions d'euros pour le projet pilote «Choisir l'Europe pour la science».
- Trois nouveaux partenariats européens sur les matériaux avancés, les textiles et le photovoltaïque ont été lancés pour faire progresser la primauté technologique et les objectifs de durabilité de l'UE.
- De nouveaux partenariats européens cofinancés ont été lancés, comme l'agriculture des données, qui accélérera la transformation numérique de l'agriculture européenne.



↑ La Dr Martha C. Mayorquín-Torres, scientifique mexicaine qui mène des recherches sur les ressources renouvelables pour une production pharmaceutique durable. Actuellement chercheuse à l'université de Gand, elle travaille sur un projet financé par Horizon Europe dans le cadre de l'initiative «Choisir l'Europe». Gand (Belgique), 23 mai 2025.

## Choisir l'Europe

L'UE œuvre à devenir la destination la plus attrayante au monde pour les chercheurs et innovateurs. L'initiative «Choisir l'Europe», un ensemble de mesures de 500 millions d'euros présenté en mai, vise à attirer et à retenir les meilleurs talents scientifiques du monde entier en offrant un financement solide et stable, une plus grande liberté de recherche et des conditions de vie attrayantes. Des mesures supplémentaires ont été annoncées dans les mois qui ont suivi, portant le montant total à 874 millions d'euros. L'initiative se révèle très attrayante et a débouché sur un nombre record de demandes de subventions du Conseil européen de la recherche et de bourses Marie Skłodowska-Curie. Les chercheurs peuvent accéder à des milliards d'euros de possibilités de financement par l'intermédiaire de la plateforme EURAXESS.

→ Ekaterina Zaharieva, commissaire européenne chargée des start-up, de la recherche et de l'innovation, lors d'une conférence de presse sur la stratégie européenne pour les sciences du vivant. Bruxelles (Belgique), 2 juillet 2025.

## La stratégie européenne pour les sciences du vivant

Les sciences du vivant contribuent pour près de 1 500 milliards d'euros à l'économie de l'UE et représentent 29 millions d'emplois. Avec des universités de premier plan, de bonnes performances en matière de brevets et un rôle croissant dans les domaines de la santé, de l'alimentation et de la durabilité, ce secteur est essentiel pour la compétitivité de l'UE. La stratégie européenne pour les sciences du vivant vise à faire de l'UE le lieu le plus attrayant au monde pour les sciences du vivant d'ici à 2030.

### L'approche en trois phases de la stratégie européenne pour les sciences du vivant

- 1 Optimiser la recherche et l'innovation pour améliorer la compétitivité mondiale.
- 2 Assurer un accès rapide au marché pour les innovations liées aux sciences de la vie.
- 3 Renforcer la confiance, l'adoption de ces innovations et leur utilisation.



L'acte législatif de l'UE sur les biotechnologies proposé, une des initiatives clés qui fait partie de la stratégie, vise à renforcer la compétitivité de l'Union dans le domaine des biotechnologies en facilitant la traduction de la recherche en innovations prêtes à être commercialisées. Il rationalisera les essais cliniques et créera un environnement plus favorable aux entreprises et aux innovateurs, ce qui aidera les thérapies de pointe à atteindre plus rapidement les patients de l'UE.

À cela s'ajoutent des initiatives telles que HERA Invest, par l'intermédiaire de laquelle la Commission et la Banque européenne d'investissement fournissent un financement des risques afin d'aider les PME à mettre au point des outils et des technologies médicaux stratégiques pour une UE plus sûre et plus saine. Une nouvelle plateforme pour les biotechnologies et la production de produits biologiques a également été créée pour aider les entreprises innovantes, en particulier les start-up et les PME, à mettre de nouveaux produits et de nouvelles idées sur le marché.

En novembre, la Commission a présenté la stratégie pour la bioéconomie, qui définit les moyens de mieux utiliser les ressources biologiques, l'excellence scientifique et la base industrielle de l'UE pour décarboner son économie et remplacer les matériaux et les produits d'origine fossile.

## Start-up et scale-up

En mai, la Commission a lancé la stratégie de l'UE en faveur des start-up et des scale-up, afin de faire de l'Europe le lieu privilégié pour démarrer et développer des entreprises axées sur les technologies. Alignée sur l'initiative «Choisir l'Europe», la stratégie vise à renforcer la compétitivité de l'UE en soutenant les entreprises innovantes tout au long de leur cycle de vie, de la création et de la croissance à la maturité au sein de l'Union.

En octobre, la Commission a également annoncé le fonds «Scale-up Europe», un nouveau fonds de plusieurs milliards d'euros créé en partenariat avec des investisseurs privés pour soutenir les entreprises «deep tech» prometteuses de l'UE. Le fonds, qui devrait être lancé en 2026, se concentrera sur le capital de croissance et les investissements à un stade avancé dans un vaste éventail d'entreprises technologiques stratégiques de l'Union, dans des domaines comprenant l'IA, les technologies quantiques, les semi-conducteurs, la robotique et les systèmes autonomes.

La Commission a également lancé une enquête afin de recueillir les avis du public sur la future charte d'accès aux infrastructures de recherche et de technologie pour les utilisateurs industriels. La charte vise à améliorer l'accès des entreprises à ces infrastructures, ce qui leur permettra de tester, de développer et de valider plus rapidement de nouveaux produits.

## Protéger la propriété intellectuelle

L'UE fournit un soutien financier aux PME afin de mieux gérer et protéger leurs actifs incorporels. Dans le courant de l'année, la Commission et l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle ont lancé le fonds pour les PME 2025, un régime de subventions destiné à aider les PME à protéger leurs droits de propriété intellectuelle, y compris les brevets, les marques, les dessins et modèles industriels et les nouvelles variétés végétales.

Une procédure a également été lancée avec succès pour permettre des flux de données libres et sûrs entre l'UE et l'Organisation européenne des brevets. Cela simplifiera le processus de protection des brevets pour les innovateurs européens et contribuera à la croissance et à la compétitivité sur le marché de l'Union.

# Accélérer les investissements

## L'union de l'épargne et des investissements

En tant que catalyseur horizontal de la boussole pour la compétitivité, une union de l'épargne et des investissements est indispensable pour bâtir un système financier de l'UE plus approfondi, plus liquide et plus intégré qui réponde mieux aux besoins des citoyens et des entreprises de l'Union. En renforçant la capacité du système financier à relier l'épargne à l'investissement productif, l'UE vise à répondre aux principaux besoins d'investissement des États membres dans des domaines clés tels que l'innovation numérique, la transition climatique et la défense.

En mars, la Commission a présenté la stratégie pour une union de l'épargne et des investissements, qui définit la manière dont les marchés des capitaux et le secteur bancaire peuvent mettre en relation les épargnants qui recherchent de meilleures opportunités d'investissement et les entreprises qui ont besoin de financements. La stratégie vise à donner aux épargnants les moyens de développer leur patrimoine financier et à aider les entreprises à se développer, stimulant ainsi l'économie et la compétitivité de l'Union. Cela inclut la suppression des obstacles au marché unique, y compris par la mise en œuvre des règles de l'UE.

### Volets de l'union de l'épargne et des investissements

- 1 Citoyens et épargne
- 2 Intégration et échelle
- 3 Investissement et financement
- 4 Surveillance efficace au sein du marché unique

→ Maria Luís Albuquerque, commissaire européenne chargée des services financiers et de l'union de l'épargne et des investissements (à droite), en visite à la Bourse de Francfort-sur-le-Main (Allemagne), le 26 juin 2025.

Des mesures ciblées se concentreront sur différents axes: doter les citoyens des outils adéquats pour soutenir leur bien-être financier; permettre aux entreprises d'accéder plus facilement à des sources de financement diversifiées, y compris au niveau transfrontière; supprimer les obstacles qui empêchent la pleine intégration du marché des capitaux; et garantir une surveillance plus forte et plus harmonisée des marchés financiers.

L'UE a également pris plusieurs autres mesures pour développer l'union de l'épargne et des investissements, parmi lesquelles la conclusion d'un accord politique permettant de raccourcir le cycle de règlement des opérations sur titres; une proposition visant à relancer la titrisation à l'appui des prêts bancaires; et l'encouragement d'une participation accrue du secteur de détail aux marchés des capitaux grâce à de meilleures initiatives en matière d'épargne, d'investissement et de culture financière. Des mesures supplémentaires visaient à aider les citoyens à obtenir un revenu de retraite adéquat en favorisant l'accès à de meilleures retraites complémentaires, à conclure un accord politique sur la stratégie d'investissement de détail et à renforcer l'intégration et la surveillance des marchés des capitaux de l'UE. Ces réformes visent à simplifier les règles, à soutenir l'innovation et à supprimer les obstacles transfrontières au sein du système financier de l'Union.



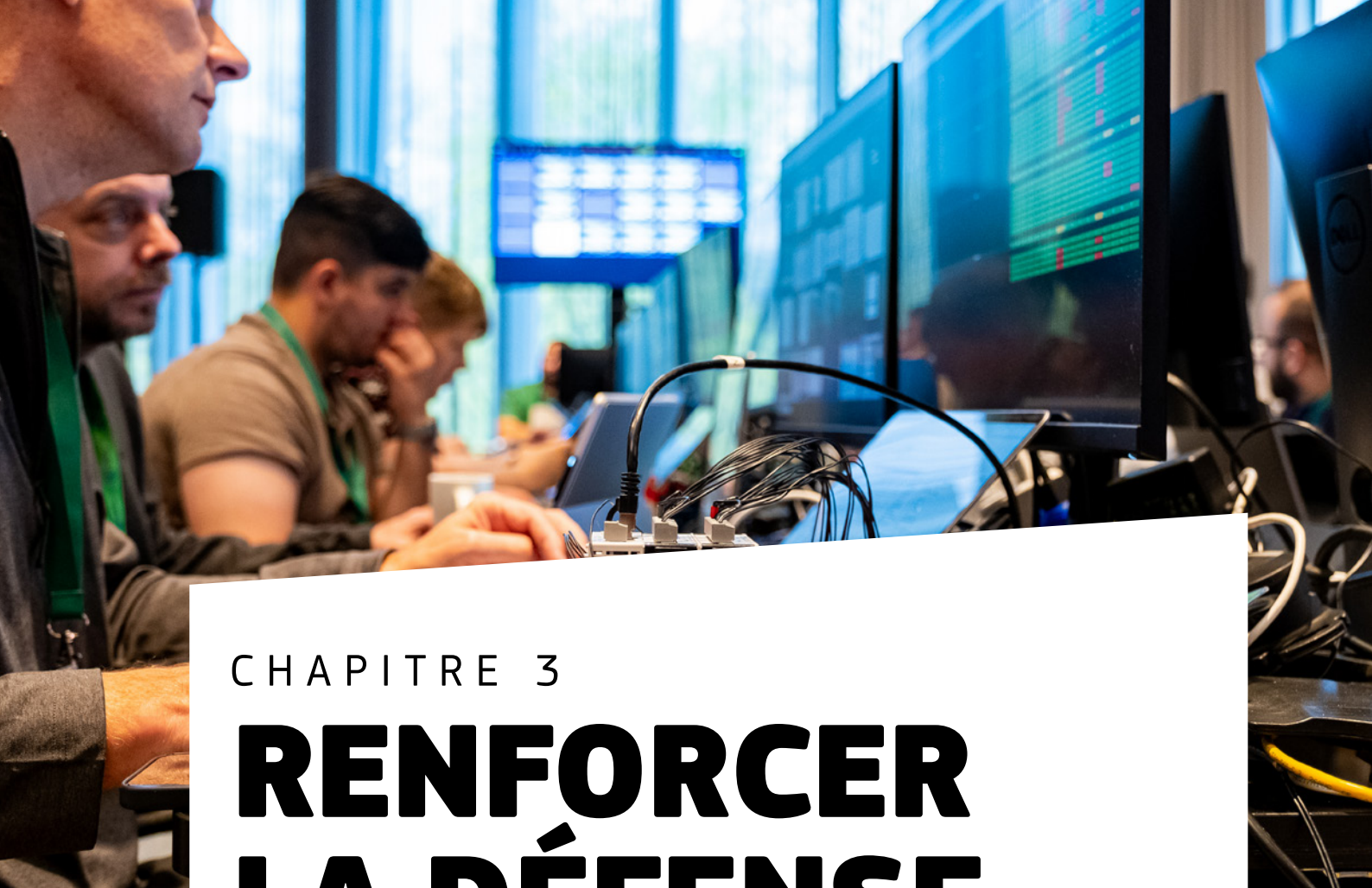
## Banque

Afin de préserver la compétitivité et la stabilité des marchés financiers de l'UE, la Commission a proposé de maintenir le traitement actuel des liquidités pour les opérations de financement sur titres à court terme au titre du règlement sur les exigences de fonds propres. Elle a également postposé l'application des règles de Bâle III relatives au risque de marché (révision fondamentale du portefeuille de négociation) au 1<sup>er</sup> janvier 2027. Ensemble, ces mesures visent à garantir des conditions de concurrence équitables pour les banques de l'Union dans le monde entier, à préserver la liquidité du marché et à aligner le cadre prudentiel de l'UE sur l'évolution de la situation internationale.

En 2025, la plateforme «Technologies stratégiques pour l'Europe» a fêté son premier anniversaire. L'initiative soutient les investissements dans les technologies critiques dans trois domaines principaux: les technologies numériques et les deep tech; les technologies propres et économes en ressources; et les biotechnologies. Au cours de l'année écoulée, elle a mobilisé plus de 13,1 milliards d'euros en mettant en commun des investissements provenant de 11 programmes de l'UE afin de stimuler la compétitivité de l'Union dans ces trois domaines.



Teresa Ribera, vice-présidente exécutive de la Commission européenne chargée d'une transition propre, juste et compétitive (à gauche), et Christine Lagarde, présidente de la Banque centrale européenne (à droite). Bruxelles (Belgique), 23 juin 2025.



## CHAPITRE 3

# RENFORCER LA DÉFENSE ET LA SÉCURITÉ DE L'EUROPE

## Introduction

Ces dernières années ont rappelé de manière brutale à quel point la paix est fragile et ont constitué un signal d'alarme pour l'Europe. L'Union européenne intensifie ses efforts pour protéger les citoyens et faire en sorte que l'Europe dispose des moyens de maintenir la paix par une dissuasion crédible. En 2025, l'UE a lancé une série d'initiatives nouvelles pour aider les

États membres à répondre à l'urgence à court terme de soutenir l'Ukraine tout en faisant face à la nécessité pressante à long terme de renforcer la préparation de l'Europe en matière de sécurité et de défense. Parallèlement, l'UE a défini une nouvelle stratégie pour une union de la préparation.



Coordinateurs et membres de l'équipe lors d'un exercice de défense de la cybersécurité à Tallinn (Estonie), le 6 mai 2025. L'UE s'emploie à renforcer la sécurité et la sûreté de ses citoyens et à donner à l'Europe les moyens de maintenir la paix.

## Opinions des Européens sur la sécurité et la défense



**69 %**

des Européens considèrent l'UE comme un havre de stabilité dans un monde en crise.



**78 %**

sont préoccupés par la défense et la sécurité de l'UE pour les cinq prochaines années.



**81 %**

sont favorables à une politique de défense et de sécurité commune entre les États membres.



**77 %**

conviennent que l'invasion de l'Ukraine par la Russie constitue une menace pour la sécurité de l'UE.

Source: Commission européenne, Eurobaromètre standard 103, mai 2025.

## Construire une union européenne de la défense

L'ambition de l'UE est de renforcer la coopération des États membres en matière de défense et de tirer parti de la valeur ajoutée qu'offrent l'Union et le marché unique afin de construire une véritable union de la défense. L'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) reste une pierre angulaire de la sécurité et de la défense européennes, 23 États membres étant également alliés de l'OTAN. Toutefois, l'UE assume une plus grande responsabilité pour sa propre sécurité et a pris des mesures importantes en ce sens au cours de l'année 2025.

L'Union a également conclu deux partenariats clés en matière de sécurité et de défense en 2025, avec le Canada et le Royaume-Uni, démontrant ainsi une détermination commune à renforcer la paix et la sécurité mondiales et à intensifier les efforts conjoints dans des domaines tels que la gestion des crises, les questions liées au cyberspace, la sûreté maritime, la lutte contre le terrorisme et la résilience des infrastructures critiques.

### Accroître les investissements dans le domaine de la défense

L'UE a accru de manière décisive ses investissements dans le domaine de la défense en 2025 dans le cadre de la stratégie de préparation à l'horizon 2030, un plan global visant à mobiliser jusqu'à 800 milliards d'euros en faveur de la sécurité et de la défense au moyen de deux piliers essentiels: l'instrument SAFE (Agir pour la sécurité de l'Europe) et la nouvelle disposition relative à la clause dérogatoire nationale. SAFE fournira jusqu'à 150 milliards d'euros de prêts pour soutenir des acquisitions conjointes dans le domaine de la défense et renforcer la préparation industrielle et opérationnelle de l'Europe, tandis que la clause dérogatoire nationale permettra aux États membres de mobiliser 650 milliards d'euros supplémentaires d'investissements dans le domaine de la défense sans enfreindre les règles budgétaires de l'UE prévues par le pacte de stabilité et de croissance.



↑

Kaja Kallas, haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et vice-présidente de la Commission européenne, et Andrius Kubilius, commissaire européen chargé de la défense et de l'espace, dévoilent le livre blanc pour la défense européenne. Bruxelles (Belgique), 19 mars 2025.

De nouveaux investissements comprennent l'octroi d'un montant de plus de 1 milliard d'euros à des projets collaboratifs de recherche et développement au titre du Fonds européen de la défense, couvrant tous les domaines militaires, et d'un montant de 300 millions d'euros au titre de l'instrument visant à renforcer l'industrie européenne de la défense au moyen d'acquisitions conjointes en faveur de cinq projets transfrontières dans des domaines tels que les munitions, la défense aérienne et antimissile et les plateformes héritées du passé. La feuille de route pour la transformation de l'industrie de la défense vise à améliorer l'accès au financement pour les entreprises du secteur de la défense au moyen d'un fonds de fonds doté d'un montant maximal de 1 milliard d'euros; à accélérer le délai de mise sur le marché et de passation de marchés, en particulier pour les start-up et les scale-up; et à renforcer le développement des compétences et des talents dans l'ensemble du secteur de la défense.

Par ailleurs, la Commission a proposé de porter le budget consacré à la défense et à l'espace

à 131 milliards d'euros au titre du Fonds européen pour la compétitivité dans le cadre du prochain budget à long terme de l'UE (voir le chapitre 8), soit cinq fois plus que le budget actuel. En parallèle, l'UE fait avancer un ambitieux programme de simplification visant à accélérer le développement des capacités de défense et les investissements dans ce domaine. Parmi les mesures clés de 2025 figuraient des propositions visant à rationaliser les règles en matière d'investissements dans le domaine de la défense; le train de mesures «omnibus» sur la préparation de la défense, publié en juin afin de simplifier la législation de l'Union et de permettre jusqu'à 800 milliards d'euros d'investissements au cours des quatre prochaines années; et la feuille de route pour la préparation de la défense, qui fixe des objectifs, des étapes et des indicateurs clairs pour parfaire la préparation d'ici à 2030, tout en soulignant l'importance de la recherche et de l'innovation à double usage, comme indiqué dans le livre blanc pour la défense européenne. Ces mesures sont complétées par le train de mesures sur la mobilité militaire.

## Renforcer la sécurité dans le ciel et l'océan

Alors que l'espace et les satellites jouent un rôle de plus en plus stratégique dans notre vie quotidienne, une proposition d'acte législatif de l'UE sur l'espace a été adoptée en juin. Son objectif est d'établir un cadre réglementaire harmonisé et unifié pour les activités spatiales au sein de l'UE, le but premier étant de renforcer la sécurité, la durabilité, la cybersécurité et la résilience dans l'ensemble de l'écosystème spatial de l'UE. Parallèlement à cette avancée, la vision pour l'économie spatiale européenne a défini un cadre stratégique visant à stimuler la compétitivité, la résilience et l'autonomie stratégique de l'Europe sur le marché spatial mondial, qui devrait s'élever à 1 600 milliards d'euros d'ici à 2035.

En première mondiale, la fonction d'authentification des messages de navigation en libre service de Galileo a été déclarée opérationnelle en juillet 2025. Elle introduit un mécanisme de vérification de l'authenticité des données de navigation transmises par les satellites Galileo, contribuant ainsi à la protection contre l'usurpation de signaux (la transmission



↑  
VIDÉO: qu'est-ce que la stratégie européenne de défense?

de faux signaux), et renforce considérablement la confiance dans le système satellitaire Galileo de l'UE, le seul système au monde doté de cet élément de sécurité. Le rapport 2024 de l'Association du transport aérien international sur la sûreté a enregistré une augmentation de 500 % des incidents d'usurpation de signaux dans l'aviation commerciale, avec 1 500 vols touchés par jour. La mise en place du service gouvernemental d'observation de la Terre a également été annoncée en novembre et améliorera les capacités de reconnaissance.

La sécurité dans l'océan et les mers a également été un domaine clé dans lequel l'Union a agi en 2025, avec l'adoption, en février, du plan d'action de l'UE sur la sécurité des câbles. Au cours de l'année, un rapport marquant sur les infrastructures câblées a été publié, parallèlement à la mise à disposition d'un nouveau financement d'un montant de 20 millions d'euros pour renforcer la sécurité des câbles sous-marins européens. Ce financement, qui relève du programme pour une Europe numérique, soutiendra la création de pôles de câbles régionaux et la mise à l'épreuve de la résilience des infrastructures de câbles sous-marins.

# Renforcer la préparation et la gestion des crises de l'UE

S'appuyant sur les recommandations du [rapport Niinistö](#), en 2025, la haute représentante et la Commission ont présenté une [stratégie pour une union de la préparation](#) comportant 30 actions clés axées sur le renforcement de la préparation et de la résilience de l'UE face aux futures crises. L'objectif est de renforcer sa capacité collective à gérer efficacement des défis tels que les pandémies, les effets du changement climatique, les menaces hybrides et l'instabilité géopolitique. Tous les niveaux de pouvoir (local, régional, national et européen), ainsi que les citoyens, les communautés locales et la société civile, les entreprises et les partenaires sociaux, et les communautés scientifiques et universitaires, seront associés.

La [stratégie de constitution de stocks de l'UE](#) introduira la première approche globale de l'Union visant à protéger les biens essentiels tels que les denrées alimentaires, l'eau, les carburants et les médicaments en temps de crise. Parallèlement, la stratégie en matière de contre-mesures médicales renforcera la sécurité sanitaire de l'Europe en accélérant le développement, la production et l'accessibilité de matériel médical vital. L'[acte législatif sur les médicaments critiques](#) proposé améliorera également la disponibilité des médicaments critiques dans l'UE en encourageant la diversification de la chaîne d'approvisionnement et en stimulant la fabrication de produits pharmaceutiques dans l'Union. Enfin, dans le cadre plus large de l'UE en matière de préparation et de gestion des crises, la Commission a présenté deux initiatives phares — la [stratégie européenne pour la résilience dans le domaine de l'eau et le pacte européen pour l'océan](#), tous deux adoptés en juin — afin de renforcer la capacité de l'UE à anticiper et à prévenir les risques croissants liés à l'environnement et au climat, ainsi qu'à y faire face.

## Principaux risques et menaces

- ⚠ **Catastrophes naturelles:** inondations, incendies de forêt, tremblements de terre, phénomènes météorologiques extrêmes.
- ⚠ **Catastrophes d'origine humaine:** accidents industriels, défaillances technologiques et pandémies.
- ⚠ **Menaces hybrides:** cyberattaques, campagnes de désinformation, activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger, ainsi que sabotage d'infrastructures critiques.
- ⚠ **Crises géopolitiques:** conflits armés, y compris la possibilité d'une agression armée contre des États membres.

Pour de plus amples informations, voir l'analyse complète des risques auxquels l'Europe est confrontée ([Analysis of Risks Europe is facing](#)), réalisée par la Commission.

Fonctionnant 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, le centre de coordination de la réaction d'urgence assure un déploiement rapide de l'aide d'urgence et sert de plateforme de coordination pour les États membres, les 10 autres États participants, le pays touché et les experts en matière de protection civile et d'aide humanitaire. En 2025, le mécanisme de protection civile de l'UE a été activé 64 fois dans le monde entier, tandis que, globalement depuis 2001, le centre a coordonné l'aide plus de 830 fois.



↑  
Des pompiers grecs combattant un incendie de forêt dans la région de Paiania, dans l'Attique de l'Est (Grèce), le 26 août 2025. Des pompiers français et roumains ont également apporté leur soutien.

## L'action menée en 2025 pour faire face à la crise climatique, en chiffres

18

Le mécanisme de protection civile de l'UE a été activé **18** fois pour lutter contre des incendies de forêt en Europe et au-delà, soit le plus grand nombre d'activations jamais enregistré pour des incendies de forêt au cours d'une année donnée.

58

**58** aéronefs — 38 avions et 20 hélicoptères — et plus de **740** pompiers et secouristes ont été déployés au cours de l'été pour lutter contre des incendies de forêt dans 11 États membres.

280

Il a été proposé d'allouer **280 millions d'euros** au titre du Fonds de solidarité pour soutenir des efforts de redressement en Autriche, en Bosnie-Herzégovine, en Moldavie, en Pologne, en Slovaquie et en Tchéquie, à la suite des inondations causées par la tempête Boris en 2024.

650

**650** pompiers provenant de **14** États membres ont été positionnés sur des sites à haut risque en Grèce, en Espagne, en France et au Portugal afin de se préparer à l'été.

100

Une avance de **100 millions d'euros** a été octroyée par le Fonds de solidarité de l'UE pour aider l'Espagne à financer ses efforts de redressement à la suite de la tempête qui a provoqué des inondations catastrophiques à Valence en 2024.



# Renforcer la sécurité intérieure, le contrôle des frontières et la gestion des migrations

Pour faire face à l'expansion des menaces pour la sécurité et des menaces hybrides, telles que le terrorisme, la criminalité organisée, la cybercriminalité et les attaques contre les infrastructures critiques, l'UE a besoin d'une nouvelle approche en matière de sécurité intérieure, de contrôle des frontières et de gestion des migrations. Le soutien apporté par l'Union dans ces domaines vise à aider les États membres à mettre en œuvre le [pacte sur la migration et l'asile](#), qui entrera en application en juin 2026 (par exemple en mettant en place des procédures d'asile plus rapides et des retours plus efficaces). Il devrait également permettre de soutenir les États membres dans la numérisation de la gestion des contrôles aux frontières, de mieux équiper les garde-frontières et de renforcer la coopération avec les pays tiers. Il vise enfin à doter les autorités répressives de capacités modernisées afin de lutter contre le terrorisme et la criminalité organisée, tant en ligne qu'hors ligne.

## Améliorer la sécurité intérieure

La criminalité gagne en rapidité, se numérise de plus en plus et s'organise de mieux en mieux. Les menaces hybrides portent atteinte à nos démocraties et à nos sociétés. Les menaces terroristes restent à des niveaux élevés et se nourrissent des crises régionales. Conformément aux [priorités politiques](#) de la Commission, l'action menée par l'UE face à cette nouvelle réalité a été déployée en grande partie pendant le printemps 2025, avec le lancement, le 1<sup>er</sup> avril, de [ProtectEU](#), la nouvelle stratégie de sécurité intérieure de l'UE. Cette approche globale, couvrant l'ensemble de la société, des menaces pour la sécurité en ligne et hors ligne (y compris le terrorisme, la criminalité organisée, la cybercriminalité, les attaques contre les infrastructures critiques et les menaces hybrides) inclut les citoyens, les entreprises, les chercheurs et la société civile. Elle garantira également l'intégration de la sécurité dans la législation et les politiques de l'UE.

## Principes essentiels

- 1 **Une approche englobant l'ensemble de la société**, y compris les citoyens, les entreprises, la société civile, les chercheurs, les universitaires et les entités privées.
- 2 **La prise en compte de la sécurité dans toutes les initiatives de l'UE**, et l'intégration d'un contrôle de sécurité dans les initiatives nouvelles.
- 3 **La stimulation des investissements dans la sécurité**, avec un accroissement des ressources consacrées aux services répressifs, à de meilleurs équipements, à des investissements dans les technologies et à un renforcement des agences de l'UE.

## Domaines prioritaires et actions clés



**Sensibiliser davantage aux menaces** grâce à un meilleur partage des renseignements.



**Renforcer les capacités des services répressifs**, notamment en faisant d'Europol une agence de police véritablement opérationnelle et en renforçant Frontex en lui fournissant à terme jusqu'à 30 000 agents supplémentaires.



**Renforcer la résilience face aux menaces hybrides**, notamment en aidant les États membres pour la sécurisation de toutes les infrastructures critiques, aussi bien physiques que numériques.



**Lutter contre la criminalité organisée**, en garantissant notamment une meilleure protection des jeunes.



**Lutter contre le terrorisme**, y compris au moyen d'une nouvelle boîte à outils pour la prévention de la radicalisation.



**Renforcer la coopération mondiale**, notamment en accélérant l'intégration des pays candidats à l'adhésion dans l'architecture de sécurité de l'UE.



↑  
Les lauréats du prix de l'innovation dans le domaine de la sécurité 2025. Ce prix est décerné à des visionnaires qui sont à l'avant-garde pour élaborer des solutions avancées afin de préserver notre société et protéger nos citoyens. Ce prix est également l'occasion de promouvoir des innovations fondées sur des projets de recherche en matière de sécurité financés par l'UE au titre d'Horizon Europe. En juin, 250 millions d'euros ont été mis à disposition pour de nouveaux projets de recherche et d'innovation en matière de sécurité. Varsovie (Pologne), 24 juin 2025.

L'UE a renforcé son engagement à protéger ses citoyens, à prévenir de futures attaques et à promouvoir une Europe plus sûre et mieux sécurisée pour tous grâce à un investissement de 30 millions d'euros au titre du Fonds pour la sécurité intérieure pour 13 projets sélectionnés. Cela contribuera à renforcer la protection des espaces publics tels que les centres commerciaux, les transports publics, les lieux de divertissement et les lieux de culte.

## Mesures de lutte contre le trafic de drogue, la criminalité organisée et le terrorisme

- ✓ Le nouveau **plan d'action de l'UE contre le trafic de drogue** porte sur des mesures opérationnelles clés dans six domaines prioritaires: s'adapter à l'évolution des méthodes et des itinéraires utilisés par les réseaux criminels; prévenir la criminalité et réduire la violence liée à la drogue; renforcer la coopération entre les services répressifs, judiciaires et douaniers; s'attaquer au problème des drogues de synthèse et des précurseurs de drogues; faire progresser la recherche, le développement et l'innovation, notamment avec un nouveau campus de la sécurité et de l'innovation, qui doit être lancé en 2026; et renforcer la coopération internationale.
- ✓ Des accords sur le transfert de données des dossiers passagers ont été signés en octobre, en marge du Conseil «Justice et affaires intérieures», avec l'Islande et la Norvège en vue de renforcer la coopération en matière répressive et d'intensifier la lutte conjointe contre le terrorisme et la grande criminalité organisée, notamment le trafic de drogue, le trafic d'armes à feu et la traite d'êtres humains.
- ✓ Un **schéma directeur de l'UE sur la gestion des crises de cybersécurité** a été adopté afin de fournir des orientations sur la réponse de l'UE en cas de crises ou d'incidents majeurs liés à la cybersécurité.
- ✓ Un nouveau **plan d'action visant à renforcer la cybersécurité des hôpitaux et des prestataires de soins de santé** créera un environnement plus sûr et plus sécurisé pour les patients et les professionnels de santé.
- ✓ Les **premières étapes vers la signature et la ratification par l'UE de la convention des Nations unies contre la cybercriminalité** ont été franchies.
- ✓ Un **guichet unique permettant aux entreprises de signaler les incidents de cybersécurité en vertu de plusieurs actes législatifs** réduira la charge pesant sur les entités et renforcera la cybersécurité en accélérant et en simplifiant la procédure de signalement.

## DERNIÈRES DONNÉES DISPONIBLES SUR LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS DANS L'UE

# 9 678

victimes de la traite des êtres humains enregistrées en 2024.

# 8 %

en moins par rapport à l'année précédente.

# 63 %

étaient des femmes ou des filles.

Source: Eurostat, «Statistiques sur la traite des êtres humains», janvier 2026.

Par l'intermédiaire de ProtectEU, la Commission s'est attachée à élaborer une nouvelle stratégie de lutte contre la traite des êtres humains, qui englobe toutes les étapes, de la prévention jusqu'à l'engagement de poursuites.

À l'occasion de sa visite en Égypte, le commissaire Brunner a assisté à la cérémonie de signature de l'arrangement de travail entre Europol et l'Égypte, qui renforcera la coopération en matière répressive pour lutter contre le terrorisme, le trafic de drogue, le trafic de migrants et la criminalité organisée. Cet accord historique, le premier de ce type en Afrique du Nord, renforcera la coopération en matière répressive entre le nord et le sud de la Méditerranée. Le commissaire a également participé à la deuxième conférence ministérielle du processus de Khartoum, qui promeut la coopération entre les pays situés le long des routes migratoires entre la Corne de l'Afrique et l'Europe.



↑ Magnus Brunner (à gauche), commissaire européen chargé des affaires intérieures et de la migration, discutant de la coopération en matière de gestion de la migration avec Badr Abdelatty (à droite), ministre égyptien des affaires étrangères. Le Caire (Égypte), 9 avril 2025.

## Renforcer les frontières communes

En 2025, l'UE s'est employée principalement, en ce qui concerne les frontières communes, à les sécuriser encore davantage en mettant en place un système numérique de gestion des frontières pleinement opérationnel; en mettant en œuvre une approche de gestion intégrée des frontières et une stratégie de l'UE en matière de politique des visas; et en garantissant un espace Schengen complet et pleinement opérationnel.

Les travaux se poursuivront dans les domaines suivants:

- ✓ le renforcement de la gouvernance politique et opérationnelle par la mise en œuvre effective des règles convenues et l'utilisation de systèmes, de ressources et d'infrastructures d'information communs fournis par l'architecture d'interopérabilité;
- ✓ l'accélération de la mise en œuvre du cadre de numérisation afin de prévenir les risques pour la sécurité;
- ✓ la poursuite des investissements dans la recherche et l'innovation;
- ✓ la poursuite de l'adaptation à l'évolution de la situation en matière de sécurité au moyen d'un tableau commun de renseignement, d'actions opérationnelles conjointes et d'une coopération renforcée entre les services répressifs, y compris dans les régions frontalières intérieures;
- ✓ l'adoption de mesures pour garantir le retour effectif des personnes en séjour irrégulier dans l'UE.

La Commission continuera de suivre les progrès accomplis en la matière au moyen du tableau de bord Schengen annuel et poursuivra la consolidation du mécanisme d'évaluation et de contrôle Schengen, qui inclut les systèmes des pays de l'espace Schengen et des pays candidats à l'adhésion à l'UE. La Commission, avec le soutien du coordinateur Schengen, continuera d'aider les États membres à assurer une coopération opérationnelle transfrontière efficace en matière répressive.

## MAI

- L'Europe célèbre la première Journée européenne de la sécurité des voyages à l'étranger.
- Le service partagé d'établissement de correspondances biométriques est lancé, ce qui constitue une étape importante dans l'action menée par l'UE pour renforcer la sécurité intérieure, le contrôle aux frontières et la gestion des migrations.

## JUIN

- Frontex et la Bosnie-Herzégovine signent un accord sur le statut afin de renforcer leur coopération en matière de migration et de gestion des frontières.
- À la suite de négociations interinstitutionnelles, le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne parviennent à un accord sur les règles relatives à la suspension de l'exemption de visa pour les citoyens des pays tiers.

## OCTOBRE

- Lancement progressif du système d'entrée/de sortie de l'UE, qui recueille des données biométriques telles que les empreintes digitales, l'image faciale et d'autres informations sur les voyages, et remplacera progressivement le système actuel d'apposition de cachets sur les passeports.

## 40 ans d'exemption de visa

Le 14 juin, l'Europe a célébré le 40<sup>e</sup> anniversaire de la signature de l'accord de Schengen. Au cours des quatre dernières décennies, cet accord a procuré plus de liberté, renforcé la sécurité et ouvert des perspectives économiques. L'espace Schengen est plus qu'une zone géographique: il témoigne de la mobilisation de l'Europe en faveur d'un continent libre, uni, prospère et sûr. Plus grande zone de libre circulation transnationale au monde, l'espace Schengen est une pierre angulaire de l'identité européenne et un atout stratégique pour l'Europe.

- ✓ **29 pays** dans l'espace Schengen (25 États membres de l'UE et quatre pays associés).
- ✓ **Plus de 450 millions de personnes** vivent dans l'espace Schengen.
- ✓ **Plus de 3,5 millions de personnes** franchissent les frontières intérieures chaque jour.
- ✓ **Plus de 32 millions d'entreprises** bénéficient dans l'espace Schengen de transports plus rapides, de coûts réduits et d'un volume d'échanges accru.



## Gérer les migrations avec fermeté et équité

La migration reste un défi européen auquel il convient d'apporter une solution européenne axée sur la solidarité. Les schémas migratoires continuent d'évoluer. Les arrivées irrégulières dans l'espace Schengen sont en baisse constante, mais les pressions qui se sont accumulées sur l'Europe au fil des ans continuent d'assécher les ressources dans les États membres. Bien que les pressions varient d'un endroit à l'autre, les effets sont partagés: les écoles, le logement et les services locaux sont directement touchés et la société est mise à rude épreuve.

Il est essentiel de disposer d'un cadre juridique solide qui soit appliqué de manière équilibrée dans l'ensemble de l'UE. En 2025, il a été nécessaire d'intensifier les efforts aux niveaux politique et technique pour que tous les États membres soient correctement préparés à mettre en œuvre les actes juridiques composant le pacte sur la migration et l'asile en ce qui concerne le plan commun de mise en œuvre présenté par la Commission. L'UE a continué de réaliser des progrès significatifs dans la mise en œuvre des actes juridiques composant le pacte, et la Commission a continué de fournir un soutien effectif aux États membres. Cette dernière a présenté plusieurs mesures visant à accélérer le plan de mise en œuvre. Il s'agissait notamment d'introduire deux règles importantes du pacte afin de faciliter l'application du concept de «pays tiers sûr», d'accélérer les procédures d'asile et de réduire la pression sur les régimes d'asile, tout en préservant les garanties juridiques pour les demandeurs et en veillant au respect des droits fondamentaux.

La Commission a également proposé d'établir une première liste de l'UE des pays d'origine sûrs. Certains États membres disposent déjà de listes nationales; la liste de l'UE viendrait les compléter et favoriserait une application plus uniforme du concept. Les États membres pourraient ainsi traiter les demandes d'asile des ressortissants des pays inscrits sur la liste dans le cadre d'une procédure accélérée, au motif qu'il est peu probable que leurs demandes aboutissent.

### De nouvelles règles essentielles pour accélérer les procédures d'asile

- ✔ **Taux de reconnaissance seuil de 20 %.** Les États membres peuvent appliquer la procédure à la frontière ou une procédure accélérée aux personnes en provenance de pays pour lesquels, en moyenne, 20 % ou moins de demandeurs se voient accorder une protection internationale dans l'UE.
- ✔ **Des pays tiers sûrs et des pays d'origine sûrs peuvent se voir accorder des dérogations.** L'exclusion de certaines régions ou catégories de personnes clairement identifiables offre une plus grande souplesse aux États membres.

En mars, la Commission a proposé d'établir, dans l'ensemble de l'UE, un système européen commun en matière de retour assorti de procédures de retour plus rapides, plus simples et plus efficaces. Les règles proposées en matière de retour contiennent des dispositions concernant les personnes qui représentent une menace pour la sécurité. Elles prévoient également la possibilité de renvoyer des personnes vers des pays tiers sur la base d'un accord ou d'un arrangement, dans des conditions garantissant le respect des normes internationales en matière de droits de l'homme et du principe de non-refoulement.

## SYSTÈME EUROPÉEN COMMUN EN MATIÈRE DE RETOUR

### Système de l'UE unique

- Le règlement vise à établir un système commun en matière de retour et à harmoniser davantage les règles en la matière.
- La décision de retour européenne harmonise les procédures.

### Reconnaissance mutuelle

- Des décisions de retour qui peuvent être reconnues dans tous les États membres.
- Obligatoire à partir de juillet 2027.

### Retour volontaire d'abord, forcé si nécessaire

- Incitations au retour volontaire.
- Retour forcé obligatoire en cas de défaut de coopération, de fuite ou de risques pour la sécurité.

### Obligations et conséquences claires

- Coopération requise avec les autorités.
- Sanctions en cas de défaut de coopération.
- Incitations à la coopération: aide au retour volontaire.

### Garanties et droits

- Droit à une protection juridictionnelle effective.
- Protection des personnes vulnérables, des mineurs et des familles.
- Plein respect des droits de l'homme et du principe de non-refoulement.

### Outils d'application plus stricts

- Garanties financières et obligations d'information.
- Exigences en matière de résidence désignée.
- Détention d'une durée maximale de 24 mois (pouvant être prolongée en cas de risques pour la sécurité).

### Dispositions relatives aux risques pour la sécurité

- Dépistage précoce des menaces.
- Interdictions d'entrée plus longues et règles de détention plus strictes.
- Retour forcé obligatoire en cas de risques identifiés.

### Plateformes de réadmission et de retour

- Demandes de réadmission systématiques envoyées aux pays tiers.
- Partage sécurisé des données à des fins de contrôle de l'application de la législation.
- Retour sur la base d'accords ou d'arrangements (à l'exclusion des mineurs et des familles).

Le premier [rapport européen annuel sur l'asile et la migration](#) montre une amélioration continue de la situation migratoire au cours de la période de référence (de juillet 2024 à juin 2025), les franchissements illégaux des frontières ayant diminué de 35 %, en partie grâce à une coopération renforcée avec les pays partenaires.

Une étape importante vers la mise en œuvre intégrale du pacte a été le lancement du premier cycle annuel de gestion de la migration et du nouveau mécanisme de solidarité, qui combine solidarité obligatoire et flexibilité. Cela implique un soutien accru aux États membres soumis à une pression migratoire et, pour les États membres contributeurs, une plus grande flexibilité en ce qui concerne le choix de leurs contributions: relocalisations de demandeurs de protection internationale ou de bénéficiaires d'une protection internationale; contributions financières, y compris pour une action dans un pays tiers ou en rapport avec celui-ci; ou autres mesures de solidarité telles que le déploiement de personnel ou de mesures axées sur le renforcement des capacités.

La Commission a également continué de collaborer avec les États membres afin d'ouvrir des voies légales de migration, en fonction des besoins en compétences de leurs économies et de leurs régions. En juin, l'initiative [«Partenariats et financement pour l'inclusion des migrants»](#) a montré avec succès qu'un financement et une collaboration créatifs pouvaient faciliter l'intégration des ressortissants de pays tiers dans les États membres.

### L'initiative «Partenariats et financement pour l'inclusion des migrants» favorise l'intégration des migrants en Europe

- **4 projets pilotes** (Belgique, Italie, Pays-Bas, Finlande).
- Plus de **600 familles de migrants** ont participé à des activités d'intégration.
- **848 professionnels** formés à l'inclusion financière des migrants.
- Plus de **1 200 migrants** ont bénéficié d'un soutien sur mesure, notamment en matière de formation et d'accompagnement.
- **77 microcrédits** accordés, afin d'encourager le travail indépendant et l'autonomie économique.

### Supprimer les obstacles concernant:

- 1 l'intégration sur les marchés du travail;
- 2 l'inclusion sociale et la discrimination;
- 3 l'accès à l'éducation et à la formation;
- 4 les complexités administratives et juridiques.



Un travailleur humanitaire de l'Organisation internationale pour les migrations marchant à travers un centre d'accueil pour réfugiés. Le [rapport 2025 sur la situation de l'asile](#), publié par l'Agence de l'Union européenne pour l'asile, indiquait que le nombre de demandes d'asile introduites dans les pays de l'UE+ avait diminué de 11 % en 2024. Cinq pays de l'UE — l'Allemagne (237 000), l'Espagne (166 000), l'Italie (159 000), la France (159 000) et la Grèce (74 000) — ont reçu près de quatre cinquièmes de l'ensemble des demandes introduites dans l'UE+.



## CHAPITRE 4

# SOUTENIR LES CITOYENS ET RENFORCER LES SOCIÉTÉS

## Introduction

Ces dernières années, face aux défis mondiaux, à la crise du coût de la vie, au changement climatique et aux complexités liées à la transition numérique, l'Union européenne a redoublé d'efforts pour protéger les citoyens et les communautés et leur donner les moyens d'agir. En 2025, ses travaux visant à améliorer les conditions de vie et de travail pour tous se sont poursuivis. L'année a été marquée par des initiatives en vue de remédier aux pénuries de main-d'œuvre et de compétences, favorisant

ainsi la croissance durable et inclusive de l'UE et garantissant sa compétitivité. L'Union a continué de soutenir de nouvelles mesures afin que les travailleurs puissent jouir de leurs droits sociaux. En outre, veiller à ce que tous les citoyens soient traités de manière équitable, quel que soit leur milieu d'origine, est resté une priorité fondamentale, avec la mise en place d'un cadre essentiel de lutte contre la violence fondée sur le genre, ainsi que de plans visant à renforcer les droits des consommateurs.



Des jeunes participant à un dialogue politique en faveur de la jeunesse sur les partenariats internationaux, Bruxelles (Belgique), 6 mars 2025.

# Promouvoir l'équité sociale dans l'économie moderne

Le socle européen des droits sociaux fait office de balise guidant l'UE vers une Europe sociale forte, équitable et inclusive, qui assure l'égalité des chances pour tous. En 2025, la Commission européenne a procédé à un réexamen du plan d'action sur le socle européen des droits sociaux dans le but de mieux mettre en œuvre ce socle, en transformant ses 20 principes clés en actions concrètes au profit des citoyens. Parallèlement, la Commission a entamé ses travaux sur la future stratégie européenne de lutte contre la pauvreté, la première de ce type au niveau de l'UE.

Le dialogue social joue un rôle primordial dans la préservation de la compétitivité des entreprises européennes, car il stimule la productivité, favorise des emplois de qualité et garantit l'équité sociale. Le 5 mars, la Commission et ses partenaires sociaux interprofessionnels ont signé un nouveau pacte pour le dialogue social européen qui vise à renforcer le rôle des partenaires sociaux dans l'élaboration des politiques sociales, du marché du travail et de l'emploi. En outre, le Parlement européen et les États membres sont parvenus, au cours de l'année, à un accord politique sur la directive révisée sur les comités d'entreprise européens, qui renforce la participation significative des travailleurs aux décisions des entreprises afin de contribuer à gérer le changement dans des contextes transnationaux.

L'économie sociale s'est fermement imposée comme faisant partie intégrante de l'économie et de la société de l'UE, contribuant ainsi à la prospérité, à la compétitivité et à la résilience de l'Europe. En 2025, la Commission a lancé l'examen à mi-parcours de son plan d'action pour l'économie sociale 2021-2030. Plus de 4,3 millions d'associations, de coopératives, de mutuelles, de fondations et d'entreprises sociales mènent déjà des activités qui privilégient les objectifs sociaux et environnementaux par rapport au profit.

## OBJECTIFS DE L'UE POUR 2030

Au moins

**78 %**

de la population âgée de 20 à 64 ans devrait avoir un emploi.

Au moins

**60 %**

des adultes devraient participer à des activités de formation chaque année.

Réduction d'au moins

**15 millions**

du nombre de personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale.

## Compétences pour la prospérité de l'UE et pour la résilience économique et sociétale

Le capital humain est essentiel à la prospérité, à la démocratie, à la résilience économique et sociétale, et à l'économie sociale de marché unique de l'UE. Afin d'être compétitive et prête pour l'avenir, l'Union doit aider et préparer ses citoyens à acquérir les compétences nécessaires pour réussir dans leur parcours scolaire, le travail et la vie courante, comme l'a souligné la communication sur la boussole pour la compétitivité (voir le chapitre 2).

### 1 adulte sur 5

**éprouve des difficultés à lire et à écrire**

(DG «Éducation, jeunesse, sport et culture», Suivi de l'éducation et de la formation 2025 — Rapport comparatif, chapitre 7.2, 2025).

### 1 jeune de 15 ans sur 4

**ne maîtrise pas la lecture, les mathématiques et les sciences**

(DG «Éducation, jeunesse, sport et culture», *The twin challenge of equity and excellence in basic skills in the EU*, 2024).

Près de

### 4 PME sur 5

**ne trouvent pas les talents dont elles ont besoin**

(Commission européenne, Eurobaromètre Flash 529, septembre 2023).

C'est pourquoi, en mars, la Commission a lancé l'union des compétences, une stratégie globale visant à soutenir le développement de systèmes d'éducation, de formation et de compétences de qualité, inclusifs et adaptables afin d'accroître la compétitivité de l'UE. Dans ce contexte, le renforcement de la veille stratégique sur les besoins en compétences au niveau de l'Union revêtira une importance capitale pour l'élaboration de politiques efficaces et ciblées. L'union des compétences s'appuie également sur les mesures déjà prises dans le cadre de l'espace européen de l'éducation (EEE) et fonctionne en synergie avec elles.



↑  
Roxana Mînzatu, vice-présidente exécutive de la Commission européenne chargée des droits sociaux et des compétences, des emplois de qualité et de l'état de préparation (à gauche), visite le département de physique de l'université de Stockholm (Suède), le 10 octobre 2025.

## L'union des compétences

**Renforcer les compétences** pour des vies et des emplois de qualité.

**Perfectionnement et reconversion professionnels** pour les transitions numérique et propre.

**Faire circuler les compétences** dans l'ensemble de l'Union dans l'intérêt de la compétitivité.

**Attirer, développer et retenir les talents** pour assurer l'avenir de l'Europe.

Une augmentation de seulement 0,1 % des investissements dans les compétences pour les jeunes travailleurs pourrait augmenter l'emploi de 0,25 % et le produit intérieur brut de 0,18 % (DG «Emploi, affaires sociales et inclusion», *Employment and Social Developments in Europe 2024*, 2024).

Entre 2021 et 2027, l'UE investit plus de 150 milliards d'euros pour aider les citoyens, les entreprises, les établissements d'enseignement et d'autres acteurs à développer l'éducation et les compétences nécessaires à une économie européenne prospère et compétitive. Dans le nouveau cadre financier pluriannuel (voir le [chapitre 8](#)), qui devrait s'étendre de 2028 à 2034, la Commission propose qu'au moins 14 % des fonds prévus dans les [plans de partenariat national et régional](#) (à l'exception des montants réservés à l'agriculture et au Fonds social pour le climat) soient consacrés à des objectifs sociaux. Le nouveau budget contribuera à la réalisation des objectifs du socle européen des droits sociaux en investissant dans le capital humain grâce à des emplois de qualité, à l'inclusion sociale, à l'éducation, aux compétences, à la santé, au logement et aux infrastructures sociales.

Investir dans les citoyens, reconnaître leurs compétences et attirer les talents dans toute l'Europe sont des piliers essentiels de l'union des compétences. En 2025, la Commission a célébré les 20 ans d'[Europass](#), une plateforme en ligne gratuite et sécurisée qui soutient les citoyens tout au long de leur parcours professionnel.



Attirer des talents de pays tiers figure parmi les principaux objectifs de l'union des compétences. En novembre, le Parlement et le Conseil de l'Union européenne sont également parvenus à un accord politique sur le [réservoir européen de talents](#), un outil essentiel pour remédier aux pénuries de main-d'œuvre et de compétences dans l'UE. Il s'agira d'une plateforme conviviale, moderne et fiable permettant de mettre en relation les demandeurs d'emploi issus de pays tiers et les employeurs de l'UE. En outre, un projet pilote de l'action Marie Skłodowska-Curie «MSCA Choose Europe» a été lancé en 2025 afin d'accroître l'attractivité des carrières européennes dans la recherche en s'attaquant au problème de la précarité et en offrant d'excellentes conditions de travail.

## Fournir des emplois de qualité

Garantir la disponibilité d'emplois de qualité contribue non seulement à favoriser l'équité sociale, mais aussi à créer un paysage industriel solide et compétitif. La Commission a adopté la [feuille de route pour des emplois de qualité](#) en décembre. Élaborée avec la participation étroite des partenaires sociaux, elle met l'accent sur la création et la préservation d'emplois de qualité, en particulier à l'occasion de la transition vers une énergie propre et de la transition numérique, tout en veillant à ce que les droits des travailleurs suivent le rythme d'une économie moderne. La feuille de route appelle également au respect des droits existants, à des services de qualité pour tous et dans toutes les régions, à un financement adéquat et à un renforcement du dialogue social et de la négociation collective. Parallèlement, la Commission a lancé la [première phase de consultation concernant un acte législatif sur des emplois de qualité](#) afin de recueillir les points de vue des partenaires sociaux sur une éventuelle initiative dans ce domaine.

## Soutenir les travailleurs

Si les outils numériques offrent aux travailleurs comme aux employeurs une plus grande flexibilité, permettant une meilleure autonomie et une plus grande innovation, ils entraînent également de plus en plus d'appels à des garanties pour veiller à ce que la numérisation n'affaiblisse pas les droits des travailleurs. En 2025, la Commission a continué de prendre des mesures pour défendre le droit des travailleurs à la déconnexion et au télétravail équitable, clôturant ainsi la deuxième phase des consultations avec les partenaires sociaux. En outre, à la fin de l'année, la Commission avait achevé avec succès les travaux du groupe d'experts consacré à la transposition de la directive sur le travail via une plateforme en droit national, ce que les États membres sont tenus de faire d'ici à décembre 2026.

En juillet, la Commission a proposé des garanties plus strictes pour les travailleurs exposés à des substances dangereuses avec de nouvelles limites d'exposition aux produits chimiques. Ces mesures devraient prévenir environ 1 700 cas de cancer du poumon et 19 000 autres maladies graves au cours des 40 prochaines années et pourraient permettre d'économiser jusqu'à 1,16 milliard d'euros en soins de santé. La proposition de la Commission va être examinée par le Parlement et le Conseil. Dans le même ordre d'idées, l'UE a également publié une nouvelle liste indicative de médicaments dangereux, ainsi que des lignes directrices pour la gestion des risques pour la santé et la sécurité liés à l'amiante.

Dans un environnement géopolitique de plus en plus difficile, le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation en faveur des travailleurs licenciés a continué d'aider les travailleurs licenciés en raison de restructurations majeures. En tant qu'initiative phare du plan d'action relatif à l'avenir du secteur automobile, le Fonds a fait l'objet d'une proposition de modification de la Commission afin de permettre aux entreprises de demander une aide pour les travailleurs confrontés à un licenciement imminent.

## FINANCEMENT AU TITRE DU FONDS EUROPÉEN D'AJUSTEMENT À LA MONDIALISATION EN FAVEUR DES TRAVAILLEURS LICENCIÉS

### 8 millions d'euros

pour aider 2 400 travailleurs licenciés à la suite de la faillite du constructeur belge d'autocars Van Hool.

### 1 million d'euros

pour soutenir 417 anciens salariés en Belgique après la fermeture de l'usine du fabricant de puces BelGaN.

### 3 millions d'euros

pour aider 915 travailleurs licenciés à la suite de la fermeture en Allemagne du site de production de Goodyear à Fulda et de la fermeture partielle du site de Hanau.

### 8,5 millions d'euros

pour soutenir 5 800 travailleurs licenciés après la faillite du fabricant de batteries Northvolt en Suède.

En outre, en mai, les syndicats et les organisations patronales de cinq secteurs ont signé des lignes directrices pour prévenir et combattre la violence et le harcèlement liés au travail. Ces orientations élargissent le champ d'application des lignes directrices existantes afin d'y inclure la cyberviolence et soulignent les principes d'égalité entre les hommes et les femmes et de lutte contre la discrimination.

## Logements et énergie abordables

Le manque de logements abordables est devenu un problème général et urgent dans toute l'Europe, ce qui rend plus difficile la mobilité des personnes à des fins d'études ou de travail et compromet dès lors la compétitivité et la prospérité économique de l'UE. À la suite d'une conférence organisée le 24 mars conjointement par le Parlement et la Commission, le processus a débuté en vue de l'élaboration du tout premier plan européen pour des logements abordables, adopté fin 2025 et s'appuyant sur la contribution d'un nouveau conseil consultatif sur le logement. Le plan vise à aider les États membres, les régions et les villes à relever les défis structurels, à débloquer les investissements publics et privés et, à terme, à améliorer l'accès à des logements durables, abordables et de qualité, y compris des logements sociaux.

Le plan propose en outre des mesures en faveur d'un secteur de la construction et de la rénovation plus productif et plus innovant afin de remédier à l'inadéquation entre l'offre et la demande de logements dans le cadre de la stratégie européenne pour la construction de logements. Elle s'appuiera sur l'initiative du nouveau Bauhaus européen, au sujet de laquelle la Commission a adopté une communication et une proposition de recommandation du Conseil en décembre, ainsi que le plan européen pour des logements abordables. L'initiative vise à promouvoir des espaces, des produits et des modes de vie durables, inclusifs et esthétiques, en s'alignant sur le pacte vert pour l'Europe et sur le pacte pour une industrie propre, tout en respectant la diversité des cultures et des traditions.

La question de l'accès à un logement abordable ne se limite pas aux groupes à faibles revenus. À cet égard, en 2025, la Commission a proposé de réviser la décision relative aux services d'intérêt économique général, dans le but de veiller à ce que les règles en matière d'aides d'État facilitent les investissements dans le logement abordable et le logement social. La Commission collaborera avec les autorités nationales, régionales et locales pour simplifier les règles et les procédures qui restreignent l'offre de logements, en mettant particulièrement l'accent sur la planification et l'octroi de permis. Une nouvelle initiative législative sur les locations de courte durée sera lancée pour soutenir les zones sous tension.



# 40 %

des jeunes considèrent le coût de la vie comme la principale préoccupation pour l'avenir.

Source: Parlement européen, Eurobaromètre Flash — Enquête sur la jeunesse 2024, février 2025.

Le plan, qui s'attaque de manière globale aux causes sous-jacentes de la crise du logement, sera particulièrement utile s'agissant des personnes les plus touchées: les jeunes, les étudiants, les travailleurs essentiels, les personnes à faibles revenus et les autres groupes défavorisés. La Commission mobilisera de nouveaux investissements en faveur du logement étudiant et du logement social et aidera les États membres à mettre en place de meilleures solutions pour les sans-abri sur la base des principes de la priorité au logement (*Housing First*).

L'UE s'emploie non seulement à rendre le logement plus abordable, mais aussi à aider les consommateurs à réduire leurs coûts énergétiques. Le plan d'action pour une énergie abordable soulagera les ménages et les entreprises confrontés à des factures énergétiques élevées (voir le chapitre 2), les économies résultant de la réduction de la dépendance de l'Europe à l'égard des combustibles fossiles pouvant atteindre 130 milliards d'euros d'ici à 2030. Des solutions supplémentaires sur mesure élaborées tout au long de l'année, telles que les règles révisées sur la consommation d'énergie des appareils électriques en mode veille, qui s'appliquent depuis le 9 mai, réduiront encore la consommation d'énergie.

À elles seules, les règles actualisées relatives au mode veille des appareils électriques devraient permettre aux consommateurs de l'UE d'économiser environ 530 millions d'euros par an d'ici à 2030.

Le Fonds social pour le climat mobilisera au moins 86,7 milliards d'euros de dépenses dans les États membres de 2026 à 2032. Le Fonds fournit des ressources pour soutenir les citoyens dans le cadre de la transition propre et pour faire face aux incidences sociales potentielles du nouveau système d'échange de quotas d'émission pour les bâtiments et le transport routier (SEQE 2) sur les ménages, microentreprises et usagers des transports vulnérables. En outre, en décembre, la Commission a approuvé le premier plan social national pour le climat, présenté par la Suède.



↑

Dan Jørgensen, commissaire européen chargé de l'énergie et du logement, lors d'une conférence de presse sur le plan d'action pour une énergie abordable, Bruxelles (Belgique), 26 février 2025.

## Donner corps à la protection des consommateurs

Grâce aux règles de l'UE en matière de protection des consommateurs, ceux-ci sont bien protégés contre les pratiques déloyales et ont le droit d'obtenir des informations claires sur les produits et services qu'ils achètent. Toutefois, l'essor de l'économie numérique et du commerce électronique a engendré de nouveaux défis pour les consommateurs en ligne.

Le nouvel agenda du consommateur pour la période 2025-2030, adopté le 19 novembre, met l'accent sur le renforcement des droits des consommateurs au sein du marché unique. Il permettra d'améliorer l'application de la législation, de stimuler la compétitivité et la prospérité durable, de protéger les consommateurs vulnérables, de réduire les charges administratives et de promouvoir une économie équitable, verte et numérique. Un élément important de l'agenda sera le règlement sur l'équité numérique, dont l'adoption est prévue pour le second semestre de 2026, qui vise spécifiquement à lutter contre les pratiques préjudiciables — telles que les interfaces truquées et le marketing trompeur des influenceurs — dans les espaces en ligne, en accordant la priorité aux mineurs. Il examinera également les possibilités de simplification et de réduction des charges sans mise en péril de la protection des consommateurs. La Commission a également publié une communication sur le commerce électronique afin de faire face aux risques pour la santé et la sécurité liés à la forte augmentation des importations de faible valeur sur les marchés de l'UE.

### Constatations du tableau de bord de la consommation 2025 de l'UE



Les acheteurs en ligne sont **60 %** plus susceptibles de rencontrer des problèmes que les acheteurs hors ligne.



**93 %** s'inquiètent de la publicité ciblée, notamment:

- la collecte de données à caractère personnel sans consentement (**71 %**);
- la publicité excessive (**67 %**);
- la personnalisation inévitable (**63 %**).



**45 %** avaient fait face à des tentatives d'escroquerie en ligne au cours de l'année précédente.

Nombre d'entre eux avaient été confrontés à des pratiques déloyales, telles que:

- des faux avis (**66 %**);
- des rabais trompeurs (**61 %**).

Le sommet européen des consommateurs de 2025 a réuni des décideurs politiques, des entreprises et des représentants de la société civile afin de discuter de la protection des consommateurs, du commerce électronique transfrontière et des marchés numériques, et d'élaborer le nouvel agenda du consommateur et le plan d'action connexe. Deux nouvelles plateformes de commerce électronique ont également adhéré à la charte sur la protection des consommateurs, rejoignant les dix signataires existants qui s'engagent à aller au-delà des exigences légales pour protéger les consommateurs et leurs droits numériques.



## Autres actions de protection des consommateurs en 2025

- Le Parlement et le Conseil sont parvenus à un accord politique sur les nouvelles règles relatives à la sécurité des jouets.
- Une enquête de la Commission et des autorités nationales de protection des consommateurs a révélé que près de la moitié des professionnels spécialisés dans la vente en ligne de biens d'occasion n'informent pas correctement les consommateurs de leurs droits de retour.
- En juillet, la Commission a organisé un dialogue sur la mise en œuvre de la protection des consommateurs dans l'environnement numérique.



Un technicien inspecte un produit sous microscope au laboratoire SGS à Bruxelles (Belgique), le 4 avril 2025. Des tests de sécurité sont effectués dans ce laboratoire pour s'assurer que les produits de consommation respectent les normes de sécurité de l'UE. Grâce au système Safety Gate de l'UE, les États membres peuvent rapidement partager des informations sur les produits non alimentaires dangereux, afin de protéger les consommateurs et les consommatrices dans toute l'Europe. Publié en 2025, le rapport annuel 2024 de la Commission sur Safety Gate a enregistré 4 137 alertes concernant des produits dangereux, ce qui a incité les autorités nationales de surveillance du marché à prendre rapidement des mesures pour les retirer du marché.



VIDÉO: Ensemble pour des avis en ligne fiables.

**Together for reliable online reviews**

- ★★★★★  
Schöner Aufenthalt, das Personal war freundlich und hilfsbereit.  
-Laura
- ★★★★★  
L'hôtel était propre et bien situé, parfait pour un court séjour.  
-Julien
- ★★★★★  
Fantastiskt hotell! Rent, tyst och väldigt bekvämt.  
-Ellin
- ★★★★★  
Pokój był w porządku, choć nieco głośnie. Obsługa pomocna.  
-Tomasz
- ★★★  
La ubicación era buena, pero la habitación no cumplió nuestras expectativas.  
-Carlos
- ★★★★★  
Personale gentile e ottima posizione, ma un po' rumoroso di notte.  
-Luca

Pour faire en sorte que les consommateurs aient accès à des évaluations et notes fiables pour les hébergements touristiques, l'UE a aidé les plateformes de réservation, les exploitants hôteliers et les organisations de consommateurs à élaborer un nouveau code de conduite.

# Restaurer l'unité de nos sociétés et soutenir les jeunes

## Engagement et participation des jeunes

L'importance des jeunes dans la construction de l'avenir de l'UE se reflète dans les orientations politiques pour la Commission 2024-2029. L'UE s'est engagée à écouter ce que les jeunes ont à dire et à répondre directement à leurs préoccupations.

Le nouveau comité consultatif des jeunes auprès de la présidence, les dialogues annuels sur la politique en faveur de la jeunesse et l'évaluation d'impact de la Commission du point de vue des jeunes ont placé les jeunes au cœur de l'élaboration des politiques de l'UE. En 2025, la Commission a appliqué pour la première fois l'évaluation d'impact du point de vue des jeunes à son programme de travail annuel, en consultant les jeunes et les organisations de jeunesse de la société civile sur des initiatives clés présentant un intérêt majeur pour les jeunes.

En outre, tous les commissaires ont organisé des dialogues sur la politique en faveur de la jeunesse afin d'encourager les jeunes à faire part de leurs points de vue, en veillant à ce que leur voix soit entendue au plus haut niveau du processus décisionnel de l'UE.

Le comité consultatif des jeunes auprès de la présidence réunit un jeune représentant du conseil national de la jeunesse de chaque État membre et un représentant du Forum européen de la jeunesse, ainsi que des observateurs des pays candidats et des candidats potentiels à l'adhésion à l'UE. Il conseille la présidente sur les questions les plus importantes pour les jeunes, fait part de leurs points de vue sur les politiques développées par la Commission et place les jeunes au cœur de l'élaboration des politiques de l'UE.



↑  
VIDÉO: le comité consultatif des jeunes auprès de la présidence.



Chaque commissaire a tenu son premier dialogue sur la politique en faveur de la jeunesse au cours des cent premiers jours du nouveau mandat et a continué à dialoguer personnellement avec les jeunes Européens tout au long de l'année.

## 41 dialogues

ont eu lieu depuis le début de ce mandat.

## 9 dialogues

ont apporté une contribution précieuse aux initiatives menées dans le cadre de l'évaluation d'impact du point de vue des jeunes, telles que le bouclier européen de la démocratie, le pacte européen pour l'océan et la vision pour l'agriculture et l'alimentation.

De nouvelles lignes directrices sur la protection des mineurs ont été adoptées dans le cadre du règlement sur les services numériques afin de protéger les enfants et les jeunes contre les risques en ligne tels que le pédopiéage, les contenus préjudiciables et les comportements problématiques et addictifs, ainsi que le cyberharcèlement et les pratiques commerciales préjudiciables.

Les orientations politiques de la Commission soulignent également l'importance de garantir l'équité intergénérationnelle, de mettre l'accent sur la nécessité de veiller à ce que les décisions prises aujourd'hui ne nuisent pas aux générations futures, et de favoriser la solidarité et le dialogue entre personnes d'âges différents. En 2025, la Commission a organisé un panel de citoyens européens (voir le chapitre 6) et une série de dialogues stratégiques avec les citoyens, les institutions et la société civile afin d'éclairer une future stratégie sur l'équité intergénérationnelle.



Raffaele Fitto, vice-président exécutif de la Commission européenne chargé de la cohésion et des réformes, lors d'un dialogue sur la politique en faveur de la jeunesse au cours duquel il a abordé des thèmes tels que les valeurs de l'UE et l'incidence des politiques et programmes de la Commission sur la vie quotidienne des citoyens de l'UE. Modène (Italie), 7 mars 2025.

## Soutenir l'éducation et jeter des ponts

L'union des compétences s'appuie largement sur l'EEE — une initiative visant à aider les États membres à mettre en place des systèmes d'éducation et de formation plus inclusifs et plus résilients — et est actuellement mise en œuvre en collaboration avec celui-ci. En juin, la Commission a publié un rapport sur l'évaluation intermédiaire de l'EEE, qui sert de base au Conseil pour convenir d'un nouveau cadre de coopération stratégique pour la période 2026-2030.

Un plan d'action sur les compétences de base et un plan stratégique pour l'éducation dans les STIM (sciences, technologies, ingénierie et mathématiques) relèveront également de l'union des compétences. Ces mesures visent à la fois à soutenir les efforts déployés par les États membres pour faire en sorte que tous les citoyens — de la petite enfance à l'âge adulte — possèdent de solides compétences de base et

à accroître la proportion d'étudiants inscrits dans les domaines des STIM, en accordant une attention particulière aux étudiantes.

Le succès du déploiement de l'union des compétences et de l'EEE repose sur un soutien solide à l'éducation et à la formation. Erasmus+ est une réussite durable de l'UE, avec près de 40 années d'impact sur l'épanouissement personnel et l'évolution académique de plus de 16 millions de personnes. Dans ce contexte, la Commission a proposé d'augmenter de 50 % le budget du programme Erasmus+ afin d'aider les jeunes, les apprenants adultes et le personnel à entreprendre une expérience de mobilité à des fins d'apprentissage dans d'autres États membres, renforçant ainsi le sentiment de connexion, les valeurs communes de l'Union et la participation civique. La proposition vise également à étendre le champ d'application du programme au volontariat, en créant un guichet unique pour tous les projets et initiatives en faveur de la jeunesse financés par l'UE.



En 2025, le programme Erasmus+ a reçu le prix du Cercle d'Economia pour l'intégration européenne.

↑  
Roxana Mînzatu, vice-présidente exécutive de la Commission européenne chargée des droits sociaux et des compétences, des emplois de qualité et de l'état de préparation, reçoit le prix de l'intégration européenne du Cercle d'Economia de Barcelone (Espagne), le 7 mai 2025.

Le sommet européen sur l'éducation et les compétences de 2025, qui avait pour thème «Favoriser la croissance de l'Europe», s'est concentré sur la préparation des systèmes éducatifs européens à des changements sociétaux et économiques rapides. Des ministres, des décideurs politiques, des éducateurs, des étudiants, des partenaires sociaux et des dirigeants de grandes entreprises ont discuté de la manière dont l'éducation peut renforcer la compétitivité, la cohésion et les valeurs démocratiques de l'Europe. La Commission a également présenté le nouveau rapport de suivi de l'éducation et de la formation et le rapport annuel Erasmus+ 2024.

Résolument déterminée à garantir la solidité de l'EEE, la Commission a convoqué en 2025 le premier forum du diplôme européen à Florence, en Italie. Il a réuni plus de 160 représentants des autorités nationales, des universités, des agences d'assurance qualité et des organisations d'étudiants afin de préparer le terrain pour le déploiement d'un label de diplôme européen dans le cadre de l'engagement de Florence.

Toutefois, l'éducation et le développement des compétences ne se limitent pas aux universités. Toute une série d'intervenants, tels que les prestataires d'enseignement et de formation professionnels (EFP), les écoles et les acteurs du marché du travail, bénéficient de projets de mobilité et de coopération à des fins d'apprentissage dans le cadre d'Erasmus+. Les centres d'excellence professionnelle, une initiative phare d'Erasmus+ dans le domaine de l'EFP, ont enregistré un nombre record de demandes en 2025, atteignant un total de 303, contre 132 l'année précédente. Pour la période 2021-2027, le programme Erasmus+ a alloué un budget indicatif de 400 millions d'euros pour financer ces centres. Dans l'appel à manifestation d'intérêt de 2025, le budget disponible permet de financer au moins 15 nouveaux projets Erasmus+.

## La déclaration de Herning sur un enseignement et une formation professionnels attractifs et inclusifs pour une compétitivité accrue et des emplois de qualité 2026-2030

Approuvée le 12 septembre 2025 par les ministres chargés de l'EFP des États membres, des pays candidats à l'adhésion à l'UE et des pays de l'Espace économique européen, ainsi que par les partenaires sociaux européens et la Commission, la déclaration de Herning renouvelle et renforce les efforts coordonnés de réforme de l'EFP en fonction de l'évolution des besoins de la société et du marché du travail. La déclaration constitue une contribution importante à la future stratégie européenne en matière d'EFP, annoncée dans le cadre de l'union des compétences, afin de contribuer à définir le nouveau cadre politique dans ce domaine pour la période 2026-2030.

L'Alliance européenne pour l'apprentissage a accueilli sa dernière manifestation de haut niveau au cours de l'été, réunissant plus de 230 participants. Les principales parties prenantes, des décideurs politiques, des partenaires sociaux, des prestataires d'enseignement, des entreprises et des apprentis se sont réunis pour examiner comment l'apprentissage peut stimuler la transition propre de l'Europe et développer une main-d'œuvre qualifiée et résiliente pour l'avenir. En collaboration avec la Fondation européenne pour la formation, elle a également organisé un séminaire à l'intention des pays partenaires au Monténégro en octobre.

En 2025, la Commission a continué de soutenir les négociations sur la proposition de directive relative aux stages, ainsi que sur la recommandation révisée du Conseil relative à un cadre de qualité renforcé pour les stages.

Pour la première fois, le plan d'action sur les compétences de base, qui fait partie de l'union des compétences, reconnaît également les compétences citoyennes aux côtés de celles telles que la lecture et l'écriture, les mathématiques et les sciences. Dans cette optique, le thème de l'édition 2025 du prix européen de l'enseignement innovant était «Éducation à la citoyenneté — Participation à la vie démocratique, valeurs communes et engagement civique». Au cours de l'année, dans le cadre des initiatives Jean Monnet «Apprendre l'UE» d'Erasmus+, 106 propositions ont été sélectionnées en vue de dispenser un minimum de 120 heures d'enseignement de la démocratie et des valeurs de l'UE par école sur une période de trois ans. Les réseaux scolaires Jean Monnet se sont également développés en 2025. Ces réseaux sont composés d'établissements d'au moins trois États membres et contribuent à intégrer les questions européennes dans l'apprentissage en classe dans l'enseignement primaire et secondaire ainsi que dans l'EFPP.

En outre, en 2025, la Commission a lancé deux cycles de candidature DiscoverEU, offrant plus de 75 000 titres de transport à des jeunes de 18 ans dans toute l'Europe. DiscoverEU aide les jeunes à explorer le patrimoine culturel commun du continent et à acquérir des aptitudes et des compétences qui leur seront utiles tout au long de leur vie. Ces cycles ont eu lieu dans le contexte du 40<sup>e</sup> anniversaire de l'accord de Schengen, marquant quatre décennies de libre circulation dans une grande partie de l'Europe.

## Une boussole culturelle pour l'Europe

À une époque marquée par des changements rapides, il est impératif de reconnaître et d'exploiter pleinement le potentiel de la culture et de relever les défis auxquels sont confrontés les secteurs et industries de la culture et de la création. La Commission a donc présenté une boussole culturelle pour l'Europe, qui définit une vision et des orientations clés pour placer la culture au cœur de l'élaboration des politiques de l'UE. L'ambition de la boussole s'appuie sur 20 initiatives phares, dont une proposition de charte des artistes de l'UE visant à améliorer les conditions de travail des professionnels de l'art et de la culture.



↑  
Glenn Micallef, commissaire européen chargé de l'équité intergénérationnelle, de la jeunesse, de la culture et du sport, présentant la boussole culturelle pour l'Europe lors de son adoption. Bruxelles (Belgique), 12 novembre 2025.

# Construire une véritable union de l'égalité

En 2025, l'UE a continué d'œuvrer à la réalisation d'une union de l'égalité. Dans ce contexte, une étape importante a été franchie en mars, lorsque la Commission a dévoilé sa feuille de route pour les droits des femmes. La feuille de route définit une vision à long terme pour parvenir à l'égalité entre les femmes et les hommes, qui vise à défendre et à faire progresser les droits des femmes et à relever les défis en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, y compris la discrimination, la violence et les préjugés facilités par la technologie. Le 16 octobre, des représentants des institutions de l'UE, des États membres et des organisations de défense des droits des femmes se sont réunis à Bruxelles, en Belgique, pour approuver officiellement la déclaration de principes pour une société égalitaire du point de vue du genre (disponible en annexe de la feuille de route). Cette déclaration s'appuie sur les progrès significatifs accomplis dans le cadre de la stratégie en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes 2020-2025 en vue d'œuvrer à une société dans laquelle les femmes et les filles peuvent s'épanouir sans discrimination ni violence.

## 1 femme sur 3

a subi des violences physiques ou sexuelles à l'âge adulte.

## 1 femme sur 5

a été victime de violence domestique.

## 1 femme sur 6

a subi des violences sexuelles.

Source: Eurostat, EIGE et FRA, EU gender-based violence survey – Key results, 2024.

En outre, en octobre, la Commission a également lancé sa stratégie en faveur de l'égalité de traitement à l'égard des personnes LGBTIQ+ pour la période 2026-2030, qui combine des mesures ciblées et des efforts accrus pour intégrer l'égalité de traitement à l'égard des personnes LGBTIQ+ dans toutes les politiques de l'UE. L'acceptation sociale des personnes LGBTIQ+ a augmenté dans l'ensemble de l'UE au cours des cinq dernières années. Selon l'Eurobaromètre sur la discrimination dans l'UE, environ 75 % des personnes déclarent être à l'aise avec leurs collègues gays, lesbiennes ou bisexuels. Néanmoins, les personnes LGBTIQ+ restent confrontées à des niveaux inacceptables de haine.

## 1 personne LGBTIQ+ sur 2

est encore victime de harcèlement motivé par la haine.

Source: FRA, LGBTIQ equality at a crossroads – Progress and challenges, 2024.



Des drapeaux européens et le drapeau de la fierté inclusif-intersexe flottent devant le Berlaymont à Bruxelles (Belgique), le 15 mai 2025.



## Lutte contre la discrimination

La lutte contre l'antisémitisme a constitué un autre domaine prioritaire pour l'UE en 2025, l'Europe ayant connu une recrudescence des incidents et actes de violence de haine antisémite visant les Juifs à la suite des attaques du 7 octobre 2023. En avril, la Commission a accueilli le deuxième forum de la société civile sur la lutte contre l'antisémitisme et le soutien à la vie juive, qui a réuni 250 experts et militants pour discuter de mesures spécifiques visant à renforcer encore la lutte contre l'antisémitisme dans l'UE. Face aux menaces manifestes, la stratégie de l'UE de lutte contre l'antisémitisme et de soutien à la vie juive pour la période 2021-2030 continuera d'orienter les actions de la Commission destinées à protéger la communauté juive.

La lutte contre le racisme et l'accessibilité figuraient également à l'ordre du jour en 2025. En avril, la Commission a lancé une nouvelle consultation publique visant à façonner la future stratégie de l'UE contre le racisme 2026-2030. Cette nouvelle stratégie mettra en place des mesures pour lutter contre toutes les formes de racisme, y compris l'antitsiganisme et la haine antimusulmane. Elle s'appuiera sur la voie définie dans le plan d'action de l'UE contre le racisme 2020-2025, qui vise à intensifier les efforts de lutte contre le racisme tant au niveau individuel qu'au niveau structurel.

S'appuyant sur la 18<sup>e</sup> réunion de la plateforme européenne pour l'intégration des Roms, qui s'est tenue le 2 octobre, la Commission a tenu un dialogue sur la mise en œuvre le 12 novembre afin de recenser les défis qui subsistent, les possibilités de simplification et les bonnes pratiques pour contribuer à la réalisation des objectifs du cadre stratégique de l'UE en faveur des Roms pour la période 2020-2030.



### 70 %

des Roms vivent dans la pauvreté. Bien que ce chiffre soit inférieur à celui de 2016 (**80 %**), les familles roms sont encore quatre fois plus susceptibles d'être confrontées à la pauvreté que la population générale de l'UE.

*Source: FRA, Rights of Roma and Travellers in 13 European countries, 2025.*

Sur le plan de l'accessibilité, l'acte législatif européen sur l'accessibilité, qui s'applique dans les États membres depuis le 28 juin, garantit que les produits et services essentiels — tels que les téléphones, les ordinateurs, les téléviseurs, les services bancaires et de paiement, les transports publics, les plateformes de commerce électronique et les communications électroniques — sont accessibles aux personnes handicapées, ce qui leur permet de participer plus facilement à la vie de la société.

La Commission a également annoncé, dans son programme de travail pour 2026, une communication sur le renforcement de la stratégie en faveur des droits des personnes handicapées. En novembre, la Commission a lancé un appel à contributions et une consultation publique ouverte afin de recueillir des informations sur les difficultés et les besoins actuels dans le but de garantir l'égalité des droits des personnes handicapées dans l'UE.



## Rendre les villes de l'UE plus accessibles

Garantir l'accessibilité des espaces constitue une première étape essentielle pour parvenir à l'égalité. L'année 2025 a marqué la 16<sup>e</sup> édition de l'Access City Award, un prix récompensant les efforts déployés par les villes de l'UE pour donner la priorité à l'accessibilité pour les personnes handicapées.

En décembre, Saragosse (Espagne) a remporté l'Access City Award 2026 pour avoir été un exemple remarquable de la manière dont les villes de l'UE peuvent intégrer avec succès l'accessibilité dans tous les aspects de la vie urbaine.

L'engagement de l'UE à lutter contre la discrimination s'étend à tous les espaces, y compris au numérique. En 2025, le code de conduite pour la lutte contre les discours haineux illégaux en ligne + a été évalué positivement par la Commission au titre de l'article 45 du règlement sur les services numériques et ce code révisé a donc été intégré dans le cadre de corégulation du règlement (voir le chapitre 6). Les signataires du code se sont engagés à renforcer leurs systèmes de détection et de suppression des discours haineux illégaux, à améliorer la transparence et la responsabilité et à collaborer étroitement avec la société civile pour prévenir la diffusion de tels contenus, entre autres.

**En 2025, la Commission a accru la visibilité des initiatives sociales axées sur le sport par l'intermédiaire de ses prix #BeActive, qui récompensent les organisations et les personnes qui utilisent le sport pour favoriser, entre autres, l'inclusion, l'égalité entre les hommes et les femmes, et la paix.**

## Célébrer les sociétés inclusives

Célébré chaque année en mai, le Mois européen de la diversité incarne l'engagement à long terme de l'UE en faveur de lieux de travail et de sociétés diversifiés et inclusifs. En 2025, plus de 500 événements ont eu lieu dans l'ensemble de l'UE.

L'un des temps forts a été la quatrième édition du prix annuel des capitales européennes de l'inclusion et de la diversité, qui récompense le travail accompli par les villes ou régions de l'UE pour promouvoir l'inclusion et créer des sociétés sans discrimination.

Les lauréats des différentes catégories étaient les suivants:

- administrations locales de plus de 50 000 habitants: Utrecht (Pays-Bas);
- administrations locales de moins de 50 000 habitants: Mariehamn (Finlande);
- prix spécial du logement inclusif: Braga (Portugal).





## CHAPITRE 5

# PRÉSERVER LA QUALITÉ DE VIE EN EUROPE

## Introduction

La qualité de vie en Europe dépend d'écosystèmes fonctionnels qui pourvoient à notre santé et à nos activités économiques ainsi qu'à un approvisionnement sûr et abordable en denrées alimentaires de qualité. L'Europe jouit de denrées alimentaires parmi les plus saines et les plus qualitatives au monde, grâce à nos agriculteurs, à nos pêcheurs et au secteur agroalimentaire au sens large. En 2025, l'Union européenne a poursuivi ses travaux visant à faire en sorte que l'agriculture demeure un élément central du mode de vie

européen, tout en agissant sur le changement climatique afin de garantir la sécurité alimentaire et la sécurité de l'approvisionnement en eau. L'eau est une ressource transversale. Investir dans une économie intelligente dans le domaine de l'eau renforcera la résilience et la compétitivité de l'économie de l'UE, tout en promouvant la recherche, l'innovation, les nouvelles technologies et le développement des compétences afin de maintenir le leadership de l'Union en sa qualité de fournisseur de connaissances.



L'une des premières réalisations de ce type, cette installation de panneaux solaires au-dessus d'une culture est cofinancée par le Fonds pour l'innovation de l'UE afin de promouvoir l'utilisation de solutions innovantes et économes en énergie dans l'agriculture européenne. En plus d'assurer la protection des cultures et la production d'énergie, le système comprend une composante d'irrigation innovante qui réduit la consommation d'eau de 30 %. Picardie (France), 11 juillet 2025.

# Mettre en place un système agricole et alimentaire compétitif et résilient

## La vision pour l'agriculture et l'alimentation

L'agriculture est au cœur de la vie en Europe. S'appuyant sur le rapport du dialogue stratégique sur l'avenir de l'agriculture de l'UE, et en concertation avec le nouveau Comité européen de l'agriculture et de l'alimentation, la Commission européenne a proposé, en février, la vision pour l'agriculture et l'alimentation, qui vise à garantir la compétitivité et la durabilité à long terme du secteur agricole et alimentaire de l'UE.

### Les quatre domaines prioritaires de la vision pour l'agriculture et l'alimentation

- 1 Attractivité.** Faire de l'agriculture un métier viable et attractif.
- 2 Compétitivité.** Renforcer la position du secteur sur les marchés mondiaux.
- 3 Un secteur à l'épreuve du temps.** Adopter l'innovation et la durabilité pour une résilience à long terme.
- 4 Connexion.** Valoriser l'alimentation, et favoriser des conditions de vie et de travail justes dans les zones rurales.



L'UE réforme sa politique agricole commune (PAC), qui garantit un approvisionnement stable en denrées alimentaires, préserve les revenus des agriculteurs, protège l'environnement et maintient le dynamisme des zones rurales. La PAC réformée réservera au moins 300 milliards d'euros à l'aide au revenu et au soutien en cas de crise, en ciblant ceux qui en ont le plus besoin, y compris les jeunes agriculteurs, les petites exploitations et les exploitations mixtes, ainsi que les agriculteurs qui exercent leur activité dans des zones soumises à des contraintes naturelles.

Le train de mesures de simplification de la PAC, adopté en décembre, soutient la compétitivité, la résilience et la numérisation du secteur agricole, et des jeunes agriculteurs ainsi que des producteurs biologiques en particulier. Les mesures pourraient permettre aux agriculteurs et aux administrations nationales d'économiser annuellement respectivement jusqu'à 1,58 milliard d'euros et 210 millions d'euros tout en contribuant à assouplir et à gérer plus facilement les paiements, certaines obligations et les outils de crise.

Pour préparer l'avenir, l'UE prend des mesures afin de fournir un cadre fondé sur des données probantes pour adapter les politiques tant dans le champ d'application de la PAC qu'en dehors de celui-ci. Dans le cadre de cet effort, un nouvel axe de travail consacré à l'élevage a été lancé en mai pour soutenir ce secteur, qui est particulièrement vulnérable à divers chocs et à la concurrence mondiale. D'autres facteurs ont également une incidence considérable sur le secteur agricole, allant de l'évolution des attentes des consommateurs aux exigences climatiques et environnementales.

La Commission a également présenté une stratégie de renouvellement des générations afin de soutenir la prochaine génération d'agriculteurs en s'attaquant aux principaux obstacles auxquels les jeunes agriculteurs et les nouveaux agriculteurs sont confrontés et en rendant la vie rurale plus attractive.

## SOUTIEN PUBLIC À LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE



**78 %**

des citoyens de l'UE connaissent la PAC, soit le niveau le plus élevé depuis 2007.



**77 %**

des citoyens de l'UE conviennent que la PAC aide l'UE à garantir un approvisionnement alimentaire stable à tout moment.



**71 %**

des citoyens de l'UE conviennent que la PAC aide l'Union à garantir une alimentation de haute qualité, sûre, saine et durable.

Source: Commission européenne, Eurobaromètre spécial 556, janvier 2025.

→  
 Christophe Hansen,  
 commissaire européen  
 chargé de l'agriculture et  
 de l'alimentation, visite une  
 exploitation laitière à Swieqi  
 (Malte), le 13 octobre 2025.



### Initiatives de 2025 visant à soutenir les agriculteurs dans les régions touchées par des catastrophes

- ✓ 109 millions d'euros d'aide d'urgence en faveur des agriculteurs touchés par les effets du changement climatique et des catastrophes naturelles en Tchéquie, en Espagne, en Croatie, à Chypre, en Lettonie, en Hongrie et en Slovaquie.
- ✓ 5 millions d'euros de soutien exceptionnel aux secteurs du lait et de la viande porcine en Allemagne.
- ✓ 50 millions d'euros d'aide d'urgence en faveur des producteurs de fruits, de fruits à coque et de légumes touchés par les effets du changement climatique en Bulgarie, en Lettonie, en Lituanie, en Hongrie, en Pologne et en Roumanie.
- ✓ 14 millions d'euros d'aide pour indemniser des agriculteurs dans les zones touchées par des foyers de grippe aviaire en Pologne.
- ✓ Modifications exceptionnelles du régime POSEI visant à aider les agriculteurs de Mayotte à relancer la production après le passage du cyclone Chido.
- ✓ Réduction des formalités administratives pour aider les producteurs de fruits et légumes et les viticulteurs de Valence, en Espagne, à se redresser à la suite des dommages causés aux cultures et aux installations de production par des conditions météorologiques exceptionnelles.

La Commission a proposé un ensemble de mesures visant à garantir que le secteur vitivinicole européen reste compétitif, résilient et doté d'une force économique vitale dans les décennies à venir. Le secteur est confronté à divers défis, tels que l'évolution des tendances de consommation, le changement climatique et les incertitudes du marché.

# Renforcer la sécurité de l'approvisionnement en eau de l'Europe

L'approvisionnement en eau de l'Europe est de plus en plus menacé. Environ 20 % du territoire européen et 30 % de sa population sont touchés chaque année par le stress hydrique.

Source: Agence européenne pour l'environnement, *Europe's state of water 2024 – The need for improved water resilience* (L'état de l'eau en Europe en 2024 — La nécessité d'améliorer la résilience dans le domaine de l'eau), 2024.

L'eau est un pilier de la vie et de l'économie, jouant un rôle essentiel dans l'agriculture, la pêche, les procédés de production industrielle et l'assainissement. Toutefois, les rapports publiés en 2025 ont montré que l'eau en Europe est soumise à un stress important, notamment en raison de la pollution, des inondations, des pénuries et de la sécheresse.

La stratégie européenne pour la résilience dans le domaine de l'eau, adoptée en juin, vise à restaurer et à protéger le cycle de l'eau, à construire une économie intelligente dans le domaine de l'eau afin de stimuler la compétitivité et à garantir l'accès à une eau propre et abordable et à l'assainissement pour tous. Afin de protéger les personnes, les biens et les infrastructures vitales contre les risques accrus d'inondation, la stratégie prévoit plus de 50 mesures spécifiques dans cinq domaines prioritaires.

## Domaines d'action prioritaires de l'UE en matière de résilience dans le domaine de l'eau

- ✓ Gouvernance et mise en œuvre pour sensibiliser au changement et faciliter celui-ci.
- ✓ Accroissement du financement de l'UE et de la coopération avec la Banque européenne d'investissement afin de garantir les investissements et de moderniser les infrastructures.
- ✓ Numérisation et utilisation de l'intelligence artificielle pour accélérer et faciliter la mise en œuvre de techniques favorisant une gestion efficace de l'eau.
- ✓ Déploiement d'activités de recherche et d'innovation à l'appui d'un secteur de l'eau plus compétitif.
- ✓ Sécurité et préparation pour réduire le risque de catastrophe et renforcer la résilience collective.

→  
Jessika Roswall,  
commissaire européenne  
chargée de l'environnement,  
de la résilience en matière  
d'eau et d'une économie  
circulaire compétitive, lors  
d'une conférence de presse  
sur le train de mesures de  
l'UE sur l'eau, Bruxelles  
(Belgique), 4 février 2025.



# Océan et pêche

Pour soutenir la conservation de l'océan, les sciences océaniques, la pêche durable, l'aquaculture et l'économie bleue, la Commission a annoncé son initiative phare, le pacte européen pour l'océan, lors de la conférence des Nations unies de 2025 sur l'océan, de même qu'un investissement de 1 milliard d'euros en faveur de l'océan. Le pacte réunit les politiques de l'UE relatives à l'océan dans un cadre de référence unique, en élaborant une stratégie globale pour aborder les opportunités dont pourraient bénéficier l'océan, les communautés côtières, les îles et les régions ultrapériphériques de l'UE et les menaces auxquelles ceux-ci sont confrontés.

## Les six grandes priorités du pacte européen pour l'océan

- 1 Protéger et restaurer la santé de l'océan.
- 2 Stimuler la compétitivité de l'économie bleue durable de l'UE.
- 3 Soutenir les communautés côtières, les îles et les régions ultrapériphériques de l'UE.
- 4 Faire progresser la recherche, les connaissances, les compétences et l'innovation concernant l'océan.
- 5 Améliorer la sûreté et la défense maritimes.
- 6 Renforcer la diplomatie de l'UE et la gouvernance internationale relatives aux questions océaniques.

## L'économie bleue

L'économie bleue de l'UE est un moteur essentiel de la croissance économique et de l'innovation. Elle joue un rôle clé dans les stratégies industrielle et de sécurité de l'UE, englobant des secteurs traditionnels tels que la pêche et le transport maritime, ainsi que des domaines émergents tels que les énergies renouvelables et la biotechnologie bleue.

La Journée maritime européenne est l'occasion de mettre en lumière les secteurs et activités maritimes de l'UE. AquaWind faisait partie des projets présentés lors de l'édition de 2025. Il s'agit d'un prototype innovant combinant énergie éolienne en mer et aquaculture.



© EnerOcean S.L.

L'aquaculture, c'est-à-dire l'élevage de poissons, de crustacés, d'algues, etc., ouvre la voie à une production alimentaire durable dans l'UE. En juillet, la Commission a proposé de simplifier la collecte de données sur l'aquaculture et la pêche, en réduisant la charge déclarative pesant sur les États membres. La culture d'algues peut contribuer à la bioéconomie bleue européenne, à la sécurité alimentaire, à la neutralité climatique et à la restauration de l'océan. Le deuxième sommet européen de sensibilisation aux algues, qui s'est tenu à Berlin (Allemagne) en octobre, a mis en évidence les bienfaits économiques et environnementaux de la culture des algues.

## Océan et eaux

Le rapport Copernicus sur l'état de l'océan de 2025 met en lumière la triple crise planétaire du changement climatique, de la pollution et de la perte de biodiversité, les températures mondiales à la surface des mers ayant atteint un niveau record de 21 °C en 2024.

En vertu de la directive-cadre «stratégie pour le milieu marin», les États membres sont tenus de surveiller et de protéger l'état écologique de leurs mers et de prendre des mesures pour l'améliorer. De nombreuses politiques de l'UE ont contribué à réduire la pollution atmosphérique, l'utilisation de pesticides et le volume de déchets plastiques en mer, mais il est possible d'en faire davantage pour lutter contre le bruit nocif, les rejets de microplastiques dans l'environnement, la pollution par les nutriments et les déchets, comme en témoignent le rapport *Zero pollution monitoring and outlook 2025* (Surveillance et prospective «zéro pollution» 2025) et la quatrième édition du rapport «Perspectives en matière d'air pur». Le tableau de bord «zéro pollution» montre les progrès accomplis dans les régions et dans certaines villes.

La mission «Restaurer notre océan et nos eaux» de l'UE a soutenu à ce stade plus de 1 000 initiatives de protection et de restauration d'écosystèmes marins et d'eau douce. La mission propose une approche systémique de la protection et de la restauration de l'océan ainsi que des mers et des eaux européennes d'ici à 2030. En 2025, l'UE a investi 116 millions d'euros dans 13 nouveaux projets axés sur la protection des habitats de poissons migrateurs, la réduction de l'incidence environnementale de la pêche et l'octroi aux communautés locales des moyens leur permettant d'être à la pointe des efforts de restauration. Lors de la troisième conférence des Nations unies sur l'océan, l'UE a également proposé une nouvelle initiative sur l'observation de l'océan et a lancé le prototype de la plateforme du jumeau numérique européen de l'océan, un outil numérique conçu pour aider à mieux comprendre, gérer et protéger l'océan.



↑  
VIDÉO: l'aquaculture dans l'UE.

En septembre, avec le soutien de l'UE, l'accord de l'Organisation mondiale du commerce sur les subventions à la pêche est entré en vigueur — une étape importante dans la protection de l'océan, étroitement alignée sur les priorités du pacte européen pour l'océan.

Le 20 septembre, l'accord sur la biodiversité au-delà des juridictions nationales, également connu sous le nom de traité sur la haute mer, a atteint 60 ratifications, permettant son entrée en vigueur au début de l'année 2026 — un moment charnière dans la conservation de l'océan à l'échelle mondiale. L'UE et ses États membres ont joué un rôle central dans les avancées pour parvenir à l'accord, en dirigeant la coalition à niveau élevé d'ambition pour la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale, un groupe de plus de 40 nations engagées en faveur d'une gouvernance de l'océan ambitieuse et fondée sur des données scientifiques. Le leadership politique de cette coalition a été essentiel à l'élaboration du traité et à l'accélération de sa ratification.

### Mesures clés de protection de l'océan prises en 2025

- ✓ L'UE s'est engagée à verser plus de 300 millions d'euros d'aide aux efforts de conservation de l'océan afin de soutenir des actions dans les domaines de l'économie bleue durable, de la pollution marine, des zones marines protégées, ainsi que des questions océaniques et du changement climatique.
- ✓ L'UE a contribué à faciliter la conclusion d'accords internationaux de protection de l'océan, y compris l'adoption de limites de captures spécifiques pour toutes les principales espèces de thon tropical. Elle est également parvenue à un accord qui contribuera à la réalisation de l'objectif de zéro émission nette de gaz à effet de serre provenant du transport maritime mondial d'ici à 2050.
- ✓ L'UE a achevé avec succès sa présidence de l'Alliance transatlantique pour la recherche et l'innovation océaniques en 2025.

## Pêche

La politique commune de la pêche a été mise en place pour faire en sorte que la pêche et l'aquaculture soient durables sur le plan environnemental et gérées en cohérence avec les objectifs visant à obtenir des retombées positives économiques, sociales et en matière d'emploi. L'évaluation 2025 de la politique, qui a examiné la performance de la réglementation concernée et déterminé si celle-ci restait adaptée à sa finalité, a donné lieu à une vaste consultation des parties prenantes et a exploité des éléments probants tirés d'études sur des sujets tels que l'obligation de débarquement.

L'étude intitulée «Fishers of the future» a examiné le rôle des pêcheurs dans la société dans les 22 États membres côtiers de l'UE et élaboré quatre scénarios envisageables jusqu'en 2050, en fonction de l'ampleur des changements du climat et de la biodiversité dans les écosystèmes marins et des variations de la demande des consommateurs et de la dynamique du marché.

En 2025, de nombreuses initiatives ont été prises pour renforcer les droits des pêcheurs européens opérant au-delà des eaux de l'UE. Un accès réciproque total aux eaux pour les activités de pêche entre l'UE et le Royaume-Uni a été garanti jusqu'au 30 juin 2038, tandis qu'un nouveau protocole d'accord conclu avec l'Islande a renforcé la coopération en matière de pêche durable et d'affaires maritimes. En outre, des partenariats renouvelés dans le domaine de la pêche durable accordent aux navires de l'UE l'accès aux eaux de la Côte d'Ivoire et de Sao Tomé-et-Principe pour une période de quatre ans, et aux eaux des Îles Cook pour une période de sept ans.



Costas Kadis, commissaire européen chargé de la pêche et des océans, visite une exploitation piscicole à Loviisa (Finlande), le 26 juin 2025.

# Promouvoir la biodiversité et protéger les écosystèmes

Plus de la moitié des mesures exposées dans la stratégie en faveur de la biodiversité à l'horizon 2030 sont désormais en place, et la plupart des initiatives restantes sont en cours d'élaboration, notamment dans le cadre de la mise en œuvre du règlement relatif à la restauration de la nature.

L'adoption de la directive sur la surveillance des sols, la toute première législation de l'UE sur les sols, porte sur les principaux processus de dégradation des sols, tels que l'érosion, la perte de matières organiques, la salinisation, la contamination, le tassement, l'imperméabilisation, et la perte de biodiversité des sols. La nouvelle directive vise à inclure également des mesures relatives à la surveillance et à l'évaluation de la santé des sols.

La feuille de route pour les crédits nature est l'occasion de générer des revenus simultanément à partir de sources publiques et privées de financement pour la restauration de la nature. Elle vise à stimuler la biodiversité et à préserver les habitats en encourageant des investissements privés qui restaurent et préservent la nature.

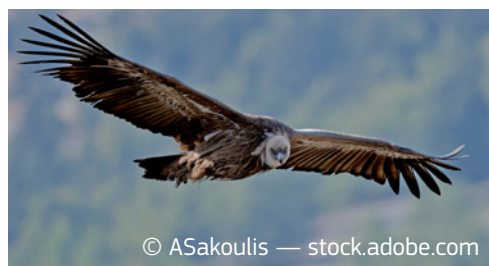
En décembre, le Conseil de l'Union européenne a adopté une révision ciblée du règlement de l'UE relatif aux produits «zéro déforestation», visant à simplifier sa mise en œuvre. La Commission a également publié en 2025 la première liste fondée sur une évaluation comparative, un outil permettant de classer des pays en fonction du risque de déforestation auxquels ils font face en raison de la production de bovins, de cacao, de café, de palmier à huile, de caoutchouc, de soja et de bois.

## AVANCÉES DE LA MISSION SOLS EN 2025

**561,5 millions d'euros** de financement.

**63** projets de recherche associant plus de 1 400 participants.

Création de **45** des 100 laboratoires vivants et phares prévus.



© ASakoulis — stock.adobe.com

Grâce à la directive «Oiseaux» et à des projets spécifiques de l'UE relevant du programme LIFE, l'Europe se distingue comme l'un des rares lieux où de nombreuses populations de rapaces et de vautours progressent ou se stabilisent, notamment avec la reconstitution des populations de vautours fauves et de vautours moines, et le retour du gypaète barbu dans les Alpes.

Compte tenu de l'augmentation des populations de loups en Europe ces dernières années, le Parlement européen et le Conseil ont approuvé une modification de la directive «Habitats», à la suite de la modification du statut de protection du loup dans la convention de Berne, accordant aux États membres une plus grande souplesse pour gérer leurs populations locales de loups.

# Protéger l'environnement et lutter contre la pollution

Grâce à la directive relative aux engagements nationaux de réduction des émissions, les émissions de polluants atmosphériques ont continué à diminuer dans la plupart des États membres au cours de l'année. Les eaux résiduaires urbaines sont l'une des principales sources de pollution des eaux, si elles ne sont pas collectées et traitées conformément aux règles de l'UE. La directive révisée sur le traitement des eaux résiduaires urbaines, qui est entrée en vigueur en janvier 2025, porte sur les problématiques de pollution restantes et les nouveaux enjeux de la gestion des eaux résiduaires urbaines.

En 2025, le prix de la Capitale verte de l'Europe 2027 a été remporté par Heilbronn en Allemagne, tandis qu'Assen aux Pays-Bas et Sienna en Italie ont toutes deux été récompensées par le prix de la Feuille verte européenne, ces prix mettant en lumière la manière dont les villes peuvent jouer un rôle de premier plan dans la lutte contre la pollution atmosphérique, sonore et de l'eau, la gestion des déchets et l'économie circulaire, ainsi que dans l'augmentation de la biodiversité, la réduction des émissions et l'adaptation au changement climatique.

Le nouveau règlement relatif aux emballages et déchets d'emballages est entré en vigueur au cours de l'année, dans le but de freiner la croissance de la production de déchets d'emballages. Cela favorisera la prévention des déchets et éliminera des substances préoccupantes

de la chaîne de valeur. En juillet, la Commission a publié l'examen de la mise en œuvre de la politique environnementale de 2025 afin de soutenir la mise en œuvre des règles de l'UE et de sensibiliser à leur importance pour garantir un environnement sain comme fondement de la prospérité et de la compétitivité à long terme des habitants de l'UE. La Commission a également adopté des orientations pour aider les États membres à appliquer une responsabilité élargie des producteurs aux coûts de nettoyage des déchets.

La Commission a présenté en juillet le nouveau plan d'action pour l'industrie chimique européenne, qui vise à renforcer la compétitivité du secteur et à favoriser sa transition vers une production chimique sûre, durable et innovante. L'UE a également pris des mesures pour interdire l'utilisation de substances chimiques nocives, de perturbateurs endocriniens et de bisphénols dans les jouets vendus dans l'UE, tandis que l'utilisation de PFAS («substances chimiques éternelles») dans les mousses anti-incendie a été restreinte. En avril, la Commission a publié un guide destiné à aider les entreprises à respecter les nouvelles restrictions applicables aux microplastiques. En outre, de nouvelles règles plus claires sur les détergents, approuvées par les colégislateurs en juin, contribueront à mieux protéger la santé des personnes et l'environnement.

## Mesures adoptées en 2025 pour contribuer à la surveillance de la pollution

- ✓ Un accord politique sur l'actualisation du mandat de l'Agence européenne pour la sécurité maritime. Dans le cadre de son rôle accru, l'Agence utilisera des outils de surveillance renforcée pour détecter et décourager les rejets illégaux en mer, tout en développant ses systèmes de surveillance des émissions.
- ✓ La Commission a adopté un règlement mettant en place un label volontaire relatif aux émissions de vol, offrant une méthode claire et fiable de calcul des émissions de vol. Cela aidera les passagers à prendre des décisions en connaissance de cause et les protégera contre les allégations trompeuses d'écoblanchiment.
- ✓ Un accord politique a été conclu sur la proposition de règlement CountEmissionsEU, qui crée un cadre commun de l'UE pour le calcul des émissions de gaz à effet de serre provenant du transport de marchandises et de passagers.
- ✓ Les nouvelles règles de définition des catégories de produits de l'empreinte environnementale de produit applicables aux vêtements et aux chaussures offrent une méthode harmonisée et fondée sur des données scientifiques pour évaluer l'incidence environnementale d'un produit tout au long de son cycle de vie.
- ✓ Adoption du train de mesures «une substance, une évaluation», qui vise à rationaliser l'évaluation des dangers et des risques des substances chimiques dans l'ensemble de l'UE et à améliorer l'accès aux informations sur les produits chimiques au moyen d'une plateforme de données commune.

# Renforcer l'adaptation et la préparation au changement climatique, et la solidarité dans ce domaine



## 85 %

des citoyens de l'UE estiment que le changement climatique est un problème grave.



## 81 %

des citoyens de l'UE soutiennent l'objectif de neutralité climatique à l'échelle de l'UE d'ici à 2050.



## 77 %

des citoyens de l'UE conviennent que le coût économique des dommages causés par le changement climatique est beaucoup plus élevé que les investissements nécessaires à une transition vers le «zéro net».

Source: Commission européenne, Eurobaromètre spécial 565, juin 2025.

Le rapport 2024 sur l'état du climat en Europe, publié en 2025, a constaté que 2024 avait été l'année la plus chaude jamais enregistrée et qu'elle était également la première année avec une température moyenne dépassant les niveaux préindustriels de plus de 1,5 °C.

En 2024, l'Europe a connu des températures record dans ses régions du centre, de l'est et du sud-est. De fortes tempêtes et des inondations de grande ampleur ont coûté la vie à au moins 335 personnes et ont touché environ 413 000 personnes.

Des données montrent que chaque partie de l'océan est désormais menacée par le changement climatique, la perte de biodiversité et la pollution, ce qui a une incidence sur les écosystèmes, la sécurité alimentaire, les économies, les communautés côtières et la régulation mondiale du climat.

La stratégie pour une union de la préparation (voir le chapitre 3) reconnaît également le changement climatique comme un facteur de risque essentiel, en soulignant le rôle de l'anticipation et de la prévention, ainsi qu'une approche globale de la gestion des risques. Des travaux ont été entamés à cette fin sur le cadre intégré pour la résilience climatique et la gestion des risques au niveau européen.

La mission «Adaptation au changement climatique» de l'UE menée au titre d'Horizon Europe traduit la stratégie de l'UE relative à l'adaptation au changement climatique en actions concrètes. En 2025, 18 nouveaux projets ont été lancés dans le cadre de la mission afin de développer des approches éprouvées, d'intégrer l'adaptation à tous les niveaux de gouvernance, de promouvoir des solutions systémiques et transsectorielles et de soutenir les groupes sociaux les plus vulnérables.

Dotées d'un budget global de 2,3 milliards d'euros, les possibilités de financement 2025-2027 au titre du programme LIFE visent à stimuler la transition de l'UE vers une économie propre, circulaire, compétitive et résiliente au changement climatique. En outre, la Commission a investi 86 millions d'euros dans de nouveaux projets stratégiques intégrés axés sur l'amélioration de la qualité et de la disponibilité de l'eau, le nettoyage des cours d'eau pollués, l'amélioration de la protection contre les incendies et les inondations et la réduction des émissions de gaz à effet de serre. La stratégie européenne pour la résilience dans le domaine de l'eau aborde également les effets du changement climatique, tels que les inondations et les sécheresses.

Le mécanisme de protection civile de l'UE vise à renforcer la coopération en matière de protection civile entre les États membres et les pays participants afin d'améliorer la prévention des catastrophes, y compris les événements climatiques, et la préparation et la réaction à celles-ci (voir le chapitre 3).

## Améliorer la santé des citoyens

L'UE a mis en place une union européenne de la santé forte, au sein de laquelle des fournitures médicales sont accessibles, abordables et innovantes, tous les États membres sont préparés aux crises sanitaires et y réagissent ensemble, et les États membres s'emploient à améliorer la prévention, le traitement et le suivi des maladies telles que le cancer et les maladies cardiovasculaires.

Au cours des cent premiers jours de son mandat, la Commission a proposé l'acte législatif sur les médicaments critiques, qui vise à améliorer la disponibilité, l'approvisionnement et la production de médicaments critiques au sein de l'UE. Cet acte aidera à faire en sorte que les patients aient accès aux médicaments dont ils ont besoin lorsqu'ils en ont besoin. En complément de l'acte législatif sur les médicaments critiques, un accord politique a été conclu sur le paquet pharmaceutique. Il s'agit de la première réforme majeure de la législation pharmaceutique de l'UE depuis 2004.

L'espace européen des données de santé est entré en vigueur au cours de l'année. Il s'agit d'une pierre angulaire de l'union européenne de la santé et d'une étape importante dans la transformation numérique de l'UE. La Commission a également présenté le plan d'action sur la cybersécurité des hôpitaux et des prestataires de soins de santé en janvier, afin de renforcer encore la sécurité numérique dans nos systèmes de soins de santé.

En décembre, la Commission a présenté le tout premier plan de l'Union européenne pour la santé cardiovasculaire, en vue de lutter contre la principale cause de décès en Europe. Le nouveau plan vise à réduire le nombre de décès prématurés dus à des maladies cardiovasculaires dans l'UE, grâce à une meilleure prévention ainsi qu'à une détection, à un traitement et à une gestion précoces de ces maladies.

La Commission a présenté un plan de prévention, de préparation et de réaction de l'Union contre les crises sanitaires comme une boîte à outils dont peuvent se servir les décideurs politiques et les gestionnaires de crise gérant des situations d'urgence sanitaire. Il s'agit d'une action clé dans la mise en œuvre de la stratégie pour une union de la préparation dans le secteur de la santé. La Commission a continué de faire avancer d'importants projets visant à renforcer la préparation de l'UE à de futures urgences sanitaires, en inaugurant un nouveau pôle pour les vaccins et en facilitant l'accès aux médicaments au moyen de nouveaux accords d'achats conjoints.

La Commission a également présenté la stratégie en matière de contre-mesures médicales visant à renforcer la protection de l'UE contre les menaces sanitaires prioritaires, y compris les virus à potentiel pandémique, la résistance aux antimicrobiens, les menaces sanitaires liées au changement climatique, les menaces liées aux conflits armés et les menaces chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires.



↑  
Olivér Várhelyi, commissaire européen chargé de la santé et du bien-être animal, s'exprime lors de la présentation de la proposition de législation sur les médicaments critiques au Parlement européen, Strasbourg (France), le 11 mars 2025.

## Mesures de prévention et de traitement des maladies

- ✔ Plus de 90 % des mesures prévues par le plan européen pour vaincre le cancer ont déjà été mises en œuvre ou sont en cours de mise en œuvre, avec un soutien substantiel de la mission Cancer de l'UE et du programme Horizon Europe.
- ✔ Une autorisation de mise sur le marché de l'UE a été délivrée pour le Zuranolone, un médicament traitant la dépression postpartum, pour laquelle aucun traitement spécifique n'avait été précédemment approuvé.
- ✔ Une autorisation a été accordée pour un médicament traitant les troubles cognitifs légers qui se manifestent au cours des premiers stades de la maladie d'Alzheimer, le premier traitement du genre à être autorisé dans l'UE.
- ✔ Une action conjointe sur la démence et la santé a été mise en œuvre, avec une enveloppe de 4,5 millions d'euros du programme «L'UE pour la santé» (EU4Health) destinée à aider les États membres à traiter la démence de manière globale: de l'amélioration des connaissances et de la sensibilisation en matière de santé, du dépistage et de la prévention primaire au soutien aux personnes atteintes de démence et d'autres troubles neurologiques.
- ✔ Une action conjointe sur les maladies respiratoires a été lancée, avec près de 5 millions d'euros provenant du programme «L'UE pour la santé», afin de lutter contre les maladies respiratoires chroniques et d'améliorer la santé pulmonaire dans toute l'Europe.

Grâce à sa stratégie en matière de santé mondiale, l'UE a accompli des progrès considérables dans le renforcement des systèmes de santé et l'extension de la couverture sanitaire universelle, ainsi que dans l'amélioration de la préparation et des réponses aux menaces transfrontières pour la santé. Dans ce contexte, en 2025, la Commission a signé de nouveaux accords avec l'agence Préparation aux crises sanitaires Canada et l'Organisation panaméricaine de la santé. La Commission a également fourni 9,4 millions d'euros pour soutenir le partenariat visant à accélérer les essais et le séquençage de la mpox en Afrique. Cela permettra de renforcer la détection et la surveillance de la mpox, tout en soutenant les tests innovants.

Le 12<sup>e</sup> forum du partenariat des pays européens et en développement sur les essais cliniques, qui s'est tenu à Kigali (Rwanda), a fait le point sur les progrès accomplis dans le cadre de ce partenariat historique avec l'Afrique dans le domaine des essais cliniques. Le partenariat a consacré à ce jour plus de 1,5 milliard d'euros à 477 études cliniques, qui ont débouché sur l'élaboration de nouveaux médicaments tels que les deux premiers vaccins contre le paludisme au monde.

L'UE soutient l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui est l'autorité de référence en matière de santé au niveau mondial dans le système des Nations unies. Depuis 2020, l'UE est un partenaire actif et engagé qui a collaboré avec les pays de l'OMS et d'autres organismes compétents à la conclusion d'un accord ambitieux sur les pandémies. Adopté en 2025, l'accord vise à améliorer la prévention de futures pandémies mondiales, ainsi que la préparation et la réaction à celles-ci. L'OMS a lancé la version 2.0 du système de veille épidémiologique à sources ouvertes (*Epidemic Intelligence from Open Sources*) au sein du Centre d'information de l'OMS sur les pandémies et les épidémies à Berlin (Allemagne), avec le soutien étroit de l'UE et de ses États membres. L'UE participe également aux travaux en cours sur le système d'accès aux agents pathogènes et de partage des avantages découlant de leur utilisation (*Pathogen Access and Benefit Sharing – PABS*).



© Attila Kisbenedek/AFP via Getty Images

## CHAPITRE 6

# DÉFENDRE LA DÉMOCRATIE ET LES VALEURS EUROPÉENNES

## Introduction

Dans une démocratie prospère, les citoyens sont libres d'exprimer leur point de vue et de se forger leur propre opinion. Ils peuvent participer à la vie démocratique, choisir leurs représentants politiques et avoir voix au chapitre concernant leur avenir, dans un espace public où différents points de vue peuvent s'exprimer et où la diversité est acceptée. En 2025, l'Union européenne a intensifié ses efforts pour renforcer la démocratie et sa résilience face aux pressions intérieures et extérieures. Elle a également continué de donner aux citoyens les moyens de participer activement au processus démocratique et de façonner les politiques qui ont une incidence sur leur vie et leurs communautés.



La marche des fiertés de Budapest (Hongrie), le 28 juin 2025.

# Protéger la démocratie européenne

## Le bouclier européen de la démocratie

S'appuyant sur les travaux déjà menés dans le cadre du [plan d'action pour la démocratie européenne](#) et du [paquet «Défense de la démocratie»](#), le [bouclier européen de la démocratie](#) a été présenté en novembre. Il vise à renforcer les démocraties européennes et à donner aux Européens les moyens d'exercer leurs droits, de se forger des opinions et de les exprimer librement ainsi que de participer activement et en toute sécurité à la vie démocratique de l'UE. Les actions menées dans ce cadre renforceront les institutions démocratiques, protégeront l'intégrité des élections et soutiendront la liberté et le pluralisme des médias.

### Priorités essentielles du bouclier européen de la démocratie

- Améliorer l'appréciation de la situation et soutenir la capacité de réaction afin de préserver l'intégrité de l'espace de l'information.
- Renforcer les institutions démocratiques, le caractère libre et régulier des élections ainsi que la liberté et l'indépendance des médias.
- Renforcer la résilience de la société en soutenant l'éducation civique ainsi que les compétences en matière de démocratie et d'éducation aux médias, et favoriser la participation des citoyens à la vie démocratique.

Un Centre européen pour la résilience démocratique devrait être mis en place, en tant que pôle opérationnel du nouveau bouclier européen de la démocratie, afin d'anticiper et de détecter les menaces, d'émettre des alertes précoces et d'apporter une réponse coordonnée et rapide. Ce centre, dont le noyau sera constitué par les États membres, servira de cadre pour faciliter le partage d'informations et renforcer les capacités en vue de faire face à des menaces communes en évolution, en particulier aux activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger et à la désinformation.

En 2025, la Commission européenne s'est aussi engagée à intensifier son dialogue avec la société civile, ainsi que la protection et le soutien de cette dernière, en reconnaissant le rôle important qu'elle joue dans le renforcement des démocraties et la construction de sociétés résilientes. La nouvelle [stratégie de l'Union pour la société civile](#) poursuit les trois objectifs principaux suivants.

### Principaux objectifs de la stratégie de l'Union pour la société civile

- 1 Renforcer le dialogue efficace et constructif avec la société civile en tant que partenaire en matière de gouvernance.
- 2 Garantir un espace civique ouvert, sûr et propice en apportant un soutien et une protection aux organisations de la société civile.
- 3 Soutenir les organisations de la société civile au moyen d'un financement adéquat, durable et transparent.



Michael McGrath (au centre), commissaire européen chargé de la démocratie, de la justice, de l'état de droit et de la protection des consommateurs, en compagnie de participants à un dialogue sur la politique en faveur de la jeunesse afin d'échanger des vues sur l'autonomisation démocratique des jeunes dans le cadre des travaux de la Commission sur le bouclier européen de la démocratie, Dublin (Irlande), 3 mars 2025. Les principaux objectifs des dialogues sur la politique en faveur de la jeunesse sont d'encourager les jeunes à exprimer leur point de vue sur les initiatives politiques de l'UE en interagissant avec les commissaires, et d'intégrer ces points de vue dans le programme politique de l'UE (voir également le [chapitre 4](#)).



## Garantir l'intégrité de l'information

Les nouvelles technologies permettent à des acteurs hostiles d'opérer et de diffuser la désinformation à une échelle et à une vitesse sans précédent. Il est donc urgent pour l'UE et ses États membres de lutter contre les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger et de renforcer la résilience de la société face à ces menaces.

Le code européen de bonnes pratiques contre la désinformation, établi en 2018, est le premier instrument d'autorégulation volontaire au monde applicable aux plateformes en ligne et aux moteurs de recherche. Depuis février 2025, il est officiellement intégré dans le cadre de corégulation du règlement sur les services numériques en tant que code de conduite.



### 82 %

des Européens reconnaissent que l'existence d'actualités ou d'informations qui travestissent la réalité ou qui sont fausses constitue un problème pour la démocratie.



### 77 %

des Européens s'accordent à dire que l'existence de telles nouvelles ou informations constitue un problème dans leur pays.

Source: Commission européenne, Eurobaromètre standard 102, novembre 2024.

Les modèles d'intelligence artificielle (IA) à usage général deviennent la base de nombreux systèmes d'IA dans l'UE. Afin de garantir une IA sûre et digne de confiance, le règlement sur l'IA met en place des règles pour les fournisseurs de ces modèles. Afin d'aider le secteur à se conformer à ces règles, qui ont commencé à s'appliquer en août, un code volontaire de bonnes pratiques a été publié, avec la contribution de plus de 1 000 parties prenantes, dont des fournisseurs de modèles, des petites et moyennes entreprises, des universitaires, des experts en matière de sécurité de l'IA, des titulaires de droits et des organisations de la société civile.

L'Observatoire européen des médias numériques est un pilier important des efforts déployés par l'UE pour permettre de mieux comprendre l'espace européen d'information en ligne et pour renforcer la résilience de la société face à la désinformation. Un nouveau pôle régional de l'Observatoire européen des médias numériques, appelé FACT, a commencé ses travaux en 2025 pour aider notamment la Moldavie et l'Ukraine à lutter contre la désinformation. Dans le cadre de sa mission, le FACT a également observé la période électorale de 2025 en Moldavie, contribuant ainsi à garantir l'intégrité du processus électoral.



Henna Virkkunen (au centre), vice-présidente exécutive de la Commission européenne chargée de la souveraineté technologique, de la sécurité et de la démocratie, participe à une table ronde sur le thème de «La désinformation et l'IA-pocalypse pour les démocraties» lors de la conférence de Munich sur la sécurité de 2025. Munich (Allemagne), 14 février 2025.

## Renforcer les règles électorales

Il est essentiel de faciliter la participation électorale de tous les citoyens pour garantir une démocratie saine et instaurer la confiance dans l'Union. C'est la raison pour laquelle, en juin, l'UE a adopté de nouvelles règles visant à renforcer le droit de vote et d'éligibilité des citoyens mobiles aux élections européennes, quel que soit leur lieu de résidence dans l'Union. Les États membres ont jusqu'en juin 2027 pour transposer les règles en droit national.

Un élément clé d'élections libres et régulières est le libre accès de l'électorat aux informations. Les nouvelles règles de l'UE sur la transparence et le ciblage de la publicité à caractère politique, qui s'appliquent depuis octobre, garantissent un débat ouvert, des campagnes équitables et des élections libres. Elles soutiennent aussi la responsabilité des acteurs politiques et le droit des citoyens à être informés. En vertu de ces règles, la publicité à caractère politique doit être clairement identifiée comme telle et indiquer qui l'a payée, pour quel montant et si elle vise un public précis. Cela permettra aux citoyens d'identifier facilement les publicités à caractère politique et de faire des choix éclairés.

## Faire respecter l'état de droit

La démocratie, la sécurité et l'économie européennes reposent sur l'état de droit. Il s'agit du moyen par lequel les valeurs de l'UE se traduisent par des avantages concrets pour les personnes vivant dans l'Union, en favorisant la stabilité, la cohésion sociale, la compétitivité et la prospérité économique. Le respect de l'état de droit est également un impératif pour l'octroi de fonds de l'UE. L'Union européenne est déterminée à faire respecter l'état de droit afin que les citoyens et les entreprises de toute l'UE puissent jouir des droits et libertés auxquels ils ont droit.

Le rapport 2025 sur l'état de droit, qui examine la situation des États membres et de quatre pays candidats (Albanie, Macédoine du Nord, Monténégro et Serbie), a confirmé l'existence d'une trajectoire positive dans de nombreux États membres, étant donné que d'importantes réformes ont été entreprises. Toutefois, des difficultés subsistent et, dans quelques cas, la situation est grave. Dans le rapport, l'accent a été mis en particulier sur la dimension relative au marché unique afin de contribuer à recenser et à traiter les problèmes liés à l'état de droit qui ont une incidence directe sur la manière dont les entreprises investissent, sont compétitives et se développent en Europe. Le tableau de bord 2025 de la justice dans l'UE présente de nouveaux indicateurs pertinents pour le marché unique, soulignant le rôle essentiel que jouent des systèmes de justice efficaces et indépendants dans la promotion d'un environnement de marché équitable et concurrentiel.



89 %

des citoyens de l'UE reconnaissent l'importance du respect des valeurs de l'Union, notamment l'état de droit.

Source: Commission européenne, Eurobaromètre spécial 553, juillet 2024.

# Liberté et pluralisme des médias

L'Union reste un bastion de la liberté des médias dans le monde, fixant la norme qui définit la démocratie. Toutefois, des tendances de plus en plus inquiétantes confirment la nécessité pour l'UE de prendre des mesures plus strictes afin de protéger ce principe de la démocratie européenne. À cette fin, la plupart des dispositions du règlement européen sur la liberté des médias ont commencé à s'appliquer à partir du 8 août. Les règles visent à mieux protéger les médias et les journalistes contre les

ingérences politiques et à faire en sorte qu'ils puissent exercer leurs activités plus facilement par-delà les frontières, sans subir de pressions indues. Le nouveau comité européen des services de médias, établi en vertu du règlement, vise à renforcer la coopération au niveau de l'Union, notamment contre les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger, et à promouvoir l'application effective et cohérente du cadre législatif de l'UE sur les médias.

## SOUTIEN DE L'UE À LA LIBERTÉ DES MÉDIAS

**900 000 euros** pour renforcer la position des conseils de la presse et des médias dans un environnement médiatique convergent.

**500 000 euros** pour mettre en œuvre un système de surveillance de la propriété des médias afin de constituer une base de données par pays.

**2 millions d'euros** de subventions destinées à soutenir l'innovation des médias locaux et régionaux et à stimuler le pluralisme.

**3 millions d'euros** pour un mécanisme d'intervention rapide impliquant les médias destiné à apporter une aide concrète permettant de protéger les journalistes menacés.

**1,1 million d'euros** pour la mise en œuvre d'un instrument de surveillance du pluralisme des médias destiné à repérer les risques potentiels auxquels le pluralisme des médias est exposé.

**5,2 millions d'euros** pour soutenir la réaffectation des moyens au profit des secteurs des médias présentant un intérêt particulier pour la démocratie (tels que le journalisme local et d'investigation, et les médias d'intérêt public et communautaires).

**2,9 millions d'euros** pour l'établissement d'un centre pour la liberté des médias destiné à soutenir les médias indépendants russes et biélorusses, existants et établis, qui travaillent dans l'UE.

**3 millions d'euros** pour un festival européen du journalisme et de la liberté des médias.

## Prix Sakharov 2025

Chaque année, le Parlement européen décerne le prix Sakharov à des personnes et organisations exceptionnelles qui défendent les droits de l'homme et les libertés fondamentales, protègent les droits des minorités et luttent pour le respect du droit international, de la démocratie et de l'état de droit.

Le prix Sakharov 2025 pour la liberté de l'esprit a été décerné à Andrzej Poczobut, de Biélorussie, et à Mzia Amaglobeli, de Géorgie, deux journalistes emprisonnés pour avoir critiqué le pouvoir, qui deviennent des symboles de la lutte pour la liberté et la démocratie. L'UE se tient à leurs côtés, ainsi qu'aux côtés de tous ceux qui continuent de réclamer la liberté.



↑

Roberta Metsola, présidente du Parlement européen (au centre), avec Jana Poczobut (à droite), fille du journaliste biélorusse emprisonné Andrzej Poczobut, et Irma Dimitradze (à gauche), représentante de la journaliste géorgienne emprisonnée Mzia Amaglobeli, lors de la cérémonie de remise du prix Sakharov pour la liberté de l'esprit au Parlement européen, à Strasbourg (France), le 16 décembre 2025.

# Placer les citoyens au cœur de la démocratie européenne

La clé d'une démocratie saine est de donner aux citoyens les moyens d'agir. L'UE est déterminée à prêter une oreille attentive aux citoyens et aux parties prenantes et à susciter la participation du public au processus d'élaboration des politiques. Elle met en place un certain nombre d'initiatives à cette fin, telles que les consultations publiques et les avis, l'initiative citoyenne européenne et les panels de citoyens européens. Ces derniers, qui font désormais partie intégrante de la vie démocratique dans l'UE, rassemblent 150 citoyens sélectionnés de manière aléatoire dans les 27 États membres afin de débattre de défis majeurs à long terme et de formuler des recommandations à l'intention des décideurs politiques. Au cours de l'année, l'UE a également lancé des dialogues stratégiques avec des secteurs clés de l'industrie, créant ainsi un forum inclusif pour faire face à des enjeux spécifiques.

En 2025, la Commission a également assuré le suivi de l'initiative citoyenne européenne fructueuse «Stop à la pêche aux ailerons — Stop au commerce» de 2023, qui invitait l'UE à prendre des mesures pour mettre un terme au commerce international des ailerons de requin. En janvier 2025, l'UE a renforcé la surveillance du commerce des produits à base de requin grâce à 13 nouveaux codes tarifaires pour les requins et leurs ailerons.



## 98 consultations publiques lancées en 2025

Retour d'information reçu sur:

- 201 documents d'appel à contributions;
- 51 propositions législatives;
- 224 projets d'actes d'exécution et d'actes délégués.

## 4 nouvelles initiatives citoyennes européennes enregistrées

- «HouseEurope! Priorité à la rénovation».
- «L'alimentation est un droit humain pour toutes et tous! Garantir des systèmes alimentaires sains, justes et durables».
- «Save your right, save your flight!» (Sauvez vos droits, sauvez votre vol!).
- «Violations des droits de l'homme par Israël: exigeons la suspension totale de l'accord d'association UE-Israël».

## 2 nouveaux panels de citoyens organisés

- Le panel de citoyens européens sur le nouveau budget de l'UE
- Le panel de citoyens européens sur l'équité intergénérationnelle



Une session du panel de citoyens européens sur l'équité intergénérationnelle, à Bruxelles (Belgique), en septembre 2025. Ce panel avait été convoqué pour discuter de ce à quoi devrait ressembler une UE équitable, durable et inclusive sur le plan intergénérationnel. Les recommandations des citoyens alimenteront directement la future stratégie sur l'équité intergénérationnelle, prévue pour 2026.

## DIALOGUES STRATÉGIQUES 2025

- 30 JANVIER**  
Industrie automobile (premier dialogue)
- 3 MARS**  
Industrie automobile (deuxième dialogue)
- 4 MARS**  
Secteur sidérurgique
- 8 AVRIL**  
Industrie pharmaceutique
- 15 AVRIL**  
Transport ferroviaire à grande vitesse
- 12 MAI**  
Industrie chimique  
Industrie de la défense
- 1<sup>ER</sup> JUILLET**  
Ports et industrie maritime
- 2 JUILLET**  
Circularité
- 17 JUILLET**  
Flottes d'entreprise propres  
Carburants renouvelables et bas carbone dans les secteurs maritime et aérien
- 12 SEPTEMBRE**  
Industrie automobile (troisième dialogue)



## CHAPITRE 7

# UNE EUROPE MONDIALE AU SERVICE DE LA PAIX, DES PARTENARIATS ET DE LA STABILITÉ ÉCONOMIQUE

## Introduction

Le monde a radicalement changé ces dernières années. En réponse à la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, au conflit à Gaza, à la concurrence économique plus agressive et déloyale de la Chine, aux relations avec les États-Unis et à la montée des politiques clivantes, l'Union européenne s'est efforcée de défendre et de promouvoir un ordre international fondé sur des règles, d'établir des partenariats commerciaux effectifs et de renforcer le rôle des institutions mondiales. L'UE reste fermement attachée à un multilatéralisme effectif, avec les Nations unies en son cœur et soutenu par

d'autres institutions internationales telles que l'Organisation mondiale du commerce. Elle reste également le plus grand donateur d'aide au développement et l'un des principaux pourvoyeurs d'aide humanitaire dans le monde.

↑  
Vivre dans la tourmente: au Yémen, 15,2 millions de personnes ont besoin d'un accès à l'eau potable, à des équipements d'assainissement et à des services d'hygiène. Sur le site d'Al-Makhshab, l'eau est constamment disponible grâce au nouveau système financé par l'UE. Depuis le début de la guerre en 2015, l'UE a apporté une contribution de près de 1,6 milliard d'euros pour faire face à la crise au Yémen. Al-Makhshab (Yémen), 14 mai 2025.

# Élargissement de l'UE

L'élargissement est un investissement stratégique dans la paix, la stabilité et la prospérité à long terme de l'Europe. Il revêt une importance essentielle pour accroître l'influence de l'Union sur la scène internationale. L'UE évalue régulièrement les progrès réalisés par tous les pays concernés par l'élargissement, notamment dans le cadre du paquet «élargissement» annuel. L'intégration progressive des pays candidats dans certains domaines spécifiques des politiques de l'UE, notamment dans certaines parties du marché unique, renforce les liens avec l'UE avant

leur adhésion. La Commission européenne soutient notamment les efforts déployés par les pays concernés par l'élargissement pour adhérer à l'espace unique de paiement en euros et à la zone d'itinérance aux tarifs nationaux. Le plan de croissance pour la Moldavie, le plan de croissance pour les Balkans occidentaux et la facilité pour l'Ukraine facilitent ce processus et stimulent les investissements et les réformes nécessaires pour préparer les pays concernés par l'élargissement à leur adhésion à l'UE.



↑

Marta Kos, commissaire européenne chargée de l'élargissement (au centre, à gauche, en bleu clair), lors de la réunion des dirigeants des Balkans occidentaux à Skopje (Macédoine du Nord), le 30 juin 2025. Les dirigeants de l'Albanie, de la Bosnie-Herzégovine, du Kosovo, de la Macédoine du Nord, du Monténégro et de la Serbie se sont réunis pour affirmer leur attachement constant au plan de croissance pour les Balkans occidentaux.

## Soutien de l'UE aux pays concernés par l'élargissement en 2025

- ✔ Un soutien de 184 millions d'euros a été versé au titre de la facilité pour les réformes et la croissance en faveur des Balkans occidentaux.
- ✔ Dans le cadre de l'initiative WiFi4WB, l'UE avait installé, à la fin de l'année, des points d'accès Wi-Fi gratuits dans environ 500 communes des Balkans occidentaux.
- ✔ En juin, la garantie pour la résilience des petites et moyennes entreprises dans les Balkans occidentaux avait engagé la dernière tranche de ses 60 millions d'euros de fonds de l'UE, débloquant ainsi un financement total de 886 millions d'euros pour soutenir la croissance durable des petites et moyennes entreprises de la région.
- ✔ 288,9 millions d'euros ont été versés au titre de la nouvelle facilité pour les réformes et la croissance en faveur de la Moldavie.
- ✔ Lors de la conférence sur l'investissement UE-Monténégro, 14 nouveaux projets de partenariat ont été lancés entre des entreprises monténégrines et de l'UE.
- ✔ Une enveloppe globale de 250 millions d'euros a été convenue dans le cadre de la stratégie globale d'indépendance et de résilience énergétiques de la Moldavie s'étendant sur deux ans, afin de contribuer à réduire la dépendance énergétique de la Moldavie à l'égard de la Russie, à renforcer sa résilience et à l'aider à s'intégrer dans le marché de l'énergie de l'UE.
- ✔ L'extension du réseau de pôles européens d'innovation numérique à l'Albanie, au Kosovo (cette désignation est sans préjudice des positions sur le statut et est conforme à la résolution 1244/1999 du Conseil de sécurité des Nations unies ainsi qu'à l'avis de la Cour internationale de justice sur la déclaration d'indépendance du Kosovo), à la Macédoine du Nord, au Monténégro, à la Serbie, à la Turquie et à l'Ukraine renforce la transformation numérique dans la région.
- ✔ Le premier forum régional d'investissement UE-Balkans occidentaux s'est tenu en Albanie.
- ✔ La facilité pour l'Ukraine a continué de soutenir le redressement et la reconstruction du pays ainsi que son cheminement vers l'adhésion à l'UE (voir le chapitre 1).

## Actions de 2025 visant à renforcer les relations commerciales avec les pays candidats

- ✔ Accords sur une relation commerciale modernisée avec la Moldavie et l'Ukraine.
- ✔ Dialogues de haut niveau entre la Turquie et l'UE sur le commerce, l'économie, les migrations et la sécurité.
- ✔ Finalisation de la révision des régimes commerciaux avec la Moldavie et l'Ukraine, dans le cadre de leur processus d'adhésion à l'UE.

# Le voisinage élargi de l'UE

## Partenariat oriental et région de la mer Noire

La coopération régionale dans le cadre du partenariat oriental rassemble l'UE, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine dans le but de relever des défis communs et de poursuivre des objectifs communs. La Biélorussie a suspendu sa participation en 2021, à la suite de la détérioration drastique de la situation générale des droits de l'homme, de la démocratie et de l'état de droit dans le pays avant, pendant et après les élections d'août 2020. La coopération se poursuit avec les principaux acteurs non étatiques biélorusses, notamment les organisations de la société civile et les forces démocratiques œuvrant pour une Biélorussie démocratique. La coopération régionale dans le cadre du partenariat oriental contribue également à la mise en œuvre de l'approche stratégique de l'Union européenne à l'égard de la région de la mer Noire, adoptée en mai 2025. Dans le contexte de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, la stratégie renforcera également le rôle géopolitique de l'UE en tant qu'acteur fiable dans la région de la mer Noire.

En octobre, un programme en matière de connectivité interrégionale a été lancé dans le but de coordonner les investissements stratégiques visant à renforcer les liens dans les domaines du commerce, des transports, de l'énergie et du numérique entre l'Europe et l'Asie centrale, via la Turquie et les pays de la mer Noire et du Caucase du Sud. Il reflète les efforts stratégiques déployés par l'UE pour forger des partenariats et faire progresser la coopération interrégionale.

## Moyen-Orient et Afrique du Nord

Un bassin méditerranéen prospère, connecté, résilient et sûr est dans l'intérêt stratégique de l'Union, qui s'efforce d'améliorer sa compétitivité, de renforcer sa sécurité et de gérer les migrations. Le pacte pour la Méditerranée, lancé par les États membres et les partenaires du sud de la Méditerranée, renouvelle et renforce l'ambition de l'UE de tisser des liens plus étroits avec les pays de la région afin de stimuler les investissements et d'apporter une valeur ajoutée aux populations et aux économies de toutes les rives de la Méditerranée. Le pacte propose des projets phares dans le cadre de ses trois piliers: les personnes, l'économie et la sécurité.

### Trois piliers pour la coopération future entre l'UE et la mer Noire

- 1 Renforcer la sécurité, la stabilité et la résilience.
- 2 Favoriser une croissance et une prospérité durables.
- 3 Promouvoir la protection de l'environnement, la résilience et l'état de préparation au changement climatique, ainsi que la protection civile.

## PARTENARIATS STRATÉGIQUES ET GLOBAUX

Le tout premier sommet UE-Égypte, qui s'est tenu en parallèle d'un événement de haut niveau UE-Égypte, a constitué une occasion unique de traduire les ambitions communes en résultats concrets, en s'appuyant sur le partenariat stratégique et global UE-Égypte.

Le Conseil a adopté le mandat de l'UE visant à entamer des négociations avec chacun des six pays du Conseil de coopération du Golfe (Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar) dans le but de conclure des accords de partenariat stratégique bilatéraux.

L'UE et la Jordanie ont signé une déclaration conjointe lançant un nouveau partenariat stratégique et global afin de mieux relever les défis communs et de promouvoir les valeurs partagées que sont la paix, la démocratie et les droits de l'homme. Ils ont également signé un protocole d'accord lançant la mise en œuvre d'une assistance macrofinancière de 500 millions d'euros destinée à soutenir la stabilité économique, la croissance, la résilience à long terme et les réformes de la Jordanie.

La Jordanie a également signé l'accord renouvelé du partenariat en matière de recherche et d'innovation dans la zone méditerranéenne, qui vise à renforcer les capacités de recherche et d'innovation et à développer les connaissances et les solutions en matière de gestion de l'eau, de systèmes agricoles et de valeur de la chaîne alimentaire dans la région méditerranéenne. Entre 2025 et 2027, la Jordanie contribuera au partenariat à hauteur de 4,5 millions d'euros.



↑  
Dubravka Šuica, commissaire européenne chargée de la Méditerranée (devant, à droite), et Zeina Toukan, ministre jordanienne de la planification et de la coopération internationale (devant, à gauche), signant l'accord de partenariat stratégique et global UE-Jordanie, en présence d'Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne (derrière, à droite), et d'Abdallah II, roi de Jordanie (derrière, à gauche). Bruxelles (Belgique), 29 janvier 2025.

# La politique étrangère et les relations internationales de l'UE

L'UE continue de défendre et de promouvoir un ordre international fondé sur des règles et s'emploie à renforcer le rôle des institutions mondiales. Elle le fait dans le but de garantir le respect de ses valeurs et de permettre à l'Europe de rester forte dans un monde plus instable où les différends se multiplient.

À l'approche de la 80<sup>e</sup> Assemblée générale des Nations unies, l'Union a réaffirmé son attachement au multilatéralisme fondé sur le droit international, y compris la charte des Nations unies, reconnaissant le lien intrinsèque qui existe entre la paix, la sécurité, les droits de l'homme et le développement durable. L'UE restera un partenaire prévisible, fiable et crédible, déterminé à trouver des solutions globales aux défis communs, notamment par la mise en œuvre du pacte pour l'avenir. Elle est également résolue à accélérer les efforts visant à mettre en œuvre le Programme 2030 et à atteindre les objectifs de développement durable, ainsi qu'à soutenir le processus de réforme des Nations unies en cours.

## Sécurité économique

Une nouvelle politique économique étrangère axée sur la sécurité économique, le commerce et l'investissement dans le cadre de partenariats est essentielle à la prospérité de l'Europe. Le commerce ouvert peut favoriser la croissance des entreprises et créer des emplois, mais il convient de maintenir une concurrence loyale et des conditions de concurrence équitables entre les producteurs nationaux et étrangers. Les instruments de défense commerciale continuent de protéger les emplois dans l'Union en favorisant un environnement commercial équitable pour les entreprises de l'UE.

Afin d'éviter que les investissements à l'étranger n'aient des conséquences négatives sur la sécurité économique de l'UE, la Commission a invité les États membres à évaluer ces investissements réalisés dans des pays tiers par des entreprises situées sur leur territoire, dans trois domaines d'importance stratégique pour l'Union: les semi-conducteurs, l'intelligence artificielle et les technologies quantiques. Cela permettra de déterminer les mesures qui pourraient être nécessaires à l'avenir dans ces domaines. En outre, les négociations interinstitutionnelles visant à améliorer le cadre pour le filtrage des investissements directs étrangers dans l'UE ont été conclues en décembre, dans la perspective de faire du contrôle des investissements un instrument stratégique plus solide et plus cohérent.

Le plan d'action européen pour l'acier et les métaux, publié en mars, vise à renforcer la compétitivité du secteur et à préserver son avenir.

En décembre, la Commission a adopté un train de mesures sur la sécurité économique comprenant une communication sur le renforcement de la sécurité économique de l'UE et le plan d'action RESourceEU.

**L'UE est la deuxième plus grande économie et le plus grand secteur de commerce au monde.**

## PRINCIPALES ÉVOLUTIONS EN MATIÈRE DE COMMERCE ET DE COOPÉRATION INTERNATIONALE EN 2025



### **Déclaration conjointe avec les États-Unis sur un accord-cadre relatif à des échanges commerciaux réciproques, équitables et équilibrés.**

L'UE poursuit ses discussions avec les États-Unis en vue de réduire les droits de douane, afin de rétablir la stabilité et la prévisibilité dans les relations commerciales et d'investissement entre l'UE et ce pays, dans l'intérêt des entreprises, des travailleurs et des citoyens des deux côtés de l'Atlantique.



### **Deux propositions d'accords historiques en Amérique latine, l'accord de partenariat UE-Mercosur et l'accord global modernisé UE-Mexique, qui constituent un élément essentiel de la stratégie de l'UE visant à diversifier ses relations commerciales.**

Ces accords ouvriront des possibilités d'exportation d'une valeur de plusieurs milliards d'euros à des entreprises de l'UE de toutes tailles, contribueront à la croissance économique et à la compétitivité, soutiendront des centaines de milliers d'emplois européens et promouvoir les intérêts et les valeurs de l'UE dans la région.



### **Entrée en vigueur de l'accord commercial intérimaire UE-Chili, qui renforce la compétitivité des entreprises des deux parties.**

Les efforts déployés pour atteindre cet objectif seront soutenus par plusieurs initiatives en cours dans le cadre de la stratégie «Global Gateway», comme le développement de chaînes de valeur pour les matières premières critiques (dont le lithium et le cuivre) ou la production d'hydrogène d'origine renouvelable au Chili.



### **Un nouveau chapitre dans les relations entre l'UE et le Royaume-Uni, avec des accords sur plusieurs fronts, notamment sur un accès réciproque à leurs eaux de pêche jusqu'en 2038 et un partenariat en matière de sécurité et de défense. Ce dernier permettra au Royaume-Uni de participer à des actions d'acquisition conjointe.**



### **Déclaration conjointe avec la Suisse visant à renforcer la coopération dans les domaines critiques de la recherche, des transports terrestres et de la santé.**



### **Réaffirmation de l'engagement commun avec le Japon à renforcer la coopération en matière de sécurité commerciale et économique, création d'une alliance pour la compétitivité et élargissement du dialogue économique de haut niveau.**



### **Lancement des négociations avec les Émirats arabes unis en vue d'un accord de libre-échange, ouvrant la voie à la conclusion du premier accord commercial global de l'UE dans la région du Golfe.**



### **Reprise des négociations sur un accord de libre-échange UE-Malaisie.**



### **Finalisation des négociations sur l'accord de partenariat économique global UE-Indonésie.**



**Partenariat stratégique établi avec les cinq pays d'Asie centrale: le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan.**

Premier signe du nouvel élan donné à cette relation, un paquet d'investissement «Global Gateway» de 12 milliards d'euros soutiendra la coopération entre l'UE et ces partenaires dans les domaines du climat, de l'énergie et des matières premières critiques.



**Signature de l'accord de partenariat et de coopération renforcé UE-Ouzbékistan.**



**Début des travaux sur un accord sur le commerce numérique avec le Canada, conclusion des négociations sur un accord sur le commerce numérique avec la Corée du Sud et signature d'un accord historique sur le commerce numérique avec Singapour.**

Ces accords s'inscrivent dans le cadre de la nouvelle stratégie numérique internationale de l'Union, qui annonce l'intention de l'UE de créer un réseau de partenariats numériques et d'étendre le réseau d'accords commerciaux numériques. Cette stratégie permettra également de développer l'offre technologique de l'UE en combinant les investissements des secteurs privé et public de l'Union afin de soutenir la transition numérique des pays partenaires et de renforcer la gouvernance numérique mondiale conformément aux valeurs fondamentales de l'UE.



← Maroš Šefčovič, commissaire européen chargé du commerce et de la sécurité économique, ainsi que des relations interinstitutionnelles et de la transparence (à droite), et Airlangga Hartarto, ministre coordonnateur indonésien des affaires économiques (à gauche), célébrant la conclusion des négociations sur l'accord de partenariat économique global UE-Indonésie à Jakarta (Indonésie), le 22 septembre 2025.

## Mesures prises en 2025 pour garantir un commerce équitable

- ✓ Réduction du taux de libéralisation de 1 % à 0,1 % pour limiter la quantité d'acier qui peut être importée vers l'UE en franchise de droits.
- ✓ Présentation d'une proposition de mesure commerciale visant à remédier aux effets commerciaux négatifs de la surcapacité mondiale sur le marché de l'acier de l'UE.
- ✓ Activation d'un système de surveillance douanière destiné à contrôler l'importation et l'exportation des déchets de métaux à destination ou en provenance de l'UE, afin de garantir aux industries métallurgiques de l'Union un accès suffisant aux déchets.
- ✓ Déploiement d'un suivi des importations des produits chimiques industriels, lesquels affluent rapidement sur le marché de l'UE et nuisent ou risquent de nuire à l'industrie de l'Union, pour que l'UE puisse garantir des conditions de concurrence équitables.
- ✓ Mise en place d'un groupe de travail sur la surveillance des importations pour éclairer les décisions et les mesures prises afin de protéger le marché unique.
- ✓ Mise en place de droits sur les importations de roues en aluminium originaires du Maroc, lesquelles faisaient l'objet de subventions déloyales, notamment au moyen de l'initiative chinoise des nouvelles routes de la soie, et portaient dès lors préjudice à l'industrie dans l'UE.
- ✓ Imposition de mesures relevant de l'instrument relatif aux marchés publics internationaux (en raison de la discrimination systématique à l'égard des dispositifs médicaux de l'UE sur les marchés publics chinois) pour exclure les soumissionnaires originaires de Chine de la participation aux appels d'offres de l'UE pour les dispositifs médicaux d'un montant supérieur à 5 millions d'euros, et limitation de la part des dispositifs médicaux provenant de Chine à 50 % de la valeur des marchés concernés.
- ✓ Adoption de mesures pour prévenir le dumping de plateformes élévatrices mobiles originaires de Chine, qui cause un préjudice important aux producteurs en Europe, où les ventes annuelles dans ce secteur s'élèvent à 1 milliard d'euros.
- ✓ Introduction d'une procédure d'arbitrage contre les restrictions au commerce et à l'investissement de l'Algérie, lesquelles enfreignent l'accord d'association UE-Algérie.
- ✓ Engagement d'une procédure de règlement des différends contre la Chine devant l'Organisation mondiale du commerce sur les injonctions antipoursuites délivrées par les tribunaux chinois concernant des brevets essentiels à une norme, par exemple la 5G pour les téléphones mobiles, dans laquelle l'UE a obtenu gain de cause.

## Partenariats internationaux

Les partenariats internationaux constituent un élément essentiel de la politique extérieure de l'UE. La stratégie «Global Gateway», qui s'appuie sur des instruments financiers tels que l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale — Europe dans le monde, est la contribution de l'UE à la réduction du déficit d'investissement mondial, pleinement alignée sur le programme 2030 des Nations unies et ses objectifs de développement durable, ainsi que sur l'accord de Paris. Elle est devenue une stratégie fiable pour mobiliser des investissements au niveau mondial, créant des emplois locaux de qualité et apportant de la valeur ajoutée dans le monde, tout en renforçant également la compétitivité et la sécurité de l'UE. À ce jour, «Global Gateway» a mobilisé 306 milliards d'euros d'investissements publics et privés — dépassant l'objectif initial de 300 milliards d'euros d'ici à 2027.

La plateforme d'investissement «Global Gateway», lancée en octobre, contribuera grandement à ces efforts en facilitant la concrétisation des projets d'investissement des entreprises de l'UE dans les pays partenaires. Afin de consolider et de renforcer le rôle d'acteur mondial de l'UE, la Commission a proposé d'accroître l'efficacité de la garantie pour l'action extérieure en réduisant les formalités administratives et en introduisant des mesures de simplification. La garantie pour l'action extérieure est un instrument financier essentiel dans le cadre de la stratégie «Global Gateway», permettant de proposer des prêts plus abordables pour débloquer des investissements et mettre en place des relations commerciales avec des pays partenaires dans le monde entier.

## Favoriser la diplomatie de haut niveau et les partenariats entre l'UE et l'Afrique

En 2025, l'UE et l'Union africaine ont célébré le 25<sup>e</sup> anniversaire de leur partenariat avec la septième édition du sommet UE-Union africaine. Dans le cadre de «Global Gateway», l'UE a déjà mobilisé 120 milliards d'euros en faveur de projets dans toute l'Afrique. Lors du sommet du G20 en Afrique du Sud, la dernière conférence des donateurs de la campagne de «Global Gateway», «Scaling up Renewables in Africa» (développement des énergies renouvelables en Afrique), a mobilisé 15,5 milliards d'euros en faveur de l'énergie propre et de l'accès à l'électricité sur l'ensemble du continent. Les fonds octroyés par l'UE et les États membres dans le cadre d'une approche «Équipe Europe» viennent renforcer les efforts consentis par l'UE en matière d'énergie propre en Afrique. La campagne s'est également associée à la «Mission 300», une initiative de la Banque mondiale qui vise à fournir de l'électricité à 300 millions de personnes en Afrique d'ici à 2030. Elle aidera à alimenter les foyers, les écoles et les hôpitaux sur l'ensemble du continent et créera des milliers d'emplois verts, de la Côte d'Ivoire au Lesotho en passant par Madagascar et la Somalie.

→ Jozef Síkela (debout, à gauche), commissaire européen chargé des partenariats internationaux, lors d'une visite du projet «Vers une conception inclusive de la transition vers les énergies renouvelables», à Windhoek (Namibie), le 17 septembre 2025.



↑ Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, lors du forum «Global Gateway» qui s'est tenu à Bruxelles (Belgique) les 9 et 10 octobre 2025, au cours duquel elle a annoncé un train de mesures de l'Équipe Europe d'un montant de 618 millions d'euros visant à développer les énergies renouvelables en Afrique. Cette déclaration s'appuyait sur l'enveloppe de 545 millions d'euros annoncée plus tôt dans l'année à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations unies, démontrant que l'UE continue de tenir ses engagements.



## Sommets internationaux

L'UE a participé à plusieurs sommets avec des pays partenaires en 2025. Lors du sommet du G7 de juin au Canada, les dirigeants ont débattu des moyens d'accroître le soutien à l'Ukraine et ont réaffirmé leur engagement en faveur de la paix et de la stabilité au Moyen-Orient. Parmi les autres sujets clés abordés figuraient le renforcement de la coordination économique, la sécurité de l'approvisionnement en minéraux critiques, les nouvelles technologies (intelligence artificielle et informatique quantique), la transition énergétique et les méthodes visant à mieux prévenir les feux de forêt et à en atténuer les effets.

Le sommet du G20 à Johannesburg (Afrique du Sud) a été le premier à se tenir sur le continent africain et a marqué la fin du premier cycle de présidences du G20. Les résultats du sommet ont porté en particulier sur les grandes priorités de l'Europe et de l'Afrique, telles que la transition énergétique, les minéraux critiques et la soutenabilité de la dette. Les autres sujets abordés étaient notamment les déséquilibres mondiaux, l'action climatique, la résilience aux catastrophes et l'intelligence artificielle.

## Recherche et innovation

La coopération avec l'Inde dans le domaine de la recherche et de l'innovation s'est accélérée en 2025, particulièrement dans le cadre du Conseil du commerce et des technologies (CCT) UE-Inde. Au sein du groupe de travail du CCT sur les technologies énergétiques vertes et propres, des recherches collaboratives ont été conduites avec l'Inde sur les solutions en matière de pollution plastique des océans et de transformation des déchets en hydrogène renouvelable, et sur le recyclage des batteries pour les véhicules électriques, avec un investissement conjoint de quelque 60 millions d'euros.

Horizon Europe est le principal programme de financement de l'UE pour la recherche et l'innovation, et sert de plateforme pour collaborer avec les meilleures communautés de chercheurs du monde. En 2025, la Corée du Sud, l'Égypte et la Suisse ont rejoint le programme, portant le nombre total de pays associés à 22.



↑  
Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne (à gauche), serrant la main de Narendra Modi, Premier ministre indien (à droite), lors de la visite du collège des commissaires en Inde. New Delhi (Inde), 27 février 2025.

## Soutenir la paix et la sécurité

À l'occasion du tout premier dialogue politique à haut niveau UE-Palestine (cette dénomination ne saurait être interprétée comme une reconnaissance d'un État de Palestine et est sans préjudice de la position de chaque État membre sur cette question), la Commission a proposé un programme d'aide pluriannuel global en vue de soutenir la reprise et la résilience palestiniennes. La Commission a également convoqué la première réunion du groupe des donateurs pour la Palestine à Bruxelles (Belgique), qui a réuni les partenaires mondiaux pour soutenir la mise en œuvre des réformes palestiniennes, contribuer à renforcer la gouvernance, améliorer la résilience économique et stimuler la reprise à Gaza. Plusieurs États membres se sont engagés à verser à l'Autorité palestinienne un montant total de 88 millions d'euros de manière sécurisée, par l'intermédiaire du mécanisme Pegase (mécanisme palestino-européen de gestion de l'aide socio-économique).

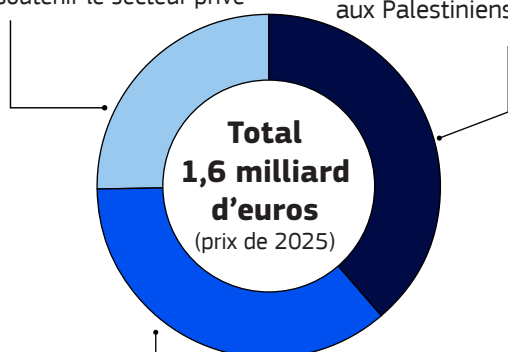
### SOUTIEN PROPOSÉ POUR LA REPRISE ET LA RÉSILIENCE PALESTINIENNES (2025-2027)

#### 400 millions d'euros

sous la forme de prêts de la Banque européenne d'investissement visant à soutenir le secteur privé

#### 620 millions d'euros

de subventions pour soutenir les services aux Palestiniens



#### 576 millions d'euros

de subventions pour soutenir la reprise et la stabilisation de la Cisjordanie et de Gaza

Afin de promouvoir la paix au Moyen-Orient, la Commission a proposé de suspendre certaines dispositions liées au commerce de l'accord d'association entre l'UE et Israël et d'imposer des sanctions supplémentaires à l'encontre du Hamas, des ministres extrémistes et des colons violents. La Commission a également suspendu son soutien bilatéral à Israël, à l'exception du soutien à la société civile et à Yad Vashem (l'Institut international pour la mémoire de la Shoah).



© Unicef, 2025. Tous droits réservés. Licence concédée à l'Union européenne sous conditions.

L'UE reste le plus grand donateur international et pourvoyeur d'aide humanitaire aux Palestiniens, ayant alloué et versé un total de 220 millions d'euros d'aide humanitaire d'urgence pour Gaza et la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, en 2025.



Action humanitaire de l'UE à Gaza: une voie d'approvisionnement essentielle dans un contexte de destruction. Grâce à des fonds de l'UE, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) a distribué des vêtements d'hiver à 150 000 enfants. 5 février 2025.

L'Union a réaffirmé au cours de l'année son engagement à soutenir le peuple syrien et à participer à la transition et au redressement de la Syrie. Lors de la neuvième conférence de Bruxelles sur la Syrie, «Standing with Syria: Meeting the needs for a successful transition» (Soutien à la Syrie: répondre aux besoins pour une transition réussie), l'UE a annoncé des engagements financiers à hauteur de près de 2,5 milliards d'euros pour 2025 et 2026 pour contribuer au processus de transition en Syrie et au redressement socio-économique du pays. La Commission a également levé les sanctions économiques à l'encontre de la Syrie, à l'exception de celles fondées sur des motifs de sécurité, et, en 2025, la Journée du dialogue annuelle s'est tenue pour la première fois en Syrie. Enfin, à la suite du rétablissement des sanctions de l'Organisation des Nations unies à l'égard de l'Iran, la Commission a décidé de rétablir un certain nombre de sanctions en raison des activités de prolifération nucléaire du pays.

## Aide humanitaire

Lorsque des catastrophes naturelles majeures surviennent ou que des conflits éclatent, des millions de personnes se retrouvent en péril. L'aide humanitaire devient une planche de salut, fournissant de la nourriture, des abris et des soins médicaux.

L'UE, conjointement avec ses États membres, est à la pointe de ces opérations de secours et a été le principal donateur d'aide humanitaire au niveau mondial en 2025. Elle apporte une aide vitale fondée sur les besoins, assure la protection des travailleurs humanitaires, préserve les principes humanitaires internationaux, protège les civils et défend le droit international humanitaire — autant d'actions qui sont au cœur de la diplomatie humanitaire. En 2025, l'UE a alloué 2,56 milliards d'euros d'aide humanitaire et de protection.



← Hadja Lahbib, commissaire européenne chargée de l'égalité, de l'état de préparation et de la gestion des crises, en train de visiter un centre de la Croix-Rouge à Bogota (Colombie), avant le sommet UE-Communauté des États latino-américains et des Caraïbes. 5 novembre 2025.

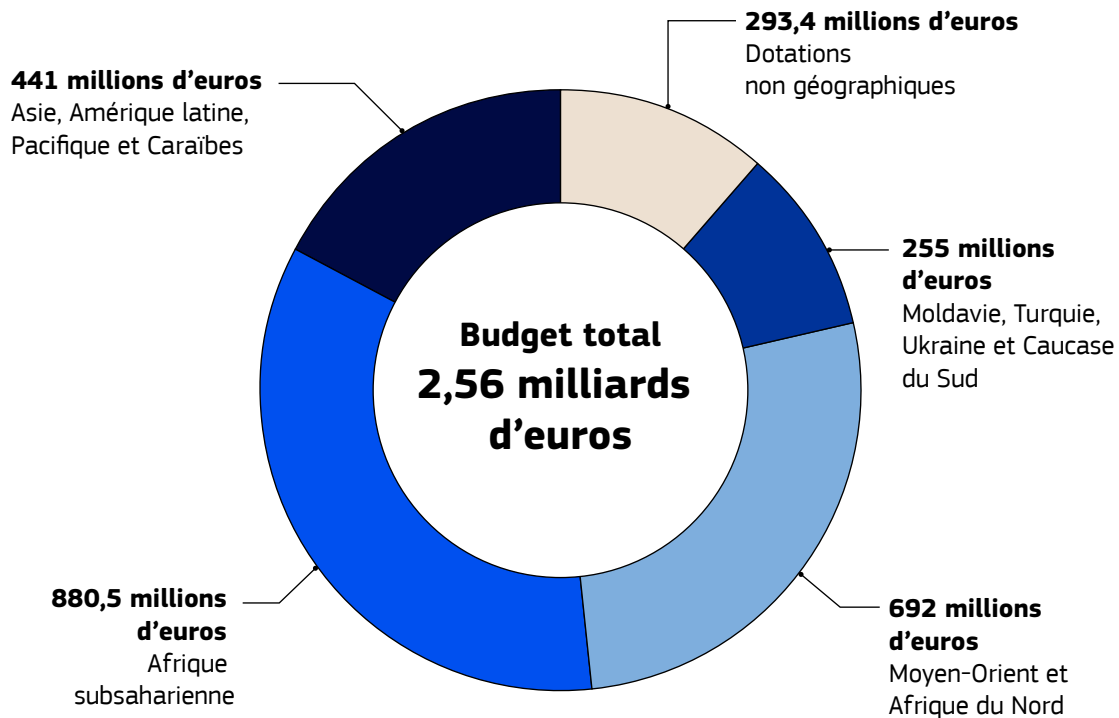
L'Union a apporté une aide humanitaire à son voisinage immédiat, en particulier l'Arménie, la Moldavie, la Turquie et l'Ukraine. Outre la Palestine, l'aide humanitaire de l'UE au Moyen-Orient et en Afrique du Nord a ciblé la Syrie et a cherché à répondre aux besoins des réfugiés syriens dans la région.

L'UE est un acteur humanitaire mondial. La guerre au Soudan et ses répercussions dans les pays voisins, la situation complexe et instable dans la Grande Corne de l'Afrique et en Afrique occidentale et centrale ainsi que les phénomènes météorologiques extrêmes dans la région de l'Afrique australe et de l'océan Indien ont entraîné des déplacements massifs, une insécurité alimentaire et même la famine. L'aide humanitaire de l'UE a été vitale pour des millions de personnes touchées par ces crises ou comptant parmi les plus vulnérables.

En Asie, l'aide humanitaire de l'UE a continué de répondre aux crises humanitaires prolongées, telles que celles touchant l'Afghanistan, le Bangladesh et le Myanmar/la Birmanie, tout en aidant à faire face aux catastrophes naturelles soudaines, telles que les inondations au Pakistan et les cyclones tropicaux aux Philippines et au Viêt Nam, entre autres.

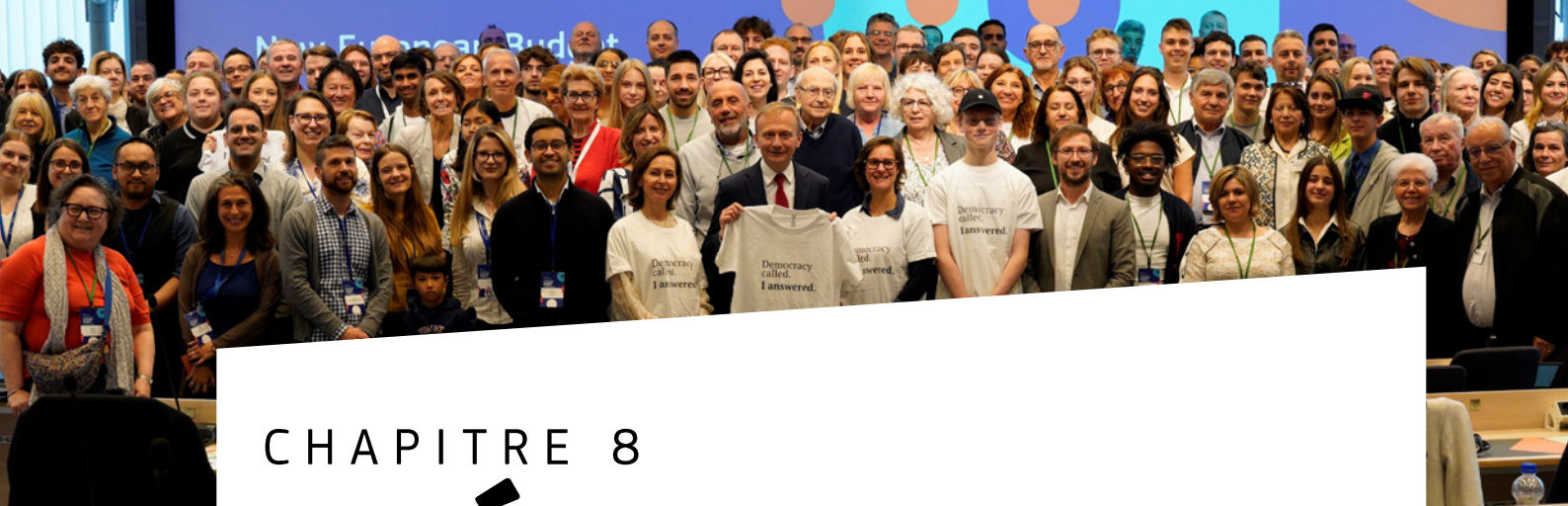
En Amérique latine, l'aide humanitaire de l'UE a bénéficié aux communautés touchées par les crises en cours dans des pays tels que la Colombie, Haïti et le Venezuela, ainsi qu'aux victimes de catastrophes telles que l'ouragan Melissa dans les Caraïbes.

## L'AIDE HUMANITAIRE DE L'UE EN 2025



# EUROPEAN CITIZENS' PANEL

New European Budget



## CHAPITRE 8

# PRÉPARER L'EUROPE À L'AVENIR

## Introduction

En 2025, l'Union européenne s'est attachée à se préparer aux défis et aux opportunités de la prochaine décennie. Ses institutions ont collaboré pour renforcer la résilience, simplifier les règles et veiller à ce que les politiques produisent des résultats tangibles tant pour les citoyens que pour les entreprises. La préparation du nouveau cadre financier pluriannuel pour la période 2028-2034, qui a été conçu de manière à fournir un budget plus simple, plus souple et à l'épreuve

du temps, est un pilier central de cet effort. Dans le même temps, l'UE a présenté des réformes visant à alléger les formalités administratives, à réduire les coûts et à améliorer la gestion des risques financiers. Par la voie d'une approche prospective, de partenariats renforcés et d'une application effective de la législation, l'UE met en place un cadre pour la prospérité et la sécurité à long terme.



# Une proposition de nouveau budget

## Le cadre financier pluriannuel 2028-2034

Le cadre financier pluriannuel (CFP), c'est-à-dire le budget à long terme de l'UE, soutient les citoyens, les agriculteurs, les chercheurs, les entreprises et les régions dans l'ensemble de l'UE et au-delà. Le CFP actuel (2021-2027), conjointement avec le plan de relance NextGenerationEU, a été essentiel pour lutter contre la pandémie de COVID-19 et la crise énergétique, protéger des millions d'emplois et stimuler la transition vers une énergie propre et la transition numérique. Il a également

apporté un soutien sans précédent à l'Ukraine et renforcé la sécurité de l'Europe face à la guerre d'agression menée par la Russie.

En 2025, la Commission européenne a adopté sa proposition relative au CFP 2028-2034, qui vise à répondre à des défis géopolitiques, économiques et de durabilité grandissants. Doté de près de 2 000 milliards d'euros (soit 1,26 % du revenu national brut de l'UE), le CFP fournirait un budget plus simple, plus souple et plus ciblé pour soutenir l'indépendance, la sécurité, la prospérité, l'inclusion et la résilience de l'UE au cours de la décennie à venir.

## UN PROCESSUS PLUS INCLUSIF ET DÉMOCRATIQUE

Lors de l'élaboration du budget, la Commission a mené une campagne à l'échelle européenne afin de recueillir les contributions des parties prenantes à tous les niveaux, des gouvernements nationaux aux citoyens.

### FÉVRIER

Début du tour d'Europe organisé pour consulter les autorités des États membres, les parties prenantes régionales et les bénéficiaires du budget de l'UE sur le nouveau CFP.

Publication de la feuille de route pour l'élaboration de la nouvelle proposition de budget.

### FÉVRIER-MAI

Consultation publique sur le nouveau budget via le portail «Donnez votre avis».

### MAI

Le panel de citoyens européens sur le nouveau budget européen (voir le chapitre 6) approuve 23 recommandations pour le nouveau budget.

### 16 JUILLET

Publication de la première proposition de nouveau budget.

### JUILLET-OCTOBRE

Consultation publique sur la proposition via le portail «Donnez votre avis».

### 3 SEPTEMBRE

Publication de la proposition finale relative au budget à long terme de l'UE 2028-2034.



↑  
En 2025, Piotr Serafin, commissaire européen chargé du budget, de la lutte antifraude et de l'administration publique (à gauche), a entrepris un tour d'Europe afin de favoriser un débat large et inclusif sur l'ensemble du continent, soulignant la volonté de la Commission de coopérer étroitement avec les États membres. Lors de sa visite à Nicosie, il a rencontré Nikos Christodoulides, président de Chypre (à droite), et d'autres hauts fonctionnaires. La visite, effectuée en prélude à la présidence chypriote du Conseil de l'Union européenne débutant en janvier 2026, a mis en évidence le rôle stratégique du pays à un stade crucial des négociations sur le CFP. Nicosie (Chypre), 4 septembre 2025.

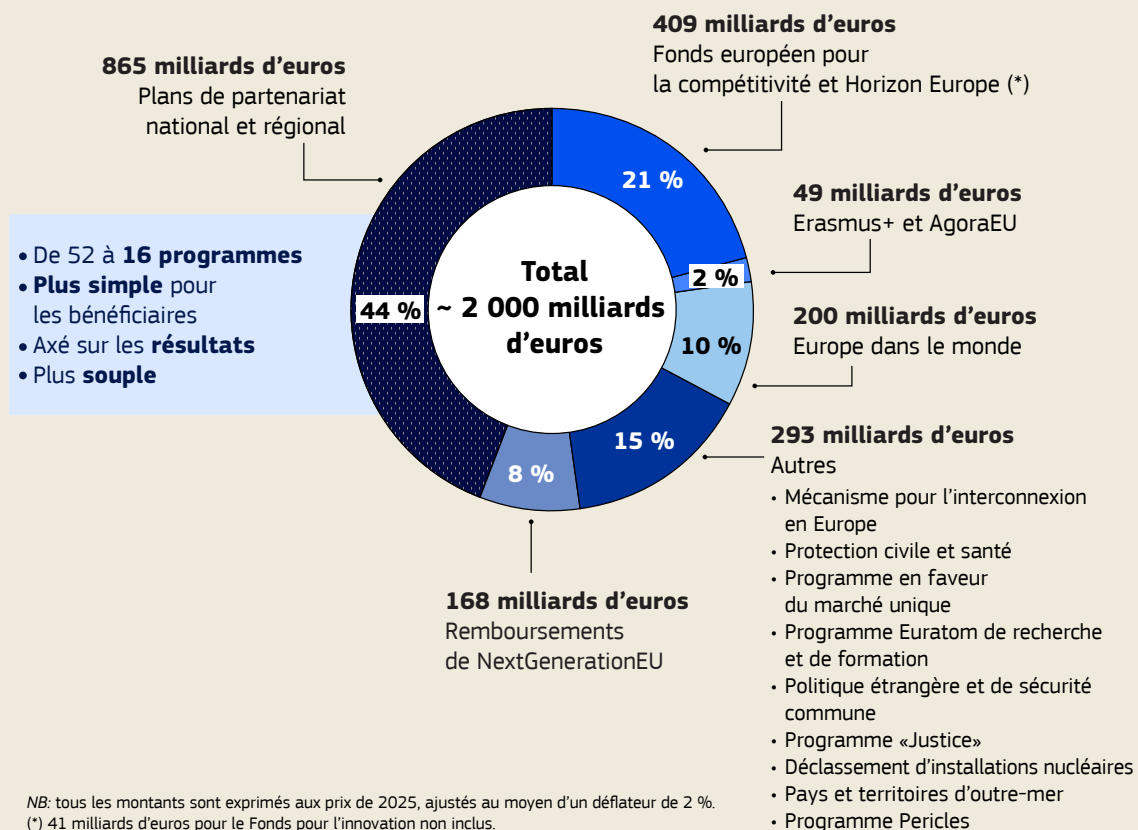


↑  
VIDÉO: les participants au panel de citoyens européens sur le nouveau budget européen s'expriment sur ce qu'ils attendent du budget de l'UE, sur la manière dont les fonds devraient être dépensés et sur ce que ceux-ci devraient servir à soutenir.

**La proposition de CFP repose sur plusieurs axes essentiels, reconnaissant qu'il n'est plus opportun de maintenir le statu quo:**

- 1 créer un budget plus simple, plus souple et plus efficace;
- 2 répondre à la nécessité d'investir dans des priorités stratégiques communes, y compris la défense, la compétitivité, la sécurité et la transition vers une énergie propre ainsi que la transition numérique;
- 3 moderniser les politiques communes, telles que la politique agricole commune, la politique commune de la pêche et la cohésion économique, sociale et territoriale;
- 4 établir un équilibre entre prévisibilité — pour le soutien à l'investissement à long terme, les agriculteurs et les régions — et flexibilité lorsque cela s'avère nécessaire dans un monde en mutation rapide;
- 5 envoyer un message clair sur l'unité et l'indépendance de l'Union et son engagement à promouvoir et à défendre ses valeurs fondamentales;
- 6 garantir la crédibilité de l'UE en proposant une trajectoire claire pour les remboursements à effectuer au titre de NextGenerationEU.

**LE BUDGET PROPOSÉ**

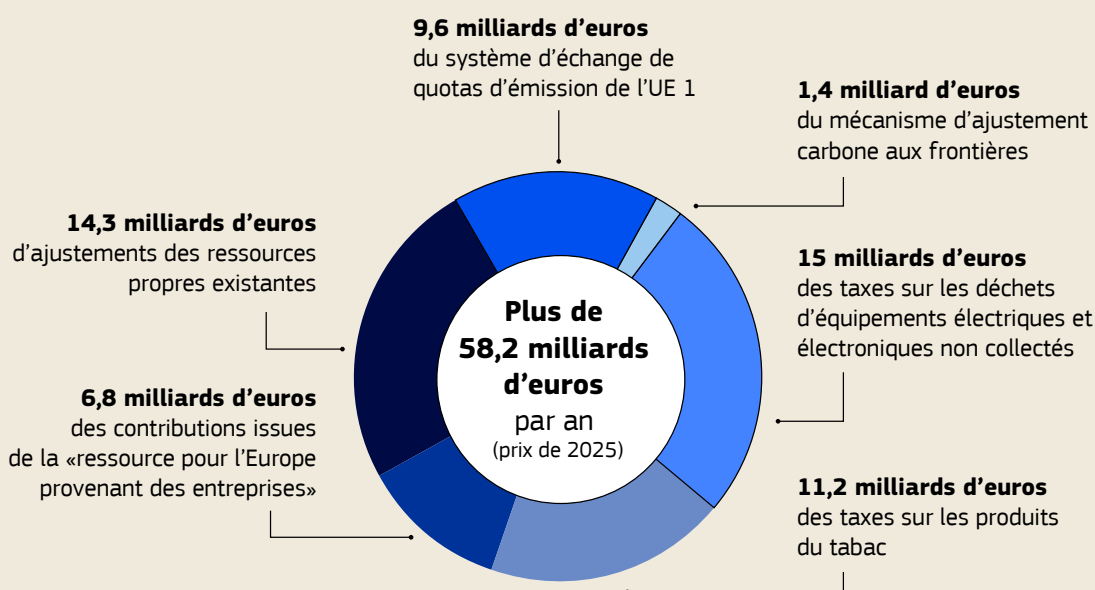


### Dans le cadre du budget proposé:

- ✓ un montant minimal d'environ 296 milliards d'euros serait réservé pour soutenir les revenus des agriculteurs et des pêcheurs, et un objectif rural de 10 % serait fixé dans le cadre des plans de partenariat national et régional;
- ✓ 35 % des dépenses totales seraient consacrés aux objectifs climatiques et environnementaux, mobilisant au moins 700 milliards d'euros;
- ✓ près de 220 milliards d'euros seraient affectés aux investissements dans les régions moins développées, parallèlement à un financement stable et prévisible en faveur des régions en transition et des régions plus développées;
- ✓ le respect de l'état de droit et de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne resterait non négociable;
- ✓ le budget du programme Erasmus+ serait augmenté de 50 %;
- ✓ le budget consacré aux infrastructures de transport serait doublé afin d'améliorer les connexions sur l'ensemble du continent et d'adapter le réseau à des fins militaires;
- ✓ 131 milliards d'euros seraient alloués à la défense et à l'espace, soit cinq fois plus que dans le CFP actuel;
- ✓ un objectif social représentant 14 % du budget total consacré aux plans de partenariat national et régional — à l'exclusion des ressources réservées aux agriculteurs et aux pêcheurs et des ressources du Fonds social pour le climat — soutiendrait le développement des compétences, la réduction de la pauvreté et l'inclusion sociale;
- ✓ le budget consacré aux activités de recherche et d'innovation serait presque doublé pour renforcer la compétitivité de l'UE, passant de 95 milliards d'euros actuellement à 175 milliards d'euros.

Alors que l'UE doit composer avec des besoins financiers accrus, les pressions croissantes sur les budgets nationaux et l'entame prochaine, en 2028, des remboursements des prêts accordés au titre de l'instrument NextGenerationEU, la Commission a proposé de nouveaux moyens d'accroître ses ressources propres, afin de générer plus de 58,2 milliards d'euros par an (aux prix de 2025) grâce à des flux de recettes nouveaux et révisés.

## NOUVELLES RESSOURCES PROPRES PROPOSÉES



Les droits acquittés dans le cadre du système européen d'information et d'autorisation concernant les voyages généreront 0,3 milliard d'euros supplémentaires.

Dans sa proposition relative au prochain CFP, la Commission envisage la création de trois grands fonds: un Fonds européen pour la cohésion économique, sociale et territoriale, l'agriculture et les zones rurales, la pêche et les affaires maritimes ainsi que la prospérité et la sécurité; un Fonds européen pour la compétitivité qui soutiendrait le développement, l'expansion et le déploiement des technologies stratégiques; et l'instrument «Europe dans le monde» qui prévoirait un financement plus stratégique de l'action extérieure dans le monde entier.

L'examen à mi-parcours de la politique de cohésion de l'UE, adopté en 2025, réaligne les financements du CFP 2021-2027 afin d'aider les États membres et les régions à réaffecter des ressources à de nouvelles priorités stratégiques, notamment la compétitivité, la sécurité et la défense, la préparation en matière civile, le logement, la résilience dans le domaine de l'eau et la transition énergétique.

## Protéger le budget de l'UE contre la fraude

Il est essentiel de protéger chaque euro pour faire en sorte que le budget de l'UE profite à ses citoyens. En juillet, la Commission a lancé un réexamen de l'architecture antifraude de l'UE afin de renforcer la protection des intérêts financiers de l'Union face à l'évolution des menaces. Celles-ci comprennent notamment la fraude transnationale, la criminalité organisée ciblant les fonds de l'UE et l'utilisation abusive de technologies de pointe telles que l'intelligence artificielle et les cryptomonnaies.

## Renforcer le cadre de gestion des risques financiers de l'UE

Le cadre de gestion des risques financiers de l'UE couvre les risques liés au budget de l'UE, à NextGenerationEU et à d'autres instruments financiers. En 2025, la Commission a renforcé ce cadre en élargissant la fonction du directeur des risques indépendant, qui supervise désormais toutes les opérations financières de l'UE, y compris les emprunts, les prêts, les garanties budgétaires et la gestion des actifs. Ce changement fait suite aux recommandations de la Cour des comptes européenne visant à renforcer la surveillance et la gestion des risques des emprunts, des garanties et des instruments financiers connexes de l'UE.

### Le Semestre européen

Le Semestre européen joue un rôle important dans la gouvernance économique de l'UE. Le paquet de printemps 2025 marque la conclusion du premier cycle annuel complet de surveillance macroéconomique dans le contexte du cadre de gouvernance économique réformé, qui est entré en vigueur en avril 2024. Ce cadre réformé renforce le rôle du Semestre non seulement en tant que canal servant à guider les réformes et les investissements, mais aussi comme pilier de la surveillance budgétaire de l'UE.

En 2025, les recommandations par pays ont conseillé aux États membres

de se concentrer sur les questions de compétitivité et de sécurité. Pour la première fois, le paquet du Semestre a également inclus des recommandations clés sur les compétences et les emplois de qualité, tout en garantissant l'équité sociale.

Les rapports par pays ont analysé les politiques budgétaires, fiscales, d'innovation, climatiques et environnementales des États membres et des régions, ainsi que leurs politiques en matière sociale, de santé et d'emploi. Ils comportent également un examen de la mise en œuvre des plans pour la reprise et la résilience et des programmes relevant de la politique de cohésion.

→  
Valdis Dombrovskis, commissaire européen chargé de l'économie et de la productivité ainsi que de la mise en œuvre et de la simplification, lors de la conférence de presse sur le paquet de printemps du Semestre européen 2025, qui s'est tenue à Bruxelles (Belgique) le 4 juin 2025.



## Les succès de la facilité pour la reprise et la résilience



↑

VIDÉO: point de la situation en 2025 concernant la facilité pour la reprise et la résilience.

Alors que la facilité pour la reprise et la résilience (FRR) arrivera à son terme en 2026, elle continue de stimuler les réformes et les investissements dans l'ensemble de l'UE. En 2025, la Commission a exhorté les États membres à accélérer les progrès tout en simplifiant leurs processus, et a ouvert la voie à une clôture harmonieuse et réussie de la FRR. Élément central de NextGenerationEU, la FRR avait versé quelque 394 milliards d'euros aux États membres à la fin de 2025, soutenant ainsi la résilience économique et sociale, ainsi que la transition vers une énergie propre et la transition numérique.

Le quatrième rapport annuel sur la mise en œuvre de la FRR a montré que la facilité avait renforcé les investissements publics, qui devraient atteindre 3,8 % du produit intérieur brut en 2025, contre 3,2 % en 2019. Ce renforcement des investissements s'est traduit, entre autres initiatives, par un soutien à la décarbonation et à la numérisation de la production et des services industriels, au déploiement de plus de 900 000 stations de recharge pour véhicules propres et à la connexion de 16 millions de ménages à l'internet à haut débit. Selon une étude de la Commission, l'incidence financière totale de la FRR sur la période 2020-2030 est estimée à 892 milliards d'euros, dont plus de 546 milliards d'euros d'effets directs et plus de 345 milliards d'euros de retombées pour l'ensemble des économies des États membres.

# Vers une UE prête pour l'avenir

## Renforcer la résilience de l'UE

L'UE doit renforcer sa résilience afin de protéger ses citoyens et sa prospérité face aux menaces croissantes pour la sécurité, à l'évolution de l'ordre international et à l'aggravation des effets du changement climatique et de la dégradation de l'environnement. Le rapport de prospective stratégique 2025, publié en septembre, expose les mesures nécessaires pour que l'UE reste pacifique, fidèle à ses valeurs et attachée au bien-être de ses habitants dans un contexte de turbulences et d'incertitude.

### Le rapport propose huit domaines d'action:

- 1 élaborer une vision globale cohérente pour l'UE;
- 2 accroître la sécurité intérieure et extérieure;
- 3 tirer parti de l'intelligence artificielle et de la puissance de la technologie et de la recherche;
- 4 accroître la résilience économique à long terme et se préparer à des bouleversements sur le marché du travail;
- 5 favoriser un bien-être durable et inclusif;
- 6 repenser l'éducation et les compétences;
- 7 sauvegarder la démocratie;
- 8 anticiper la transformation démographique et promouvoir l'équité intergénérationnelle.

Le rapport souligne la nécessité d'envisager même des scénarios inhabituels ou difficiles à imaginer, intégrant la prospective de manière systématique dans l'élaboration des politiques de l'Union. À partir de 2026, les rapports de prospective annuels iront au-delà de l'analyse des tendances pour mettre à l'épreuve des politiques au regard de différents scénarios, garantissant ainsi une meilleure préparation de l'UE à l'avenir.

## Simplifier les règles de l'UE

Pour que l'UE soit prête pour l'avenir, la résilience et une capacité d'action accrue doivent aller de pair avec une réduction des formalités administratives et une amélioration du fonctionnement des règles dans la pratique. Poursuivant ses travaux dans le cadre du programme pour une meilleure réglementation, l'UE a, au cours de cette année, intensifié ses efforts pour simplifier les politiques et la législation, comme indiqué dans la communication intitulée «Une Europe plus simple et plus rapide». Parmi ces travaux figurent les dialogues sur la mise en œuvre, qui constituent un forum au niveau politique permettant aux commissaires de recueillir auprès des parties prenantes des retours d'information concrets sur la manière dont les règles et les programmes de l'UE fonctionnent dans la pratique. En complément de ces dialogues, chaque commissaire a élaboré un rapport annuel sur les progrès accomplis en matière de simplification, de mise en œuvre et d'application pour le premier semestre de 2025, qui décrit les progrès réalisés, les défis à relever et les prochaines étapes concrètes dans le cadre de leurs portefeuilles respectifs.

L'engagement de l'UE en faveur d'une meilleure réglementation produit déjà des résultats: cette dernière a obtenu la première place dans un classement de l'Organisation de coopération et de développement économiques portant sur la transparence, la participation des parties prenantes et l'analyse d'impact de la réglementation, selon les Perspectives de l'OCDE sur la politique de la réglementation 2025.

Les 10 trains de mesures de simplification adoptés en 2025 permettront de réaliser environ 12 milliards d'euros d'économies de coûts administratifs annuels. D'ici à 2029, la Commission vise à réduire la charge administrative d'au moins 25 % pour toutes les entreprises et d'au moins 35 % pour les petites et moyennes entreprises.



↑  
Raffaele Fitto, vice-président exécutif de la Commission européenne chargé de la cohésion et des réformes (à gauche), en train de visiter le projet «BUSINESS Station» financé par l'UE à Alūksne (Lettonie), le 10 juin 2025.

## Garantir la mise en œuvre effective du droit de l'Union

Le potentiel des législations n'est intégralement exploité que lorsqu'elles sont pleinement mises en œuvre et appliquées. À cette fin, la Commission travaille en étroite collaboration avec les États membres pour les aider à mettre en œuvre la législation et les politiques de l'UE. Si les États membres ne le font pas, la Commission peut engager des procédures d'infraction à leur rencontre. Elle met toutefois tout en œuvre pour prévenir les infractions, en proposant d'abord des orientations pratiques, des réunions, des formations et une assistance technique. Par exemple, grâce aux nouvelles orientations sur le partage des données relatives aux batteries, la Commission a aidé les États membres à appliquer les dispositions actualisées de la directive sur les énergies renouvelables. Ces orientations aident les États membres à établir une approche harmonisée du partage d'informations concernant notamment l'état de charge, la santé et la localisation d'une batterie. Elles apportent des clarifications pratiques et un soutien technique afin de garantir une mise en œuvre cohérente dans l'ensemble de l'UE.

---

### 552

nouvelles procédures d'infraction ont été ouvertes en 2025.

---

### 554

procédures d'infraction ont été closes.

---

### 71

affaires concernant 21 États membres ont été portées devant la Cour de justice de l'Union européenne.

---

Des sanctions financières ont été

demandées dans **20** affaires.

## Des partenariats interinstitutionnels renforcés

Le cadre institutionnel de l'UE continue d'évoluer pour répondre aux nouvelles priorités politiques et stratégiques. En 2025, la Pologne puis le Danemark ont assuré la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne, chacun mettant particulièrement l'accent sur la sécurité et la résilience.

À mesure que la Commission avançait sur ses propositions législatives, le Parlement européen et le Conseil ont joué leur rôle de colégislateur pour mettre en œuvre des priorités communes. Les États membres, soutenus par la Commission dans son rôle de surveillance et les travaux d'autres institutions et organes de l'UE, ont assuré une mise en œuvre effective dans l'ensemble de l'UE.

Pour garantir son bon fonctionnement en tant que démocratie, il est essentiel que l'UE assure une coopération forte et transparente entre ses institutions. En septembre, le Parlement et la Commission ont achevé les négociations sur un accord-cadre actualisé visant à améliorer les relations interinstitutionnelles, la confiance, la transparence et le dialogue. L'accord repose sur neuf principes politiques convenus par la présidente du Parlement européen et la présidente de la Commission européenne en octobre 2024.



↑ Donald Tusk, Premier ministre de Pologne (à gauche), et Mette Frederiksen, Première ministre du Danemark (à droite), lors d'une réunion informelle des chefs d'État ou de gouvernement au cours de laquelle les dirigeants de l'UE se sont penchés sur la manière de renforcer la défense commune de l'Europe et le soutien à l'Ukraine. Copenhague (Danemark), 1<sup>er</sup> octobre 2025.



↑ De gauche à droite: António Costa, président du Conseil européen, Roberta Metsola, présidente du Parlement européen, et Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, lors d'une séance plénière du Parlement européen à Strasbourg (France), le 1<sup>er</sup> avril 2025.



## 75<sup>e</sup> anniversaire de la déclaration Schuman

L'UE célèbre la Journée de l'Europe chaque année le 9 mai. En 2025, cette Journée a revêtu une importance particulière, car elle marquait le 75<sup>e</sup> anniversaire de la déclaration Schuman. Présentée par Robert Schuman, ministre français des affaires étrangères, le 9 mai 1950, la déclaration proposait la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, l'organisation qui a précédé l'actuelle Union européenne.

↑

De gauche à droite: Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, Roberta Metsola, présidente du Parlement européen, António Costa, président du Conseil européen, et Luc Frieden, Premier ministre du Luxembourg, dans la maison natale de Robert Schuman, au Luxembourg, 9 mai 2025.

## Comment prendre contact avec l'Union européenne?

### En personne

Dans toute l'Union européenne, des centaines de centres Europe Direct sont à votre disposition. Pour connaître l'adresse du centre le plus proche, visitez la page suivante: [european-union.europa.eu/contact-eu/meet-us\\_fr](http://european-union.europa.eu/contact-eu/meet-us_fr).

### Par téléphone ou par écrit

Europe Direct est un service qui répond à vos questions sur l'Union européenne. Vous pouvez prendre contact avec ce service:

→ par téléphone:

- via un numéro gratuit: 00 800 6 7 8 9 10 11 (certains opérateurs facturent cependant ces appels),
- au numéro de standard suivant: +32 22999696;

→ en utilisant le formulaire suivant: [european-union.europa.eu/contact-eu/write-us\\_fr](http://european-union.europa.eu/contact-eu/write-us_fr).

## Comment trouver des informations sur l'Union européenne?

### En ligne

Des informations sur l'Union européenne sont disponibles, dans toutes les langues officielles de l'UE, sur le site internet Europa ([european-union.europa.eu](http://european-union.europa.eu)).

### Publications de l'Union européenne

Vous pouvez consulter ou commander ces publications à l'adresse [op.europa.eu/fr/publications](http://op.europa.eu/fr/publications). Vous pouvez obtenir plusieurs exemplaires de publications gratuites en contactant Europe Direct ou votre centre de documentation local ([european-union.europa.eu/contact-eu/meet-us\\_fr](http://european-union.europa.eu/contact-eu/meet-us_fr)).

### Droit de l'Union européenne et documents connexes

Pour accéder aux informations juridiques de l'Union, y compris à l'ensemble du droit de l'UE depuis 1951 dans toutes les versions linguistiques officielles, consultez EUR-Lex ([eur-lex.europa.eu](http://eur-lex.europa.eu)).

### Données ouvertes de l'Union européenne

Le portail [data.europa.eu](http://data.europa.eu) donne accès à des jeux de données ouvertes provenant des institutions, organes et agences de l'UE. Ces données peuvent être téléchargées et réutilisées gratuitement, à des fins commerciales ou non. Le portail donne également accès à une multitude de jeux de données des pays européens.

